

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

ÉTUDE ÉCONOMIQUE  
SUR LE  
TRANSPORT DE POSSESSION AU CRÉANCIER  
DANS LE  
NANTISSEMENT CIVIL ET COMMERCIAL  
DES MEUBLES CORPORELS

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

*Sera soutenu le mercredi 16 février, à 10 heures du matin.*

PAR

**Henri LESAGE**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

---

*Président : M. THALLER, professeur.*

*Suffragants : M. RENAULT, professeur.*

*M. PILLET, agrégé.*

---

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CENTRALES DES CHEMINS DE FER  
IMPRIMERIE CHAIX

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE CINQ MILLIONS

Rue Bergère, 20

1898





Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41552027\\_0049](https://archive.org/details/IA41552027_0049)



THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

# ÉTUDE ÉCONOMIQUE

SUR LE

# TRANSPORT DE POSSESSION AU CRÉANCIER

DANS LE

NANTISSEMENT CIVIL ET COMMERCIAL  
DES MEUBLES CORPORELS

---

## THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

*Sera soutenu le mercredi 16 février, à 10 heures du matin.*

PAR

**Henri LESAGE**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

---

*Président : M. THALLER, professeur.  
Suffragants : M. RENAULT, professeur.  
M. PILLET, agrégé.*

---



PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CENTRALES DES CHEMINS DE FER

**IMPRIMERIE CHAIX**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE CINQ MILLIONS

Rue Bergère, 20

1898



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE



ÉTUDE ÉCONOMIQUE  
SUR LE  
TRANSPORT DE POSSESSION AU CRÉANCIER  
DANS LE  
NANTISSEMENT CIVIL ET COMMERCIAL  
DES MEUBLES CORPORELS

---

PRÉFACE

La société, de tous temps, a été en voie de transformation; c'est une loi sociale impérieuse subie par chaque génération et qui, dans notre siècle tout particulièrement, a amené une évolution constante, rapide et unique.

Le droit, qui reflète d'une façon si précise l'état politique et économique d'une nation, en doit nécessairement suivre tous les mouvements, d'une manière consciente ou non, par ses diverses branches, législation, doctrine et jurisprudence.

En 1804; malgré l'abîme qui séparait le Consulat de l'ancien régime, les conditions sociales se rapprochaient beaucoup plus de celles du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle que des nôtres; au point de vue économique, aucune amélioration sensible ne s'était produite, au profit du commerce, de l'industrie et de l'agriculture; peu d'usines existaient, et de quelle importance?

Aux champs, le cultivateur, libre de toute entrave, continuait à tracer le sillon que ses pères avaient creusé ; dans les villes, le commerce, l'industrie avaient acquis assez de liberté mais ne jouissaient pas encore d'une grande faveur.

Les progrès constants de la science, avec ses merveilleuses découvertes, n'étaient ni prévus, ni même pressentis ; tout a été pacifiquement bouleversé, amélioré, changé. Une transformation complète s'est opérée, grâce aux perfectionnements apportés en toutes choses, à la facilité des communications, qui a amené des relations suivies entre les peuples. Un impérieux besoin de changement s'est fait sentir partout.

Il serait banal de rappeler longuement ici combien encore le législateur d'alors, suivant en cela l'opinion sociale ambiante, était imbu de l'adage : *Res mobilis, res vilis*.

Que de dispositions législatives procèdent de cette idée, peut-être légitime à une époque où les meubles de valeur étaient rares, aussi bien les meubles corporels que les meubles incorporels, aujourd'hui rendue souverainement injuste par les progrès du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

Quel point de comparaison y a-t-il entre les meubles les plus précieux du commencement de ce siècle et les machines actuelles, puissantes, rapides et si précises ?

Ce bouleversement pacifique, amené par les nouveaux moyens industriels, a eu une immense répercussion sur les procédés financiers de toute entreprise commerciale, industrielle et même agricole.

Avec la facilité des communications (1) et les relations fréquentes entre les peuples, les frontières ni les distances n'arrêtent la concurrence étrangère. Toutes les offres et toutes les demandes ont une tendance à se réunir pour devenir un marché universel où la demande se porte naturellement au produit le meilleur et le moins cher. Les moyens de communications devenant de jour en jour moins coûteux, la distance cesse d'être une cause d'infériorité pour la marchandise.

A cela il faut ajouter que, dans un pays comme la France, habitué à une longue prospérité, les besoins individuels à contenter sont considérables, le taux des salaires est forcément élevé, le fardeau si lourd des impôts pèse de son poids dans la balance des conditions et ne contribue pas à rendre le problème économique moins compliqué.

A ces causes d'infériorité, la pratique s'accorde avec les savants, les économistes, à préconiser l'emploi des méthodes les plus perfectionnées et des machines, toute entreprise entraînera donc de grands frais.

En effet, pour produire une richesse quelconque, il faut une première mise de fonds souvent considérable; voici d'ailleurs ce qu'a écrit un économiste distingué (2)  
« Il faut trois choses au producteur (3) pour exercer son activité: un chantier, un outillage et des approvisionnements.

(1) Voir discours de M. Méline à la Chambre, séance du 20 nov. 1897. *Journal officiel*. Débats parl. Ch. p. 2512. Sess. extra. 1897. Voir pour l'agriculture, Josseau, rapp. sur le *Crédit agricole*, p. 20.

(2) Une lacune dans l'organisation du crédit, *Journal des Économistes*. Avril 1884, p. 30 et 31.

(3) Nous pensons que l'on doit étendre au commerce, comme à l'industrie et à l'agriculture cette triple condition de fonctionnement.

» Un chantier, c'est-à-dire un terrain et des bâtiments où installer son industrie.

» Un outillage, c'est-à-dire des machines, des instruments animés ou inanimés, des outils ou des meubles.

» Des approvisionnements, c'est-à-dire des matières premières, des combustibles et des aliments, qui transformés par le travail, deviendront des stocks de produits.

» En langage économique, ces trois choses s'appellent : le capital foncier ou immobilier, le capital industriel ou mobilier et le capital commercial ou circulant, qui constitue le fonds de roulement.

» A ces trois natures de capitaux correspondent trois applications du crédit.

» 1° Le crédit foncier ou immobilier ou hypothécaire comme on voudra l'appeler ;

» 2° Le crédit mobilier ou industriel ;

» 3° Le crédit commercial. »

De ces trois applications du crédit, la première et la dernière sont assez bien organisées, sauf à y apporter quelques modifications de détail ; la seconde au contraire est encore à créer. Nous n'irons pas jusqu'à affirmer comme le fait M. Coste que le crédit industriel n'existe pas et ce sera précisément l'objet de notre étude que d'essayer de dégager, comment et dans quelle mesure le nantissement des meubles corporels peut être utilisé en ce sens par le commerce, l'industrie et l'agriculture.

Mais avant d'aborder l'étude de cette question, il faut tâcher de préciser le domaine de chacune des applications du crédit ; tout d'abord, remarquons qu'il n'y a pas différentes sortes de crédit.

« J'entends parler du crédit agricole disait le président Dupin (1), crédit agricole, crédit industriel, crédit commercial. Qu'est-ce que cela veut dire? Je ne connais qu'un seul crédit et c'est toujours le même: il se mesure à la confiance que mérite celui qui a besoin d'argent. Habillez-le du nom que vous voudrez, présentez-le sous telle forme ou sous telle autre, il importe peu. On ne prête qu'à celui dont on a chance d'espérer remboursement: c'est là le crédit. »

Ainsi qu'un autre économiste l'a dit encore : il y a le crédit tout court et sans phrase. Cependant il est entré dans les usages d'exprimer par ces mots les différentes formes de cet unique crédit, formes sous lesquelles il est mieux approprié à telle ou telle branche de l'activité humaine, il ne faut donc pas voir dans ces formules autre chose, que ce qu'elles sont, c'est-à-dire des abréviations.

Le crédit purement personnel, sans aucune garantie (2), suppose des relations entre le créancier et le débiteur, ou un intérêt commun, ou enfin, une solvabilité tellement notoire qu'aucun doute ne peut s'élever; il est très rare, employé seulement dans le commerce et quelquefois dans l'industrie; il est pratiqué principalement par les États, les grandes Compagnies de

(1) Cité par M. d'Andrimont, conférence sur les Banques populaires, séance du 7 mai 1888.

(2) Le prêt d'honneur rentre aussi dans cette catégorie de crédit, importation italienne, il se pratique assez peu en France, d'ailleurs son caractère le rapproche beaucoup des contrats de bienfaisance. Cependant certains syndicats agricoles l'ont admis, mais sur une échelle restreinte. Voir rapport de M. le comte de Rocquigny au Musée social, séance du 27 octobre 1897. Sur la pratique du prêt d'honneur à l'étranger voir à propos de la *Banca popolare di Napoli*, Durand: *Crédit agricole en France et à l'Etranger*. Chevalier Maresq, 1891, p. 516 et suivantes et auteur cité

Chemin de fer qui disposent d'un très fort crédit et d'une énorme publicité (1).

Le crédit personnel avec la garantie de caution est très fréquemment employé dans le commerce et dans l'industrie. Il suppose un individu ou une société jouissant d'une réputation d'honorabilité notoire sur la place; on ne prend pas volontiers la responsabilité de la dette d'une personne dont la moralité et la solvabilité ne sont pas très solidement établies; c'est la première sécurité pour le prêteur et la seconde, résulte de la deuxième signature. Sans doute, cette double garantie n'est pas absolue pouvant reposer sur deux insolubles; au prêteur de n'accepter que des signatures connues sur le marché. Le cautionnement n'est compatible qu'avec des échéances très courtes, 90 jours au maximum dans le commerce (2) où il règne en maître. Cependant l'échéance peut être beaucoup plus longue dans les associations coopératives de crédit, quant à la responsabilité solidaire des membres (3). C'est cette

(1) Voir à ce sujet Coste *op. cit.* pages 35 à 37 et diminution des frais.

(2) Tous les effets de commerce endossables répondent éventuellement à cela (billet à ordre, lettre de change, etc.). Le warrant cumule cette garantie avec celle qui résulte du gage.

(3) Répondent à cette forme du crédit, les Banques Ecossaises. Voir *Note sur le Crédit agricole mobilier 1881*; les associations *Schulze-Delitsch et Raiffeisen*. Voir Conseil supérieur du Travail 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> sessions 1893-1894; Durand, *Crédit agricole*, pages 161 à 282; les Caisses italiennes; les associations coopératives de Crédit en France. Voir Rainery : *Crédit agricole par la coopération*, 2<sup>e</sup> édition, Loi du 5 novembre 1894 et travaux préparatoires. art. 2 *in fine*. A l'exception des Banques écossaises, tous les membres des associations et caisses sont solidairement responsables pendant un temps variable mais long, même après leur sortie de l'Association, c'est la condition primordiale du crédit coopératif, et c'est en outre l'intérêt réciproque des associés.

forme du crédit organisée que l'on appelle quelquefois par abréviation, le crédit commercial ; cette organisation consiste en une concentration des effets de commerce à la Banque de France, en une généralisation de ces effets par leur transformation en coupures commodes et en une circulation universelle sur un pied d'égalité avec l'or, par le crédit très solide dont jouit la Banque (1).

Mais le cautionnement ne répond pas à tous les besoins. D'une part, dans la grande majorité des cas, il est à court terme, et en second lieu les capitalistes timides ne s'en contentent pas. C'est ce qu'exprime un vieux proverbe cité par M. Dupin : *Mieux vault gage en arche que pleige en place*, et Loisel semble plus soupçonneux encore : *De foi fi ; de pleige plaid ; de gage reconfort ; d'argent comptant paix et accord* (2).

Sans aller jusqu'à soupçonner la loyauté de l'emprunteur, le prêteur peut estimer que le risque est trop grand et préférer une sûreté dans les choses. Une première sûreté réelle, immobilière au moins en général, s'offre à lui dans l'hypothèque, c'est une sûreté de premier ordre au moyen de laquelle, on emprunte à long terme. C'est même à peu près le seul mode d'emprunt à très long terme accessible aux particuliers. L'organisation de cette forme du crédit a été réalisée par le décret du 28 février 1852 et la loi du 10 juin 1853.

(1) Voir pour plus de détails, article précité de M. Coste, *Journal des Économistes*, avril 1884, pages 23 à 53.

(2) L. IV, tit. V de *Réponses Règle II*, il s'y est déjà arrêté. L. III, tit. VII règle IV. *Pleige plaide, gage rend et bailler caution est l'occasion de double procès*, Edition Dupin, T. II. p. 99, et T. I, p. 428.

Un grand établissement financier, le Crédit foncier de France centralise les créances et les garanties et se borne à remplacer les titres de créance en des coupures commodes qu'il écoule dans le public au moyen d'émissions successives garanties par l'ensemble des hypothèques prises; c'est une transformation, une généralisation et une circulation (1) à peu près analogues toutes proportions gardées, avec celles produites par la Banque de France.

Malgré ce fonctionnement très perfectionné, l'hypothèque n'est pas sans inconvénient; sa constitution en France est extrêmement coûteuse et compliquée (2), en outre elle n'est accessible qu'aux propriétaires fonciers (3). Enfin, on fait quelquefois à l'hypothèque le reproche d'entraîner publicité.

Voilà un reproche qui ne touche guère, nous dirions volontiers qu'il est pour elle une raison de faveur. Quoi qu'il en soit, elle ne répond pas à tous les besoins, elle n'est, en général, profitable, qu'appliquée à des améliorations foncières produisant une rémunération prolongée et assurée, et là encore elle est très coûteuse. Reste le nantissement. Appliqué aux immeubles sous le nom d'antichrèse, il n'est guère pratiqué que par les

(1) Voir l'article précité de M. Coste *Journal des Economistes* avril 1884, p. 34 et suiv. p. 37, formation d'un omnium et projet d'organisation du Crédit industriel sur les mêmes bases, pages 37, 41 et suiv.

(2) En Suisse, dans la plupart des cantons, au contraire, l'hypothèque est très en usage, parce qu'elle n'est pas surchargée de frais et de formalités. Voir Durand, *Crédit agricole* page 355 et suiv. et statistiques citées mais ces documents remontent déjà à 1881.

(3) Sauf exception en faveur du locataire qui a fait des constructions sur la chose ou immobilisé des meubles et moyennant convention *ad hoc* avec le propriétaire du fonds.

débiteurs aux abois, cependant on l'emploie davantage aujourd'hui qu'autrefois (1).

Le nantissement sur les meubles se divise encore, il porte soit sur les meubles incorporels, titres, etc., ou sur des objets mobiliers corporels.

Le prêt sur titres qui a pris une extension si considérable de nos jours, ne s'applique pas à l'agriculture, mais il est très praticable pour le commerce et l'industrie. Il est aussi très usité à titre de garantie de gestion (2), non seulement par l'État, les départements et les villes, mais encore par les particuliers et les Sociétés (3).

Bien que le nantissement des meubles incorporels se rattache par plus d'un point de vue au gage des objets mobiliers corporels, obligé de restreindre cette étude, nous le laisserons complètement de côté. Il a fait récemment le sujet d'un travail très intéressant et très consciencieux (4).

Le nantissement des meubles corporels auquel nous arrivons maintenant et dont nous nous occuperons uniquement désormais, se présente sous différents aspects. Il garantit un prêt à la consommation, ou bien il accompagne un prêt à la production.

Dans le premier cas, il est très peu digne de faveur en principe, étant destiné à consommer sans production correspondante, c'est-à-dire à anéantir le capital prêté;

(1) M. Bufnoir à son cours, *Régimes hypothécaires 1896-1897. 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> leçons* et forme nouvelle de l'antichrèse dans la pratique notariale.

(2) Art. 88, loi de finances, 28 avril 1816; art. premier, loi 25 nivôse an XIII. Cautionnement de fonctionnaires improprement dits.

(3) Art. 26, loi 24 juillet 1867 sur les Sociétés, etc.

(4) *Thèse de doctorat* de M. Cerban,

on doit cependant, pour être juste, lui reconnaître une utilité manifeste et un caractère indispensable lorsqu'il sert comme dans les Monts-de-Piété à faire face à une gêne momentanée par suite d'événements imprévus, de maladies ou de chômage (1).

Et de fait, c'est à cette idée que la loi s'est rattachée : l'article 411 du Code pénal met obstacle aux avances sur gage, lorsqu'il s'agit d'un prêt à la consommation, en frappant de peines sévères les individus ou établissements qui, sans autorisation, font profession de prêter dans ces conditions. Il s'agit là, en effet, de protéger des emprunteurs aux abois, toujours désireux de cacher leur gêne, qui se trouvent ainsi sans défense, à la merci de prêteurs indécats souvent, ou d'usuriers de profession (2).

C'est ce que nous trouvons exprimé dans les motifs d'un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine précité du 25 mai 1897 : « Les opérations de spécula-

(1) Voir Guilleuard, *Traité du nantissement et du droit de rétention*. Conf. p. 140, n° 133. *Contra* Laurent cité par cet auteur.

(2) On a agité la question de savoir si la loi de 1863 n'avait pas supprimé l'art. 411 C. P. en ce qui concerne les établissements faisant habituellement des prêts commerciaux sur gages de marchandises rentrant dans le commerce habituel de leurs emprunteurs. Voir MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. III, p. 226, note 1. Voir notamment Douai. 21 nov. 1887. D. 88-2. 302. Mais la jurisprudence et la doctrine sont aujourd'hui unanimes à reconnaître que l'art. 411, même là, conserve son application. La loi de 1863, disent MM. Lyon-Caen et Renault, *op. et loc. cit.*, « ne s'occupe nullement des établissements qui font profession de faire des prêts, elle facilite seulement par de grandes simplifications de formes, le gage isolé constitué pour sûreté d'une dette commerciale. Voir. Cass. Ch. Crim. du 24 janv. 1884. D. 84-1-425; Cass. Ch. Cr. rejet 2 janvier 1890. D. 90-1-191; Trib. corr. de la Seine, 9<sup>e</sup> Ch. 25 mai 1897. *Gazette des Trib.*, 4 juillet 1897; Loi 7 juillet 1897. Voir *Contra* Scansa. Magasins généraux 1890, p. 177. *Etude juridique et économique sur les magasins généraux, les récépissés et les warrants*. Thèse de M. Dubron, 1898, Paris, p. 60 et suiv. et note.

tion dolosive et d'exploitation de la faiblesse, de la gêne, ou des passions de ceux qui s'adressent à lui. » appellent sur X... la sévérité du Tribunal (1). Cette sévérité se justifie le plus souvent aussi par le taux usuraire des prêts consentis; dans le jugement précité, le taux variait de 24 à 36, 40 et 60 0/0 l'an (2). On pourrait ajouter à ces motifs de la loi, la défaveur dont était frappé le gage en 1810, et la crainte que le prêt sur nantissement ne facilitât le recel des objets volés (3).

La prohibition ne s'applique d'ailleurs qu'au prêt habituel sur nantissement d'objets mobiliers corporels, le prêt sur valeurs incorporelles, sur titres, reste en dehors des prévisions et des sanctions de l'article 411 du C. P.; il était inconnu en 1810, et l'usure y est bien difficile en raison de la publicité de la valeur de ces meubles et de la facilité de leur réalisation; si donc l'intérêt exigé était trop élevé, on vendrait au lieu d'emprunter. Enfin il y a une puissante raison de fait : toutes les Sociétés financières traitent ces sortes d'affaires, leurs bilans en font foi; n'est-ce pas là une garantie suffisante? Au reste l'application en devient générale (4). C'est même, semble-t-il, la raison qui a déterminé M. le conseiller Dupré-Lasalle, dans son rapport et la Cour qui a suivi son avis : « Toutefois, on ne saurait

(1) *Gazette des Trib.*, 4 juillet 1897. (*Loi* n° 7, juillet 1897.) Voir aussi Cour de Paris, 7<sup>e</sup> Ch., arrêt 3 avril 1897. *Journal la Loi*, n° 9 juin 1897. Arrêt précité Douai, 21 nov. 1887. D. 88-2-302 et Cass. crim. rejet 24 janv. 1884. D. 84-1-425.

(2) Voir Cass. cr. rejet 19 décembre 1884. D. 85-1-427 et la note.

(3) Cela se présente très fréquemment dans les monts-de-piété.

(4) Voir Cass. Ch. crim., 19 nov. 1876. D. 76-1-405 et rapport de M. le conseiller Dupré-Lasalle sur la 1<sup>re</sup> Espèce. MM. Lyon-Caen et Renault, *op cit.*, p. 227 et note 1.

méconnaître que, s'il faut attribuer à l'article 411 un sens aussi absoiu, à côté de l'avantage d'empêcher quelques abus, il présentera l'inconvénient plus grand de porter atteinte à la liberté des avances sur titres qui se font aujourd'hui sur une vaste échelle dans une foule d'établissements commerciaux et non commerciaux; on gênera ainsi des transactions qui ont pris dans le monde économique un développement et une importance que le législateur de l'an XII et même celui de 1810, ne pouvaient soupçonner à une époque... où le prêt sur gage entouré d'une défaveur qui commence à disparaître, n'en était pas arrivé à les utiliser (1). »

Quoi qu'il en soit, il est constant aujourd'hui, et à juste titre que l'article 411 C. P. est inapplicable aux prêts habituels sur meubles incorporels. Cela rend indispensable d'étudier le caractère de quelques meubles dont la nature est douteuse. Les reconnaissances du Mont-de-Piété, les récépissés, les warrants sont-ils meubles corporels ou incorporels?

La jurisprudence n'a pas hésité à se ranger à la première opinion (2) : « Attendu, dit l'arrêt de 1876, qu'une reconnaissance du Mont-de-Piété ne constitue

(1) L'exposé des motifs de la loi du 26 juillet 1891 autorisant le Mont-de-Piété de Paris à prêter sur titres suppose licite ce genre d'opérations.

(2) Voir Cass. Ch. Crim. 19 mai 1876. D. 76.1.405. C. de Toulouse, 24 février 1894. D. 94.2.337. Voyez cependant C. de Paris, 18 avril 1889. D. 90.2.342, où erreur certaine au moins dans les termes et Cass. 24 janvier 1884. D. 84.1.425. « Cependant la Cour de Cassation admet que les lois de 1858 et de 1863, afin d'assurer le fonctionnement des récépissés et warrants, ont implicitement autorisé la création d'établissements spéciaux pour les opérations auxquelles peuvent donner lieu ces titres; mais ces opérations doivent avoir lieu en vue des besoins d'un commerce honnêtement exercé. » Note sous Cass. précité; sur toute cette question, MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, T. III, p. 225 et suiv.

pas un meuble distinct de l'objet corporel dont elle constate le dépôt et l'engagement », et la doctrine a partagé cette opinion : « La reconnaissance du Mont-de-Piété, le warrant ou le récépissé, disent MM. Lyon-Caen et Renault (1), ne constituent pas des biens distincts des choses corporelles dont ces titres constatent la remise au Mont-de-Piété ou au magasin général ».

Les auteurs précités ajoutent qu'il faut donner la même solution pour les prêts sur connaissance : « Le gage dans ce cas porte en réalité sur les marchandises transportées (2), auxquelles les connaissements se réfèrent ».

Malgré son intérêt, nous n'étudierons pas cette partie des meubles corporels. Le prêt à la consommation ne peut en général être favorisé; il est ensuite régi par une législation toute spéciale, l'article 2084. C. Civ. lui déclare le titre 17 C. Civ. inapplicable, et enfin, il n'y a pas là, à proprement parler, un appel au crédit; on ne peut douter que le transport de possession exigé doive être maintenu en cette matière, quand bien

(1) *Op. cit.*, p. 227-228.

(2) De ces solutions, il résulte d'une part, qu'un établissement fondé en vue de prêts sur warrants, récépissés, connaissements ou reconnaissances du Mont-de-Piété, serait frappé par l'article 411. C. P. Lyon-Caen et Renault. *Loc. et op. cit.* Note sous Cass. précitée 24 janvier 1884; — et en second lieu qu'un magasin général irrégulièrement constitué ne pourrait user de la loi de 1870 et prêter sur marchandises sans tomber sous l'application du même article. MM. Lyon-Caen et Renault. *op. cit.*, p. 294. — Enfin, un magasin général autorisé tomberait également sous l'art. 411 C. P. s'il prêtait sur dépôts, à des non-commerçants ou à des négociants sur des marchandises ne faisant pas l'objet habituel de leur commerce. Cass. 24 janvier 1884 précitée. C. de Paris 3 avril 1897 J. La Loi 9 juin 1897. Lyon-Caen et Renault. *op. cit.* p. 251. Nous réservons la question de savoir si les prêts sur reconnaissances du Mont-de-Piété ne constituent pas un nantissement sur nantissement nul comme tel.

même on serait tenté d'admettre ailleurs sa suppression facultative ; du reste, l'art. 2076 du C. Civ. et 92, C. Com. seraient-ils abrogés, l'art. 47 du décret du 8 thermidor an XIII (27 juillet 1805) n'en subsisterait pas moins, maintenant cette exigence.

La seconde application du nantissement des objets mobiliers corporels est d'accompagner le prêt à la production, en donnant pleine sécurité au créancier. Là encore, un dédoublement est nécessaire : un commerçant, un industriel (en y comprenant le cultivateur), a la propriété de meubles de deux catégories principales : les uns destinés à l'échange, les autres, au service de l'exploitation.

Les meubles destinés à l'échange peuvent être l'objet de prêts sur gage très avantageux, très mobiles et très pratiques, lorsque ces objets sont déposés en douane, en entrepôt, dans des magasins généraux, ou en cours de voyage, sauf quelques améliorations désirables ; mais d'un côté les établissements en question, ne se trouvant que dans les grands centres, sont donc peu accessibles aux agriculteurs qui n'en pourraient user sans frais de voyage onéreux ; en outre, les produits agricoles trouvent souvent leur écoulement sur place ou dans des foires et marchés peu éloignés, en tout cas beaucoup moins distants que les magasins généraux ; enfin, les frais de location, de garde et de manutention sont assez élevés dans les grands centres où le terrain, la construction et la main-d'œuvre sont plus chers que dans les campagnes. Mais à côté de ces meubles destinés à l'échange, il s'en trouve d'autres de grande valeur, comme nous l'avons vu plus haut,

qui forment le matériel industriel et commercial. Au commencement du siècle, les procédés commerciaux et industriels permettaient de se livrer aux diverses entreprises dont l'activité humaine est capable sans y affecter des instruments ou autres meubles d'une valeur très importante. Le crédit commercial suffisait à lui seul; encore n'avait-il pas tout le développement qu'il a de nos jours. Le crédit hypothécaire était peu pratiqué, il inspirait une médiocre confiance aux capitaux que l'organisation vicieuse d'un régime hypothécaire même individuel ne mettait pas à l'abri des fraudes.

Quant au crédit basé sur le matériel commercial ou industriel, il était impossible qu'il fût, ce mobilier n'ayant presque aucune valeur.

Peu à peu, avec les découvertes nouvelles : gaz, chemins de fer, extension des entreprises houillères et métallurgiques, les conditions mêmes du commerce et de l'industrie ont changé. Le besoin du crédit s'est manifesté d'une façon de plus en plus impérieuse, et le législateur a suivi la pratique en organisant le crédit hypothécaire d'abord, en accordant quelques faveurs, insuffisantes, il faut l'avouer, au crédit mobilier, et en perfectionnant chaque jour davantage le crédit commercial. C'est aussi qu'avec tout ce développement industriel et scientifique, les conditions même matérielles et non plus financières des entreprises ont changé. La plus modeste a besoin aujourd'hui d'un matériel de grande valeur; le négociant installe son magasin d'une façon pratique et luxueuse; l'industriel, l'agriculteur, pour obtenir un produit rémunérateur, emploient des méthodes scientifiques, des machines coûteuses donnant,

en même temps qu'une économie de main-d'œuvre, une somme de travail supérieure et plus productive à la fois. En un mot, il leur faut faire des avances considérables à l'entreprise et les y immobiliser pour ainsi dire (1).

Tout ce matériel représente une valeur importante. Comment au point de vue du crédit a-t-on pu en tirer parti? Sans doute on y a songé, mais une grosse difficulté semblait devoir y mettre obstacle : l'article 2076 du C. Civ. subordonne le maintien du privilège sur le gage à la condition « que le gage ait été mis et soit resté en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties » et l'article 92, premier alinéa nouveau du C. de Co., la reproduit textuellement. C'est la lutte de la pratique se débattant contre l'étreinte où l'enserme le législateur que nous essaierons de retracer. Nous verrons à quel adversaire, souple et puissant dans son anonymat, le principe légal a affaire.

Avant d'entamer l'étude de notre sujet, il paraît nécessaire d'indiquer l'esprit dans lequel nous l'avons poursuivi.

Les transformations économiques, en bouleversant les conditions de la vie des peuples, leur tracent une route nouvelle pour acquérir ou conserver la prospérité si nécessaire à leur bonheur et à la paix publique. Les barrières sont impuissantes à arrêter cette évolu-

(1) Que ce procédé soit beaucoup plus dangereux que l'ancien, cela ne fait aucun doute; la moindre faute de calcul ou de proportion conduit fatalement à des résultats désastreux; c'est la ruine assurée pour le chef d'entreprise.

tion, et toute chose, même la loi, doit s'incliner devant la marche du progrès. Tout arrêt, et, à plus forte raison, tout retour en arrière, provoquerait un malaise social très grave.

En général, la législation reflète si exactement l'état d'une société que c'est elle que l'historien consulte d'abord pour en retrouver la physionomie véritable. S'il en est ainsi, l'ensemble du droit d'un peuple doit être assez souple pour se prêter à tous les besoins nouveaux.

Le droit romain nous en donne l'exemple dans l'édit du Préteur, ce « merveilleux instrument d'adaptation juridique ».

Le droit est donc dans une intime dépendance des faits sociaux, et l'un de nos éminents maîtres, M. Saleilles, le dit en termes excellents :

« Le progrès organique, dans ce domaine de l'évolution juridique, se fait dans le sens d'un idéal de raison et de justice... les faits qui ne trompent pas, nous y acheminent par un insensible progrès (1). Et puisque nous avons un guide très sûr dans les faits, nous nous efforcerons de le suivre; ce sera pour nous le « point d'orientation » ce sera au besoin ce « *criterium* de découverte » du droit à venir dont parle M. Saleilles (2).

Dans une matière purement économique comme celle-ci, c'est au côté pratique des choses qu'il faut

(1) M. Saleilles, *Le Rôle de la Méthode historique dans l'enseignement du Droit. Revue internationale de l'enseignement*, année 1890, t. I., p. 486. Dans tout ce passage, nous avons largement puisé à la source si féconde que nous offraient l'article précité de M. Saleilles et un autre publié dans les *Annales de Droit commercial*, année 1892, p. 287 et suiv.

(2) M. Saleilles, *Annales de Droit commercial*, 1892, p. 292.

s'attacher, et ici encore, nous sommes heureux d'invoquer la voix autorisée de M. Saleilles :

« Là, c'est le côté pratique qui domine et qui doit guider l'interprète; et l'interprétation doit marcher avec le progrès des besoins nouveaux, avec toutes les modifications de l'état économique et social (1) », et comme pour nous encourager dans cette voie, il ajoute :

« Ce qui est important c'est le droit à l'état dynamique, en tant qu'il se meut et progresse. Ce que nous demandons, c'est de savoir quelle est la force latente qui préside à son développement, et par quel procédé nous lui ferons produire des résultats nouveaux en rapport avec les questions nouvelles qui surgissent (2). »

Il est sans doute très présomptueux de prétendre envisager l'avenir. Peut-être y serons-nous puissamment aidé par des auteurs de grande autorité et par les résultats qui semblent se dégager des faits. Dans tous les cas nous nous estimerons heureux de l'avoir tenté.

(1) *Ibid.*, p. 291.

(2) *Ibid.*, *Op. et loc. cit.*

## CHAPITRE PREMIER

Transport de possession dans le gage des produits.

§ 1. — Produits transformés :

1. Transport direct.
2. Tiers convenu et dépôts publics.

§ 2. — Produits en cours de transformation.

## CHAPITRE II

Transport de possession dans le gage du matériel industriel, et moyens de l'éviter.

§ 1. — Essais d'adaptation directe dans les faits et la jurisprudence.

§ 2. — Adaptation directe dans la loi. — Privilège du propriétaire et hypothèque maritime.

§ 3. — Essais d'adaptation indirecte.

## CHAPITRE III

Transport de possession dans le gage en matière agricole.

§ 1. — Étude de quelques législations étrangères.

§ 2. — Étude de quelques projets en France.

## CONCLUSION

---



## CHAPITRE PREMIER

### TRANSPORT DE POSSESSION DANS LE GAGE DES PRODUITS

Les articles 2076 C. Civ. et 92 C. Com. exigent formellement nous l'avons vu, transport de possession au créancier ou à un tiers convenu ; comme conséquence, privation de jouissance pour le débiteur. C'est là une règle commune au gage civil et au gage commercial ; aussi ne l'étudierons-nous pas séparément. Ces deux conditions, possession du créancier, dépossession du débiteur sont en général corrélatives, cependant quand par exception, l'une se trouve exister sans l'autre en principe, les auteurs ne s'en contentent pas. En réalité, il y a surtout une question de fait et comme nous allons le voir, de publicité ; nous nous attacherons d'abord au transport de possession dans les objets à l'état de marchandises, de produits transformés, ensuite, dans ceux en cours de transformation.

La première question qui se pose à propos d'une disposition législative est de savoir quel motif l'a inspirée. M. Huvelin dit au sujet de notre règle (1) : « La loi poursuit un double but :

» 1° Empêcher que le débiteur mésuse de cette chose,

(1) Note sous Paris, 7 nov. 1894. *Annals Droit commercial* 1895, 1. 52.

la diminue ou la fasse disparaître au détriment de son créancier qui perdrait ainsi sa sûreté ;

» 2<sup>o</sup> Donner une publicité telle quelle, à la constitution du gage, de façon que les tiers en soient prévenus et que le débiteur ne puisse se servir de la chose engagée pour obtenir du crédit. »

De ces deux buts que la pratique commerciale, la jurisprudence et la doctrine s'accordent à reconnaître aujourd'hui dans les articles 2076 et 92, le premier a eu pendant longtemps une importance derrière laquelle l'autre disparaissait entièrement. Brodeau, chez qui la théorie de la possession prend une consistance si ferme dans notre matière, exprime cette pensée de la façon la plus claire :

« Le créancier en ce cas, a un droit réel, spécial et privilégié qui luy est acquis par la tradition du gage, duquel le débiteur se dessaisissant volontairement et de son bon gré entre ses mains, il luy en transmet la possession par le moyen de laquelle le créancier est saisy..... ; en quoy sa condition est différente de celle de tous les autres créanciers qui ne peuvent pas l'assujétir à la loy de la contribution, dans laquelle ils sont tous égaux sur les meubles de leur débiteur commun déconfit et insolvable ; entre lesquels (meubles) la chose qu'il a baillée en gage ne se trouve point (1). »

On voit qu'il considère uniquement la force du fait matériel de la possession du créancier pour lui conférer des droits ; aussi est-il très exigeant pour les conditions de validité de cette possession :

(2) Brodeau, *Commentaires sur la coustume de Paris*, art. 181, p. 634-635, n<sup>o</sup> 3, éd. 1658.

« L'article dict saisy, qui s'entend d'une possession réelle et actuelle du gage ; ce qui donne le privilège, et non la possession civile, fictive ou feinte et précaire, et ce, sans fraude, contra fallit en cas de banqueroute et de complicité (1). »

Et le privilège de gage est si bien un simple effet de la possession, qu'il y rattache à la suite de Mornac, de Bouteiller, de Choppin et de Cujas (2) le privilège du premier saisissant :

« Outre lesquelles raisons de droit nous pouvons dire que la diligence du créancier le saisit et le nantit du gage et fait que les meubles qui n'ont point de lieu certain ni d'assiette et qui peuvent être facilement détournés par le débiteur sont fixés et arrêtés et mises en la main de justice (3). »

Qu'il cherche à étayer cette opinion de textes du droit romain, c'est une erreur très compréhensible chez un jurisconsulte du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, qui n'en rend pas moins vraisemblable cette opinion, malgré l'avis contraire de de Laurrière (4) ; cet auteur lui-même ne voit dans le gage qu'un privilège basé sur le droit réel (5), Pothier dégage l'idée de contrat réel qui exige de toute nécessité, tradition réelle (6). C'est un des motifs qui font que l'on donne si souvent au mot *pignus* l'étymologie de

(1) Brodeau. *op. et loc. cit.* n° 4, p. 635.

(2) *Ibid.* n° 3.

(3) Brodeau, *op. c. t.* sur l'article 178, p. 611, n° 1.

(4) De Laurrière, *Corps et compilation de tous les Commentaires anciens et modernes sur la coutume de Paris*, 2<sup>e</sup> édit. 1714, sous l'art. 178, t. II, p. 1352.

(5) De Laurrière, *op. cit.*, p. 1383-1384.

(6) Pothier, *Traité du contrat de nantissement*, t. VIII des œuvres complètes, édit. Dupin, p. 603-607-608.

*pugnus*, qui a d'ailleurs été critiquée. Que l'on n'ait pas songé à la raison de publicité, il n'y a rien là d'extraordinaire, on ne pouvait prévoir le crédit fictif que pourrait tirer un débiteur de la possession d'un objet déjà donné en gage, cela est une raison moderne; le crédit, même basé sur une fortune bien assise, n'existait pas. La fraude pratiquée et prévue consistait, pour le débiteur insolvable, à avantager un créancier au détriment des autres. Aussi la jurisprudence (1) d'abord, puis l'ordonnance de 1673, art. 8 et 9, ont, elles exigé, à titre de mesure de publicité éventuelle, un acte notarié rédigé en minute et un inventaire des objets; mais Jousse, dans son nouveau commentaire sur l'édit de 1673 (2) nous affirme que la sanction n'est appliquée que si la cause est défavorable :

« La défense portée en cet article, dit-il, n'est à proprement parler que contre les usuriers et ceux dont la mauvaise foi est prouvée ou du moins violemment présumée et non contre ceux qui prêtent de bonne foi. »

Le Code Civil a-t-il entendu exiger le transport de possession à titre de mesure de publicité et innover sur ce point? Voilà ce que, ni les travaux préparatoires, ni les premiers commentaires du Code Civil ne nous révèlent (3) (4).

(1) Preuve par écrit, arrêt de règlement de nov. 1599. (Paris). Arrêt 16 mars 1617 et 10 mai 1622, art. 148. Ordonnance de Paris de 1629. De Laurrière, t. 2, nos 3 et 4, p. 1383.

(2) Jousse, édition de 1761, 2<sup>e</sup> partie, p. 144-145.

(3) Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires*, t. XV, 1827, p. 196, 198 à 200, 203, 204, 213, Loaré. Conférence des procès-verbaux du Conseil d'État, 1829, p. 1, 2, 4, 14, 15, 29, 30, 36, 37. V. notamment Loaré, *Espirit du Code de Commerce*, art. 93.

(4) Un jugement très bien motivé du Trib. de Com. de Calais du 27 mars 1876. D. 79, 1, 66 a dégagé clairement cette idée.

Un passage de Locré, *Esprit du Code de Commerce* sur l'ancien article 93, semble même rejeter pour les meubles toute condition relative à la publicité; les meubles n'ont pas assez de valeur aux yeux du législateur. « A la vérité, quand le privilège porte sur les immeubles... il ne produit d'effet que par la publicité qu'on lui donne... mais cette condition que le désir de ne pas déranger le système de publicité rendait indispensable est bornée au privilège sur les immeubles; le privilège sur les meubles n'est soumis à aucune. »

Les commentateurs primitifs du Code ne mentionnent sous l'article 2076 aucun motif de publicité (1).

Nous en trouvons encore l'aveu dans un auteur qui ne peut être suspecté de vouloir favoriser la clandestinité du gage. M. Laurent, dans son avant-projet de Code Civil belge, tome VI, p. 148, dit ceci :

« Le cautionnement et le nantissement intéressent les tiers autant que les hypothèques, pourquoi les dernières seules sont-elles soumises à la publicité? Je n'en vois d'autre raison que le prix excessif que la loi attache à la propriété immobilière, donc un préjugé. »

Cet auteur n'est pas bien persuadé de la publicité que doit entraîner la possession; aussi, dans son avant-projet, exige-t-il un autre mode; s'il attribue néanmoins ce caractère à la possession de l'article 2076, c'est pour obéir aux idées du temps qui exigent, avec raison, la publicité de tous les faits qui intéressent les tiers, sentiment qu'il partage, qu'il exagère même quelquefois.

(1) Conférence du Code Civil par un jurisconsulte qui a concouru à la confection du Code (baron Grenier), t. VII, 1807, p. 29 et 30.

C'est en matière de droit maritime, que nous trouvons la première notion de publicité : encore est-ce, non pas l'acte équivalent au transport de possession qui est considéré comme tel, mais bien l'opposition à délivrance des passeports au préjudice des droits du créancier, qui a bien des analogies avec la signification de l'article 2075, C. Civ., pour les meubles incorporels. L'idée de publicité dans le nantissement semble amenée par le grand mouvement d'opinion qui s'est formé en faveur de la réforme hypothécaire et qui a abouti au projet de 1841 et à la loi de 1855. Le nantissement n'est même pas resté complètement en dehors des prévisions de cette loi : l'article 2 soumet, en effet, à transcription, tout acte constitutif d'antichrèse. La jurisprudence l'applique (1) aux environs de cette époque. Dès ce moment, naît un courant contraire à celui du Code, le gage commence à être vu d'un œil moins défavorable.

Quoi qu'il en soit, l'idée de publicité qui s'est fait jour dans la jurisprudence et la doctrine, ira toujours grandissant pendant ce siècle. Elle trouve sa formule dans un arrêt de Cassation du 29 décembre 1875 (2) et l'avant-projet de Code belge de Laurent consacre son épanouissement complet; il est à souhaiter qu'une solution législative vienne lui donner la sanction et la précision qui lui manquent. Donc aujourd'hui, plus

(1) Arrêt Aix, 21 février 1840 en note, D. rep. mot nantissement n° 211.

(2) D. 76-1-219. V. aussi les motifs du jugement du Trib. de Com. de Lyon du 19 févr. 1873. « Il est de l'essence du contrat de gage, que la mise en possession du créancier soit un fait apparent, d'une notoriété suffisante pour avertir les tiers que le débiteur est dessaisi et que l'objet engagé ne fait plus partie de son actif libre. (Motifs de la Cour de cassation).

aucun doute : à l'idée de réalité du contrat en vue de protéger le créancier par l'impossibilité matérielle au débiteur de diminuer le gage, s'est substituée l'idée de publicité si profondément entrée dans nos mœurs et si indispensable à nos habitudes de crédit.

L'article 2076 du C. Civ. et 92 du C. de Com. indiquent que la possession peut être donnée au créancier ou qu'elle peut être confiée à un tiers convenu entre les parties.

Étudions en premier lieu le transport direct de possession au créancier.

Et d'abord, quelle est l'étendue de la règle du transport de possession au point de vue de ceux qui peuvent invoquer son inobservation pour faire tomber le contrat ? L'article 2076 éclaire très bien un premier point : « Le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en possession du créancier... » M. Laurent (1) remarque qu'il y a là une exception au droit commun des privilèges, contrairement aux autres, le gage n'exige pas seulement pour sa validité que l'objet sur lequel il porte soit encore dans le patrimoine du débiteur, il veut aussi qu'il soit dans la possession du créancier. Le défaut de mise en possession peut donc être invoqué par les tiers (2), peut-il l'être entre les parties ? La question est très douteuse, la plupart des auteurs font le raisonnement suivant. Le gage est un contrat réel, il ne peut prendre sa perfection que par le transport de possession et cela aussi bien entre les parties qu'à l'égard des

(1) Laurent, t. XXVIII, 1877, n° 486, p. 462 et suiv.

(2) Cass., 8 juin 1886. *Aff. Raverot*. D. 87-1-77.

tiers, il ne s'ensuit pas que le contrat ainsi formé non suivi de tradition, n'ait aucune valeur, il vaut comme promesse de gage, et donne lieu en cas d'inexécution ou d'exécution tardive à des dommages-intérêts. « Cette convention, dit Pothier, n'est pas le contrat de nantissement; elle le précède et en est différente comme la promesse de vendre est différente du contrat de vente (1). » Cette opinion repose sur l'idée un peu surannée de contrat réel et sur la définition des articles 2071 et 2074 C. Civ. On s'appuie aussi sur la raison que le droit de rétention en est la base et ne peut être invoqué, tant qu'il n'y a pas possession (Pont). Si tant est qu'elle soit, cette exigence, pour la validité entre les parties est un peu anormale. Au profit de qui est-elle invoquée? Au profit des tiers (publicité) et au profit du créancier (sécurité). A qui profite son inexécution? Aux tiers bien entendu, ils ont la part du lion; mais avec eux c'est sans doute en faveur de leur coprotégé le créancier, que l'inexécution tournera. Ce serait l'application pure et simple de l'article 1184 C. Civ., car le contrat de gage est accessoire et ne fait qu'un avec le contrat principal, ouverture ou renouvellement de crédit sous condition de sûreté. Et cependant, c'est à l'opinion adverse qu'on se range. Ainsi, devant les tiers, le créancier doit s'effacer; se trouve-t-il en présence de son cocon-

(1) Pothier, *Du nantissement*, édit. Dupin, t. VIII des œuvres n° 9, p. 608; V. aussi Duranton 1844 *Cours de droit français*, t. XVIII, p. 551, n° 503. Troplong 1847, *Du nantissement*, n° 297, p. 292. Laurent, t. XXVIII, n° 470, p. 463 et suiv. Paul Pont, *Petits contrats*, nos 1120 et 1122, p. 675 et suiv. Laurent, *Avant-projet de Code civil belge*, commentaire de l'art. 2149, n° 2, p. 105 et n° 4. Guillouard, *Traité du nantissement et du droit de rétention*, 1895, p. 56-57. Baudry Lacantinerie et de Loynes, *Traité du nantissement*, p. 46, n° 68.

tractant, de celui qui a manqué à sa parole, il se voit encore éconduit sauf tous dommages-intérêts contre un insolvable. C'est ce qu'un arrêt n'a pas voulu admettre (1) et sa doctrine a été défendue en ces termes par un auteur de grande autorité : « Il est incontesté que les tiers seuls peuvent se prévaloir à l'encontre du créancier gagiste, du défaut de mise en possession ou de la discontinuation de la possession. » (2). Il y a là tout au moins une tendance de jurisprudence et de doctrine à signaler.

A quelle époque doit intervenir le transport de possession pour être valable? Presque tout le monde est d'accord : « A cet égard, le principe est la seule application de la règle générale consacrée par l'article 2279. La mise en possession du gagiste doit avoir lieu avant toute acquisition par des tiers d'un droit sur l'objet à lui promis à titre de nantissement (3). » Donc, intervenue avant la saisie, avant le jugement déclaratif de faillite, la mise en possession doit être validée; au contraire, intervenue après, elle ne saurait avoir aucune valeur car la saisie est un droit acquis au saisissant, et le jugement déclaratif de faillite dessaisit le failli. On ne saurait chercher une autre époque avant laquelle le transport de possession doive intervenir, aucun n'est indiqué par la loi (4). Il faut donc appliquer le droit

(1) Cour de la Guadeloupe, 1<sup>er</sup> juillet 1872. *Aff. Banque de la Martinique, O'Lanyer et C<sup>ie</sup>*. D. 74. 2. 93.

(2) Note de M. Lyon-Caen sous Cour de Douai, 26 janvier 1893. *Aff. Bath and son C. Morel*. S. 1893. 2. 233.

(3) Pont, *Petits contrats*, II, n° 1134, p. 687.

(4) Conf. Pont. *Op. et loc. cit.*; Baudry-Lacantinerie et de Loynes. *Op. cit.*, n° 82, p. 57. Dalloz, *supp.* n° 87, p. 13 et *Codes annotés* sous l'art. 2076, n° 34 et note précitée.

commun qui dans la faillite « valide à l'égard de la masse tout paiement fait de bonne foi dans l'intervalle qui s'écoule entre la date de la cessation de paiement et celle du jugement déclaratif de faillite. Or la mise en possession du créancier gagiste doit être assimilée au moins à un paiement (1) ». Cette condition ne répond qu'à la perfection du contrat et non à sa formation qui est antérieure, en général, ou peut l'être. « Attendu que... la remise ultérieure du titre... n'était que l'exécution du contrat dont elle était la condition » dit un arrêt de Cassation (2).

La preuve de la mise en possession s'administre aussi d'après le droit commun : c'est un pur fait et tous les moyens possibles sont admis (3).

#### CARACTÈRES DE LA POSSESSION.

Brodeau exigeait une possession réelle et actuelle non civile, fictive ou feinte et précaire. C'est une marque de l'importance prépondérante de la nature réelle du contrat sur son résultat de publicité et une exagération de sévérité (4). On reconnaît aujourd'hui qu'il y a là une question de fait plutôt que de droit (5). « Tout

(1) Note sous Cass., 20 janvier 1886. Ch. civ. D. 86. 1. 406 et référence, notamment Pont, conf. cité par l'auteur.

(2) Ch. civ., 20 janvier 1886. D. 86. 1. 406. Voir *Aff. Fouqueret* sur toute cette matière du délai de la mise en possession. Jug. du Trib. de Fort-de-France, 28 déc. 1877 sur l'appel arrêt conf. et rejet 23 déc. 1879. Ch. req. D. 80-1-453. C. de Colmar, 3 juillet 1865. D. 65. 2. 225.

(3) Laurent, *op. cit.*, t. XXVIII, n° 479.

(4) Troplong, *du Nantissement*, n° 299, p. 293 et suiv.

(5) Laurent, t. 28, n° 472, p. 465. Voir note suivante. Guillouard, *Op. cit.* p. 400.

dépend, disent MM. Baudry-Lacantinerie et de Loynes, de la nature de la chose donnée en gage et des circonstances de la cause (1). MM. Lyon-Caen et Renault caractérisent ainsi la distinction :

« Le seul criterium est que le débiteur ne puisse plus se servir de la chose engagée pour se procurer frauduleusement du crédit (2) » ; donc, possession exclusive. Tout le monde reconnaît que l'article 1144 C. Civ. doit servir de guide en notre matière (3).

Faut-il exiger une possession telle que celle définie par l'article 2229 ? Ce n'est l'avis ni de la jurisprudence (4), ni de la doctrine. Cet article ne définit que la possession nécessaire à l'acquisition des immeubles par prescription ; il ne saurait s'appliquer en aucune façon aux meubles. Mais l'article 1606 C. Civ., qui détermine les modes de délivrance dans la vente, est-il applicable ? La grande majorité des auteurs ne permet de l'invoquer qu'à titre d'analogie, et si certaines des solutions de cet article doivent en général être appliquées à la possession du gage, certaines autres sont insuffisantes (5).

Nous étudierons chacun des termes de l'article 1606 C. Civ., et chercherons à dégager en fait lesquelles de ses dispositions peuvent être transportées à la matière du gage. Le premier alinéa mentionne la tradition

(1) Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *op. cit.*, p. 47.

(2) MM. Lyon-Caen et Renault, t. III, p. 209 ; Troplong, *op. cit.*, n° 302, p. 295.

(3) Pont, *op. cit.*, n° 1123, p. 676. Laurent, *op. et loc. cit.* Aubry et Rau, t. IV, § 432, p. 706.

(4) Cour de Pau, 28 mai 1885. D. 86. 2. 209.

(5) MM. Lyon-Caen et Renault, *op. et loc. cit.* Laurent, t. 28, n° 472, p. 465. Paul Pont, *op. cit. pars.*, p. 676 à 679, n° 1125 à 1128.

réelle, elle ne présente aucune difficulté. Ce sera le mode habituel de transport de possession au civil. Le deuxième alinéa mentionne la remise des clés des bâtiments qui contiennent les objets ; suffisante pour la vente, cette tradition l'est-elle pour le nantissement ? Généralement, les auteurs sont d'accord pour reconnaître comme très effective la possession qui en résulte (1) (2). Cependant, MM. Boistel et Laurent (3) font des réserves et estiment qu'à elle seule, la remise des clés est inefficace. Le premier se fonde sur la lettre du deuxième alinéa de l'article 92 C. Com. Il « exige, dit-il, que les magasins appartiennent au créancier gagiste » ; le deuxième s'appuie sur l'insuffisance de publicité. Nous nous rangerions volontiers à la première opinion, parce que les textes ne semblent pas s'y opposer ; ensuite, cette solution est très favorable au commerce, que gênerait la nécessité du déplacement de marchandises lourdes et encombrantes, peut-être placées dans des locaux construits *ad hoc* ; enfin, si les tiers veulent bien se renseigner, ils constateront l'absence des clés chez le débiteur, et cela devra les mettre en éveil (4) ; si les fraudes sont à craindre, c'est à

(1) Duranton, t. 18, n° 531, p. 581 et suiv. Aubry et Rau, § 432, note 21, p. 706. D., *Codes annotés*, art. 2076, n°s 14-16. Guillouard, *op. cit.*, p. 98 et suiv. M. Lyon-Caen sous Cass, 25 nov. 1891, S. 93. 1. 465. Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *op. cit.*, p. 47-48. Pont, *op. cit.*, n° 1125. Troplong, *op. cit.*, n°s 309 à 314. Note sous Cass., 25 nov. 1891. D. 92. 1. 505.

(2) Voir spécialement cette solution législativement consacrée pour les Banques coloniales, art. 9, loi 24 juin 1874 et art. 10, 3<sup>e</sup> des statuts.

(3) M. Boistel, *Manuel de Droit commercial*, n° 493, p. 289. Laurent, t. 28, p. 473.

(4) Voir cependant Cass. Ch. civ., 15 juin 1887, D. 88. 1. 25. Voir aussi divers articles de journaux, journal *la Finance*, n°s des 15 nov. et 6 déc. 1877, 24 octobre 1878, sur le *Warrantement en fabrique*.

l'activité des tiers de s'en préserver. *Jura vigilantibus scripta sunt.*

Si la remise des clés suffit de l'avis de la majorité, à plus forte raison le fait par le créancier de louer un local, même au débiteur, pour y placer les objets engagés, aura-t-il en général la même valeur. Cependant, telle hypothèse s'est présentée où le bail n'était pas sérieux (1), ou encore, cet acte étant sincère, les magasins n'étaient pas distincts de ceux du débiteur et continuaient à servir à son exploitation (2). Dans ces cas, le transport de possession n'a pas été effectué, et la chose, objet du gage, est restée à la disposition du débiteur. Ici surtout, c'est une question de fait. Le troisième alinéa de l'article 1606 laisse beaucoup plus de place encore à la libre appréciation des faits dans chaque affaire ; il s'agit du transport de possession par le seul consentement des parties ; cela peut se produire dans deux cas très distincts : ou bien la remise du gage était impossible lors du contrat, et nous disons immédiatement qu'en principe et sauf à y revenir plus tard, la possession sera en général vicieuse à notre sens (3) ; ou bien le créancier gagiste avait déjà la chose à un autre titre, c'est cette hypothèse que prévoit Pothier.

(1) M. Lyon-Caen, note sous Cass., 25 nov. 1891. S. 93. 1. 465, et note D. 92. 1. 505.

(2) Jug. 10 oct. 1867. D. 71. 5. 274 (Syndic Champs-Tesson). D., *Codes annotés*, art. 2076, n<sup>o</sup> 17-18. Voir sur cette hypothèse et la précédente, articles précités sur le *Warrantement en fabrique*.

(3) Pont, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 1128. Guillouard, *op. cit.*, p. 95. MM. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 209. Laurent, t. 28, n<sup>o</sup> 475, p. 467. Voir cependant jug<sup>t</sup> du Trib. de Fort-de-France, arrêt confirm. et rejet Cass. 23 déc. 1879. D. 80. 1. 453.

« Il est de l'essence du contrat de nantissement qu'il intervienne une tradition réelle de la chose; à moins qu'elle ne se trouvât déjà par devers le créancier à un autre titre, *puta* de prêt ou de dépôt : en ce cas, étant impossible de faire à quelqu'un la tradition réelle d'une chose qu'il a déjà par devers lui à titre de prêt ou de dépôt, lui demeure dorénavant à titre de nantissement (1). »

Laurent ne se range pas à cet avis, parce qu'il y trouve une clandestinité de nature à nuire aux intérêts des tiers (2). En réalité, on ne voit guère comment justifier cette sévérité, elle aboutirait à interdire purement et simplement la constitution du gage au profit d'un créancier dans cette situation, ou bien, à exiger un transport réel de la possession aussi clandestin que le défaut de transport. Il est bien improbable que la loi ait été si dure ou si formaliste; du reste le plus souvent, les tiers n'auront pas pu compter sur cet objet qu'ils ne connaissaient pas.

Quoi qu'il en soit, le transport de possession s'opère par tout acte qui met la chose à la disposition du créancier et le saisit : « Une simple facture qui peut transférer la propriété, peut, à plus forte raison, transmettre la possession. » Valin atteste que tel est l'usage constant au commerce (3).

En un mot, toute mise à la disposition du créancier, s'opposant à ce que l'objet soit remplacé par un autre,

(1) Pothier, *du Nantissement*, édit. Dupin, t. 8, n° 8, p. 608. Voir aussi Pont, *Petits Contrats*, t. II, n° 1128, p. 679. Baudry-Lacantinerie et de Loynes, p. 48. Guillouard, *op. cit.*, p. 95 et suiv.

(2) Laurent, *op. cit.*, n° 475, p. 467.

(3) Troplong, *op. cit.*, n° 319, 320, p. 311 et suiv.

sera suffisante. Telle serait l'apposition de la marque du créancier sur les marchandises, ou la remise des titres donnant un droit définitif sur la chose, comme la remise du connaissement en principe ou de la lettre de voiture, l'endossement du warrant, ou du récépissé, le transfert en douane, (1) etc. Mais dans tous ces cas, les questions de fait et de notoriété de la possession jouent un rôle capital.

#### MAINTIEN DE LA POSSESSION

Il ne suffit pas que la chose objet du gage ait été mise en possession du créancier dans les conditions indiquées plus haut; il faut encore que cette possession soit maintenue. Les motifs du maintien de la possession du créancier sont les mêmes que ceux de la mise en possession : réalité, publicité (2).

Les principales questions qui se posent à notre étude sont la validité de la convention, de soins ou de vente par le débiteur, la remise momentanée, à celui-ci, de la chose, ou de la clé du magasin ou des titres qui la représentent.

L'objet du gage peut nécessiter pour sa conservation des soins spéciaux; l'hypothèse la plus fréquente est celle de la mise en gage de vins; la question s'est présentée souvent devant les tribunaux. Le créancier n'a pas toujours les connaissances pratiques nécessaires; les eût-il, il peut en redouter la responsabilité. Faut-il

(1) Guillaud, *Op. cit.*, p. 99, 101, M. Boistel, n° 493, p. 289.

(2) Pont, *Petits Contrats*, II, n° 1135, p. 687 à 690; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, n° 83, p. 57.

laisser perdre l'objet du gage et détruire ainsi à la fois la sûreté pour le créancier et l'objet pour le débiteur? Ce serait ruiner à plaisir ce dernier et l'obliger à un remboursement immédiat (art. 1188 C. Civ.). Aussi la plupart des auteurs et la jurisprudence admettent-ils alors l'efficacité de la dépossession (1). M. Guillouard fait même remarquer que les soins à apporter à la chose constituent une obligation bien plus qu'un droit; mais encore faut-il que ces soins n'amènent aucune équivoque à l'encontre des tiers.

La clause du contrat de nantissement permettant au débiteur de vendre l'objet du gage doit être maintenue et validée, dit M. Pont (2), pourvu qu'elle n'affaiblisse en rien la possession du créancier; c'est en effet lui qui connaît le mieux la chose, en vend de semblables et sait le mode de vente et l'époque où l'écoulement sera le plus avantageux (3). Troplong est encore plus large :

« On peut même dire, d'une manière plus générale, que toutes les fois que l'assistance du débiteur est nécessaire pour la meilleure réussite du nantissement, elle doit être tolérée à condition toutefois qu'elle n'ébranle en rien la saisine du créancier. (4). »

(1) Troplong, *op. cit.*, n° 309 à 314, p. 302 et suiv. — Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *op. et loc. cit.* — Guillouard, *op. cit.*, p. 101 et suiv. — Dalloz, *Codes annotés*, art. 2076, n° 16. -- Pont, *op. cit.*, n° 1126; *contra*. — Laurent, *op. cit.*, n° 474. Note sous cass. 25 novembre 1891. D. 92.1.505.

(2) Pont, *Petits Contrats*, II, n° 1127, D. Suppl. mot *nantissement*, n° 76. Note de M. Lyon-Caen, sous Douai, 26 janv. 1893, S. 93.2.233.

(3) Guillouard, *op. cit.*, p. 101 et suiv., et note précitée de M. Lyon-Caen.

(4) Troplong, *op. cit.*, n° 314, p. 306 et suiv.

Au sujet de la remise momentanée de la chose au débiteur, la question ne semble d'abord se poser qu'autant que le débiteur a reçu la chose à titre provisoire, et ne l'a pas encore rendue au moment où il cesse d'en avoir la libre disposition. S'il l'a remise avant ce moment, aucun délai n'étant imparti au créancier pour se faire mettre en possession, le second transport sera aussi efficace que le premier ; il ne faudrait pas cependant en conclure que lorsque cette opération n'a eu d'autre but que de tromper les tiers, elle serait valable ; la fraude vicie tout ce qu'elle approche, mais la preuve en serait toujours à faire ; d'ailleurs en ce cas, à défaut de fraude établie, la possession pourrait devenir équivoque.

Ici encore, nous nous trouvons donc sous l'empire des faits (1). On peut cependant dire qu'en général, la remise de l'objet ou des titres qui le représentent, sera difficilement admise comme laissant la possession au créancier, en dehors des cas où elle est intervenue pour faciliter les soins ou la vente par le débiteur :

« Il y a des circonstances, dit M. Lyon-Caen (2), dans lesquelles le but même de la constitution de gage ne pourrait être atteint, si une mise temporaire à la disposition du débiteur ne pouvait avoir lieu. »

S'il s'agit par exemple de marchandises représentées par un connaissement, il y a toute nécessité de procéder à la remise des titres pour effectuer le débarquement, puis la vente.

(1) Notes sous Cass. 25 nov. 1891. D. 92. 1. 505 et S. 93. 1. 465.

(2) Note de M. Lyon-Caen sous Douai, 26 janv. 1893. S. 93. 2. 233. L'arrêt rapporté est en sens contraire.

C'est encore cette situation qui sera le plus souvent prise en considération dans le cas où le débiteur a perdu la libre disposition de son patrimoine, entre le temps de la remise de possession au débiteur et celui de la reprise par le créancier. Là, plus qu'ailleurs peut-être, les faits auront pleine influence, et leur appréciation sera difficile (1). Trop souvent, à notre avis, on donne aux tiers une place prépondérante, sans doute il faut les protéger efficacement, mais en résulte-t-il qu'on doive encore faire tomber le contrat de gage au profit de tiers qui n'ont en aucune façon été induits en erreur, qui profitent d'une circonstance toute fortuite pour entraîner un créancier vigilant dans leur ruine en n'obtenant pour eux-mêmes qu'une faible atténuation dans la perte? Nous ne le pensons pas. Les syndics font trop souvent retomber des créanciers privilégiés au rang des chirographaires, sur cette affirmation vague et sans fondement réel, que le privilège prétendu contre eux ne s'était pas assez nettement révélé aux tiers, qui auraient pu être induits en erreur. Cela est d'autant plus grave, qu'ici nous sommes en une matière où le privilège est par exception conventionnel, où dès lors, le créancier a témoigné de sa diligence en stipulant un rang privilégié, où par conséquent il n'est pas équitable de préférer l'homme insoucieux de ses affaires à celui

(1) Note de M. Lyon-Caen précitée. S. 93. 1. 465; contra. Cour de Douai 26 janv. 1893 S. 93. 2. 233. Avec la note de M. Lyon-Caen et réformation de motifs. Conf. Cass. Ch. civ. 9 avril 1894. D. 94-1-409 et la note de M. Boistel : « Attendu dit la Cour de Cass... que si l'arrêt déclare à tort que le débiteur ne peut jamais être chargé de la conservation et de la réalisation du gage pour le compte du créancier gagiste, l'arrêt décide à bon droit que dans l'espèce, etc. »

qui les prend à cœur et cherche à les faire prospérer. Quoi qu'il en soit et indépendamment de cette faveur que paraissent mériter les privilégiés conventionnels, il semble que là n'est pas la question.

La vérité devrait consister d'abord à rechercher la fraude du créancier gagiste; s'il s'est mêlé de ces pratiques, c'est justice qu'il soit immolé; mais s'il est exempt de tout reproche, ce qu'il faut examiner, c'est la mesure dans laquelle la remise au débiteur a été préjudiciable à chaque créancier chirographaire.

Dans cette mesure, et à l'égard seulement des créanciers qui ont contracté en se fondant sur la chose qu'ils ont crue dans le patrimoine libre du débiteur, le gage devra être considéré comme non avenu. C'est certainement la solution qui devrait prévaloir en dehors de la matière des faillites; mais même en cas de faillite, ne pourrait-on pas l'admettre encore malgré le syndicat formé par la masse des créanciers? Si la difficulté naît de l'article 466 C. Com. al. 4: « Sont nuls et sans effet... tous droits d'antichrèse ou de nantissement constitués sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées. »

Il n'y aurait aucun doute, et nous affirmerions que le privilège n'existe pas, s'il s'agissait, comme le dit effectivement le texte, de constituer un droit de nantissement pour dettes antérieurement contractées, mais ici, il ne s'agit pas de cela : le contrat, aussi bien que la dette, sont intervenus avant l'époque fixée par le Tribunal et les dix jours précédents. L'exécution a précédé cette date et l'on peut dire qu'elle se continue, malgré son arrêt apparent, lorsque cet arrêt provient

d'une des conditions du contrat indispensables à la conservation ou à l'aliénation avantageuse du gage (1).

A plus forte raison, le débiteur ne pourrait-il être admis à invoquer cette prétendue cessation de possession (2). Un arrêt a même décidé que le paiement partiel fait d'une portion du gage n'entraînait dans le patrimoine du débiteur dessaisi que sous la condition du nantissement auquel il était affecté (3); et il a été jugé de même que le tiers connaissant le nantissement par signification ou autrement ne pouvait invoquer le défaut de possession.

On enseigne, en général, que l'on ne saurait assimiler à ce cas celui de substitution de l'objet du gage; alors, le créancier aurait renoncé au premier gage et il interviendrait une seconde constitution (4). Cela n'a pas d'importance au point de vue du gage commercial, qui se contracte sans formes, intervenu avant le jugement déclaratif de faillite, mais souvent les formalités du gage civil n'auront pas été de nouveau remplies et, dès lors, la nouvelle constitution sera nulle. La pratique a cherché et réussi à faire adopter par la jurisprudence la validité de la substitution du gage. Deux conditions sont alors requises :

« Attendu, dit un arrêt (5), que pour rendre une

(1) *Contra* Dalloz sup. *Nantissement* n° 94, p. 13.

(2) Voir sur toute cette discussion Dalloz, sup. *Nantissement* nos 96 à 99, p. 15.

(3) *Affaire Schittenhelm c. Compagnie Algérienne*. Cass., 25 nov. 1891. D. 92. 1. 505. S. 93. 1. 465 et la note de M. Lyon-Caen. Dalloz, *Codes annotés*, art. 2076, n° 47. Voir aussi *Contra* Dalloz supp. mot *Nantissement*, n° 94, p. 13.

(4) Pont, *Op. cit.* n° 1135, p. 687.

(5) Ch. Req., 29 nov. 1882. D. 83. 1. 376 et notes.

pareille substitution régulière et non préjudiciable à la masse des créanciers du failli, il faudrait la réunion de deux conditions qui font défaut dans l'espèce : que d'une part, en l'état des constatations de l'arrêt attaqué, il n'est pas justifié qu'en 1877 la Compagnie, au moment où elle recevait le nouveau gage, fût encore nantie de l'ancien et ne s'en fût pas dessaisie; que d'autre part l'arrêt affirme, en fait, que ce n'est pas le contrat primitif de nantissement qui aurait reçu son exécution sous une autre forme, par une simple délivrance accessoire ou complémentaire, mais un contrat nouveau et distinct créé en 1877. »

Dès 1865, nous trouvons cette doctrine présentée dans un arrêt de la Chambre civile, mais où la décision s'est basée sur un autre chef (1). Un arrêt de 1866 (2) permet l'établissement d'un bloc de toutes les créances et de tous les actes de nantissement.

Nous avons vu que la perte de la possession entraînait en principe la perte du privilège de gage; cela n'est vrai qu'autant que la dépossession a été volontaire (3); en cas de perte proprement dite ou de vol, c'est le système des articles 2079 et 2080 (4) qui s'ap-

(1) Ch. Civ. rejet., 29 mars 1865. D. 65. 1. 286. Conf. C. Dijon, 28 août 1862 et Tribunal de Dijon, 20 juin 1862.

(2) Ch. Civ., 24 déc. 1866. D. 67. 1. 163.

(3) Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Op. cit.* n° 84, p. 57. Duranton, t. xviii, n° 528, p. 579. Dalloz, *Codes annotés*, art. 2076, n° 42. Guillouard, *Op. cit.*, p. 112 à 114.

(4) Baudry-Lacantinerie et de Loynes. *Op. loc.* Il faut y voir une application de ces articles et non une application *a fortiori* de la revendication du locateur comme le veut Pont, qui rapporte d'ailleurs cette revendication aux articles précités. *Op. cit.* n° 1137. Laurent, t. xxviii, n° 485, p. 477. Duranton, *Op. cit.* n° 523. Aubry et Rau, *Op. cit.*, note 26 et texte. Dalloz, *Codes annotés*, art. 2076 n° 44 et suiv.

plique et réciproquement lorsqu'il s'agit de se défendre contre la revendication du vrai propriétaire en cas de constitution de bonne foi de la part du gagiste (1), par conséquent, revendication possible de la possession pendant trois ans, sauf remboursement au possesseur qui tient l'objet d'un marchand vendant des choses pareilles.

Il a été jugé avant la loi de 1863, modificative de l'article 408 du Code pénal, que le fait de soustraire l'objet confié aux créanciers à titre de gage par le débiteur propriétaire de l'objet ne constitue ni un vol ni un abus de confiance (2). Cette loi en a fait un abus de confiance. Il peut aussi se faire que le créancier se dessaisisse volontairement du gage sur les manœuvres frauduleuses du débiteur ; en ce cas, il doit pouvoir recouvrer la possession au moins contre le débiteur, mais non contre les tiers ayant acquis des droits sur la chose (3). En un mot, comme le disent MM. Baudry-Lacantinerie et de Loynes (*op. et loc. cit.*), l'extinction ne se produit que si le créancier n'a aucun moyen légal de recouvrer la possession. Cependant, en principe, la remise de l'objet entraîne la perte du droit ; il n'en faudrait pas conclure que la remise d'une partie du gage entraîne extinction totale du privilège, celui-ci subsiste pour les parties non remises au débiteur.

La possession, par ses exigences multiples, peut être

(1) Cass. Req., 12 mars 1883. D. 88-1-404. Cass. Req., 6 juillet 1891. D. 92-1-119 et le rapport de M. le conseiller Georges Lemaire.

(2) Cass. Ch. Civ., 25 août 1859. D. 61. 5. 544.

(3) Pont, *op. cit.* n° 1136, p. 693. Duranton, *op. et loc. cit.* Dalloz, *Codes annotés*, art. 2076, n° 43.

une gêne considérable pour le créancier ; comme tout débiteur d'une obligation non contractée en considération de la personne, il a le droit de se substituer à ses risques et périls un mandataire pour remplir à sa place l'obligation de garder l'objet du gage. En ce cas, le créancier demeure responsable des actes de son mandataire et conserve en réalité la possession par son intermédiaire ; il conserve donc aussi tous les droits attachés à la possession du gage (1). Là pourrait venir l'étude du cas où le propriétaire de la maison occupée par le débiteur posséderait pour le créancier ; elle sera plus à sa place dans la deuxième partie (matériel industriel).

Le mandat intervient d'une façon toute différente et très importante dans le contrat de commission ; il vient alors du débiteur, le rapport est inversé ; c'est que le mandat s'applique à la marchandise à vendre ou à acheter et non à celle-ci considérée uniquement comme objet du gage. Le commissionnaire jouit d'un privilège tacite de gage, et c'était le seul gage prévu par le Code de Commerce de 1807. La loi de 1863 en a fait une section à part et a étendu l'intitulé du titre pour lui faire place ; nous pourrions ne traiter du gage du commissionnaire que dans la deuxième section, car tous les modes de mise en possession s'y appliquent ; il nous semble préférable de l'étudier ici très sommairement en renvoyant à la deuxième section. Le privilège du commissionnaire nous amènera de la théorie du contrat à celle du tiers convenu. Le mandat du com-

(1) Laurent, n° 485, p. 477. Dalloz, supp. *Nantissement*, n° 95, p. 15. Pardessus D. Com., t. IV, p. 404. Aubry et Rau, *op. cit.*, note 25.

missionnaire est très particulier, lorsqu'il est à la fois dans l'intérêt du mandant et du mandataire, c'est-à-dire quand il y a eu des avances sous condition de garantie de marchandises, il ne peut être révoqué au préjudice de celui-ci (1). Quant au mode de transport de possession, le commissionnaire ne jouit plus d'aucun avantage. Autrefois, la jurisprudence n'attribuait qu'à lui seul la faculté d'user de certains modes spéciaux de mise en possession (ancien article 93); encore exigeait-on que le commissionnaire n'habitât pas la même ville que le commettant (2). De même on ne lui accordait privilège que pour ses avances postérieures (3) à l'ensaisinement.

On refusait généralement aussi le privilège au commissionnaire chargé de l'achat pour ne l'attribuer qu'au commissionnaire chargé de la vente; quelques auteurs le soutiennent encore en s'appuyant sur l'ancien droit et la lettre du texte (4). Malgré l'autorité de M. Boistel, il nous semble préférable d'étendre aux deux cas le privilège (5). On avait été jusqu'à contester au commissionnaire son privilège, au cas où il avait la chose à sa disposition sur un de ses navires, par ce motif que la loi (ancien article 93), disait alors : « A sa disposition dans ses magasins ou dans un dépôt public. »

(1) V. à ce sujet note sous Cass., 5 février 1883, Ch. Req. D. 83. 1. 465 et les auteurs et rapport cités en note.

(2) Pont, *Petits Contrats*, t. II, n° 1129.

(3) *Aff. Syndic Levasseur C. Pdris*, Ch. Civ., 18 mars 1845. D. 45. 1. 212; Grenoble, 13 avril 1848, D. 49. 2. 102. Boistel, n° 534, p. 317, et aujourd'hui *Contrà*, 3 juillet 1865. Cour Colmar. D. 65. 2. 225.

(4) M. Boistel, *op. cit.*, n° 535, p. 318.

(5) C. Paris, 28 avril 1876. D. 78. 5. 112. V. *Commissionnaires*, n° 1, basé sur les termes généraux de l'art. 95 C. Com.

Cela seul montrerait la défaveur dont était entouré le gage (1). Aujourd'hui et depuis que la loi, excitée par les besoins et les tentatives du commerce, a donné le branle, on est beaucoup plus large sur le gage du commissionnaire. Il suffit, comme le dit l'auteur de la note précitée, qu'il ait la possibilité physique de disposer de la chose, et dès que cette possession lui est acquise, il peut prétendre au privilège de gage (2). Par contre, dès que la chose est sortie de sa possession, le privilège est éteint (3).

#### TIERS CONVENU ET DÉPOTS PUBLICS

Jusqu'ici nous avons supposé que le créancier était nanti du gage ou bien qu'il le confiait à un mandataire ; ce n'est pas toujours praticable. Le créancier peut manquer d'emplacement approprié pour recevoir le gage, l'eût-il, la garde matérielle sans les soins exige des précautions, des frais (assurance), il court des risques qui sont à sa charge (4). Ces responsabilités lui pèsent, il désirera s'en décharger sur un tiers, lequel sera choisi par les deux parties à la fois, débiteur et créancier, tous deux y ont égal intérêt.

(1) V. Exposé des motifs de la loi du 23 mai 1863, § 10, *in fine*. D. 1863. 4. 74.

(2) Note précitée sous Cass., 5 février 1883. Troplong, *op. cit.*, n° 350 à 373, p. 338 et suiv., et l'hypothèse spéciale qu'il examine. Pardessus, *op. et loc. cit.*

(3) Dalloz, *supp. mot Nantissement*, n° 94.

(4) Pont, n° 1139, p. 692. Troplong n° 373 et suiv. p. 356 et suiv. Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *op. cit.*, n° 87, p. 60.

D'un autre côté, le débiteur peut avoir des craintes légitimes sur le sort des objets remis en gage, il n'est pas exempt de risques, si consciencieux que soit le créancier, pourra-t-il, saura-t-il même veiller à la conservation du gage déposé entre ses mains ? En réalité, si dans le prêt sur gage, le créancier fait à la fois confiance au débiteur et à la chose, le débiteur, en remettant la chose au créancier, ne fait pas moins confiance à celui-ci. La preuve en est que cette confiance a été maintes fois trahie (1). Les exemples de détournement de marchandises (2) ne sont pas rares, mais les abus de confiance ont été plus fréquents dans les dépôts de sommes d'argent à un créancier éventuel, le patron, pour garantie de gestion (3). La sanction de l'article 408 C. P. n'a d'ailleurs été admise qu'après la loi du 13 mai 1863 (4). Avant cette loi, le détournement de l'objet du gage n'était pas une infraction. Assurément, alors, il était préférable pour le débiteur, de confier sa chose non pas au créancier qu'il pouvait ne pas connaître mais à un tiers jouissant de la confiance des deux parties.

Indépendamment des risques que fait courir au débiteur le transport de possession du gage au créan-

(1) Voir la note précédente.

(2) Ch. civ. 17 août 1859. D. 59.1. 348 ; Crim. rej. 18 nov. 1882. D. 83, 1-231.

(3) Cass. Ch. Crim. 29 nov. 1866. D. 67. 1. 43., Cass. cr. 26 sept. 1867. D. 68. 1. 42. Cass. Ch. crim. 14 mai 1875. D. 76. 1. 45 Rapport de M. le conseiller Barbier et solution conforme sur renvoi C. d'Amiens 24 juin 1875. D. 76. 5. 7, n° 7. Cass. Ch. crim. 12 déc. 1890 D. 91.1. 325. Note I.

(4) Voir antérieurement Cass. crim. rej. 23 mai 1850. D. 50. 5. 1. Cass. crim. rej. 13 janvier 1853. D. 53.5.8.

cier, il a intérêt à la remise de l'objet à un tiers. Cette intervention du tiers convenu lui permettra en effet d'emprunter à nouveau sur l'objet mis en gage qui peut avoir une valeur bien supérieure à la garantie nécessaire pour gager le premier emprunt (1). Si l'objet est entre les mains du créancier, celui-ci peut consentir à posséder pour lui-même et pour le second créancier (2). Mais il est peu probable que le second créancier consente à prêter dans ces conditions ; le premier refusera sans doute de posséder pour le deuxième, une possession privative étant plus avantageuse qu'une possession partagée même avec priorité. Cette exception n'interviendra guère en pratique qu'au cas où plusieurs constitutions de gage ont eu lieu dans la même opération ; alors l'un des créanciers possède pour tous, sauf à régler ensuite la préférence par le contrat ; à défaut de clause sur ce point, tous les gagistes viennent au marc le franc en vertu du même acte (3).

La possession privative enlève au débiteur la possibilité de transmettre au deuxième créancier un objet qu'il ne possède plus (4). C'est, disent MM. Baudry-Lacantinerie et de Loynes, ce qu'exprime cette ancienne formule : « Nantissement sur nantissement ne vaut ». Le tiers convenu, au contraire, laissera le second

(1) Pont n° 1139, p. 692. Troplong, n° 373 et suiv. Baudry-Lacantinerie et de Loynes, n° 87.

(2) Conf. Laurent n° 487, p. 479. Pont et Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *op. et loc. cit.*

(3) Pont *op. cit.* n° 1140, p. 692.

(4) Baudry-Lacantinerie et de Loynes, n° 87, p. 60. Troplong, n° 315-319, p. 307 et suiv. Pont, *loc. cit.* Laurent, n° 487, p. 478 et suiv.

créancier plus confiant, et le tiers convenu ne refusera pas son concours à la nouvelle constitution de gage, sauf à faire respecter les droits du créancier qu'il représente déjà et à avertir le deuxième qu'il est primé par des droits antérieurs. S'il y a plusieurs créanciers gagistes successifs sur le même objet, la préférence se réglera en suivant l'ordre des dates de mise en possession entre les mains du tiers détenteur, à moins de clauses contraires et pourvu que ce tiers convenu continue à posséder pour chacun des créanciers (1). Cela permet de retrouver dans le gage un des avantages de l'hypothèque qui peut être affectée à une infinité de créances (2). Au lieu d'un tiers convenu, on peut supposer qu'il s'agit d'un dépôt public.

Il peut également se faire que le débiteur saisisse un deuxième créancier gagiste à l'insu du premier et en fraude; par exemple, cette hypothèse s'est présentée devant la jurisprudence: un débiteur a saisi un premier gagiste par la remise des clés du magasin contenant les marchandises et un deuxième par la remise de doubles clés. Cette seconde constitution de gage ne vaut pas contre la première (3).

Il est bien certain que pour assurer la possession au créancier gagiste, il faut que le tiers convenu ait accepté cette mission (4); il ne suffirait pas que ce tiers fût en possession ou même fût désigné par les

(1) Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *loc. cit.*

(2) Laurent, *loc. cit.*

(3) Pont et Troplong, *Op. et loc. cit.*

(4) Baudry-Lacantinerie et de Loynes, n° 85 et suiv., p. 59. Aubry et Rau, t. IV, § 432, texte et note 24. Laurent, t. XXVIII, n° 484, p. 476 et suiv.

parties à son insu. Il n'en est pas de même pour les magasins et dépôts publics (1); on a été jusqu'à considérer à ce point de vue une prison comme étant un dépôt public *hoc sensu* au profit de l'entrepreneur pour son matériel (2). Le tiers convenu joue donc un rôle très avantageux pour les parties; il n'avait cependant pas été prévu dans le projet primitif, et a été introduit sur la demande du consul Cambacérès (3).

Le tiers convenu peut être un particulier (tiers convenu proprement dit), articles 2076 et 92, premier alinéa. Ce peut être aussi la douane ou un dépôt public, un capitaine, ou une Compagnie de navigation, un voiturier ou une Compagnie de chemin de fer (article 92, deuxième alinéa). Nous examinerons successivement ces hypothèses en commençant par les cas où la marchandise est en cours de voyage, pour étudier ensuite ceux où elle est à destination, en laissant toutefois de côté l'étude du tiers convenu proprement dit, qui serait une répétition à peu près intégrale de ce que nous avons vu lorsque c'est au créancier qu'est attribuée la garde de l'objet, sa possession directe.

1<sup>o</sup> Marchandise en cours de voyage. La tradition matérielle serait un obstacle à la rapidité des transactions; aussi, le commerce ne s'en contente-t-il pas;

(1) Il faut comprendre dans cette catégorie tous ceux qui font profession de posséder pour autrui : Douane, capitaine ou Compagnie de transports, voiturier, Compagnie de chemin de fer, etc. Ces tiers possèdent en principe pour qui il appartiendra.

(2) C. de Grenoble 1<sup>er</sup> mars 1867. D. 67. 5. 288. Non tranché expressément cependant.

(3) Conférence du C. Civ., t. VII, art. 2076, p. 29. Fenet, t. XV., p. 196. Loaré, t. XVI, p. 14.

le titre qui constate la réception de la marchandise et le contrat de transport, peut donner et confère presque toujours la saisine au créancier, qu'il s'agisse de lettre de voiture ou de connaissement; dès lors que le débiteur est dessaisi, c'est-à-dire dès qu'il a expédié les connaissements ou la lettre de voiture, le créancier est censé saisi, sans même qu'il soit en réalité détenteur du titre. Nous ne nous occuperons de la lettre de voiture et du connaissement que comme moyens de mise en possession du créancier.

La lettre de voiture se fait d'habitude en plusieurs exemplaires, l'un des doubles adressé par l'expéditeur au destinataire lui permettra de réclamer la marchandise au voiturier, qui ne devra la remettre que sur présentation du double, sous peine de payer deux fois. Aussi cet exemplaire servira à mettre le destinataire en possession immédiate, soit pour lui conférer le droit de gage, s'il fait des avances à l'expéditeur; soit pour lui permettre de transférer lui-même cette possession, par exemple à titre de vente (art. 576, 2<sup>e</sup> alinéa), ou de gage (art. 92) (1).

Les Compagnies de chemins de fer ont remplacé la lettre de voiture par le récépissé; la Compagnie livre sans présentation d'aucun titre, mais jusqu'à la livraison, elle est tenue de se conformer aux ordres du porteur du récépissé qui seul peut changer le destinataire (2). Tous les droits de l'expéditeur reposent donc

(1) Boistel n° 540, p. 322. Voir aussi Baudry-Lacantinerie et de Loynes, n° 72, p. 49; Troplong, n° 339 et suiv., p. 331 et suiv. Guillouard, p. 99 et 100.

(2) Voir sur cette matière MM. Lyon-Caen et Renault : *Traité*, t. III, p. 208. Voir aussi Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *op. et loc. cit.* Voir

sur le récépissé. il peut le transmettre au destinataire à titre de gage, ou pour qu'il en fasse tel usage qu'il lui plaira par exemple, pour que lui-même l'engage, mais, pour toute modification soit dans la possession, soit dans la destination, la présentation du titre est nécessaire.

Dans l'intervalle de temps entre l'expédition de la marchandise et sa livraison, celle-ci est représentée par le titre, lettre de voiture ou récépissé pour la mise en possession. MM. Lyon-Caen et Renault (*op. et loc. cit.*) remarquent d'ailleurs que le nantissement est alors très rare, vu la rapidité du transport.

Le connaissement (1) met de même les marchandises à la disposition du détenteur du titre :

« Le porteur du connaissement a droit d'exiger que les marchandises lui soient délivrées sans qu'il soit permis d'élever contre lui la question de propriété. De là, la loi considère la possession du connaissement comme la saisine de la chose (2). »

Presque toujours, il met le créancier en possession au sens de l'article 92, C. Com. Néanmoins, comme cette mise en possession dépend de la forme qu'il affecte, nous étudierons ses formes.

L'article 281 C. Com. *in fine* nous les indique : « Le connaissement peut être à ordre ou au porteur, ou à

l'article très nourri inséré dans les *Annales de Droit Com.* 1897, p. 72, sous le titre : *Les récépissés à ordre dans le trafic des chemins de fer*; le consulter spécialement pour le projet de réforme tendant à les rendre endossables, comme les connaissements et intérêts pratiques.

(1) Pour toute cette matière, voir MM. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 206 et suiv.

(2) Troplong, *op. cit.* n° 321 et suiv., p. 312 et suiv. (*Historique de la question et erreur d'Emérigon*).

personne dénommée. » Pour le connaissance au porteur, il n'y a aucune difficulté, la remise du titre équivaut à une mise en possession de la marchandise (1).

Quand le connaissance est à ordre, pas de difficulté non plus si le titre est transmis par un endossement régulier; la possession est donnée d'une façon parfaite au créancier gagiste (2). A s'en tenir à la lettre de l'article 91, cet endossement serait le seul valable. MM. Lyon-Caen et Renault font très justement observer qu'il y a là une confusion :

« L'article 91, alinéa 2, disent ces auteurs, s'occupe de la constitution en gage des titres à ordre. Ce n'est nullement de cela qu'il s'agit quand un connaissance est endossé à titre de garantie. Ce sont les marchandises auxquelles le connaissance se réfère qui sont constituées en gage. L'endossement n'a lieu que pour satisfaire à la condition de la mise en possession du créancier gagiste. Que requiert la loi, c'est que le créancier gagiste ait la chose à sa disposition : or, il l'a aussi bien quand il est porteur d'un endossement en blanc, que lorsqu'il est porteur en vertu d'un endossement régulier indiquant son nom (3). »

La difficulté n'est pas dans la question de validité, mais dans la question d'intention et de preuve. L'en-

(1) MM. Lyon-Caen et Renault, *op. et loc. cit.* Baudry-Lacantinerie et de Loynes n° 71.

(2) Voir M. Lyon-Caen, *Examen doctrinal de jurisprudence. Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1890, p. 537.

(3) MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. III, p. 206; M. Lyon-Caen, article précité de la *Revue critique*, p. 537, 538. Voir aussi Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *op. cit.* n° 71, p. 49 et note 2. Guillouard, *op. cit.* n° 125 à 127, p. 134 et suiv.

dossement en blanc a pu intervenir pour constituer le porteur mandataire, propriétaire ou gagiste. La preuve qu'il est intervenu à titre de gage, sera faite par tous les moyens possibles suivant l'article 109 C. Com. ; au contraire, comme le fait remarquer M. Lyon-Caen (article précité), au civil, les formalités de l'article 2074 seront nécessaires, mais ceci est en dehors de notre sujet.

Enfin, le connaissance peut être à personne dénommée; en ce cas, tout le monde est d'accord pour permettre la constitution en gage dans les formes de l'article 2075 C. Civ. (1). Mais peut-on, lorsque le connaissance est à personne dénommée, le transformer en un titre à ordre sans la volonté de l'expéditeur? Les mêmes questions se posent à propos de la lettre de voiture et les mêmes solutions doivent être données. La plupart des auteurs refusent ce droit au destinataire et n'autorisent pas la transformation du titre (2). M. Boistel (3) est d'avis contraire, il se fonde sur la pratique commerciale constante manifestée par un parère des 7 et 8 janvier 1847 :

« Il est même reçu dans tout le commerce que la lettre de voiture est négociable par endossement, lors même qu'elle ne contient pas la clause à ordre, qu'elle est à personne dénommée, si rien n'indique chez le rédacteur la pensée de la rendre non négociable. Nous pensons que l'on doit suivre l'usage sur ce point, car

(1) MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. III, p. 206. Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *op. et loc. cit.*

(2) Troplong, *op. cit.*, n° 337 et 338, p. 329 et suiv. MM. Lyon-Caen Renault, *op. et loc. cit.*

(3) M. Boistel, *Manuel de Droit commercial*, n° 541, p. 323 et suiv.

il ne s'agit là que d'une interprétation de volonté, puisque nous admettons qu'il dépend des parties d'insérer la clause à ordre, et nous savons que l'usage est souverain pour interpréter la volonté des parties(1). »

M. Levillain, dans une note très savante, réfute cette doctrine en se basant sur ce principe, que l'usage ne peut intervenir qu'à défaut de la loi, et là où il y a une volonté douteuse, que les seuls titres endossables sont les titres à ordre; que hors de là il faut appliquer les articles 1689 et 2075 C. Civ.

L'arrêt précité de 1887 a donné raison par un biais à M. Boistel :

« Attendu que si l'endossement du connaissement à personne dénommée ne leur a pas transféré la propriété de la marchandise, il a eu pour effet de la mettre à leur disposition à titre de gage comme consignataires avec pouvoir de la réaliser; qu'à bon droit le Tribunal l'a ainsi décidé. »

Peut-être serait-il dangereux, en fait, d'accorder une avance sur une base de cette nature, car très généralement la jurisprudence s'est prononcée en sens contraire et a présumé la volonté opposée de l'expéditeur.

Quelle que soit la solution à laquelle on s'arrête, il y a là tout au moins une tendance à constater.

Il n'en est pas moins vrai qu'en principe la remise du connaissement suffit à transmettre au créancier la possession des marchandises.

Cette possession sera-t-elle toujours efficace pour assurer privilège et préférence au créancier gagiste? Une

(1) Du reste M. Boistel n'est pas seul à soutenir cette opinion, Rouen, 7 mai 1887, D. 89.2.81 et *Contra* la note de M. Levillain.

lacune du C. Com. rend malheureusement incertaine la situation du créancier. Le Code prescrit la rédaction de « quatre originaux au moins » du connaissement. Qu'arrive-t-il ?

Un chargeur peu scrupuleux et aux abois saisit un premier créancier d'un premier connaissement, puis un deuxième par un second connaissement et ainsi de suite ; il résulte de là que l'un des créanciers ou tous, s'ils sont dans une situation identique, seront sacrifiés (1). Que se passe-t-il en effet ? Ou bien plusieurs ont été saisis le même jour des connaissements par le chargeur ou le destinataire et se sont présentés ensemble pour retirer la marchandise. Alors, sans aucun doute, ils viennent en concurrence.

Ou bien, l'un d'eux a été saisi avant les autres ; on dit généralement alors que le premier saisi du connaissement doit être préféré. Ou bien, enfin, les deux porteurs auront été saisis le même jour par le chargeur ou destinataire, mais l'un d'eux aura retiré la marchandise avant l'autre. Alors il y a controverse : les uns s'attachent à l'égalité de droits, c'est le système défendu en second lieu par M. Desjardins dans ses conclusions devant la Cour de Cassation (2).

Les autres préfèrent la possession réelle à la possession fictive, non pas parce que l'une est préférable à

(1) MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. III, p. 207. M. Lyon-Caen, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1890, p. 534. Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *op. et loc. cit.* Note de M. Levillain sous Rouen, 7 mai 1887 précité et aussi la thèse très complète de M. Blaisot, 1897, *Mise en possession du créancier dans le contrat de gage*, p. 72 et suiv., n° 81. Ch. civ., 31 mai 1892. D. 94.1.185 (Note de M. Levillain). M. Thaller, *Annales de droit commercial*, 1890, p. 215.

(2) Cass. Ch. Civ. 12 mai 1885. D. 85. 1. 185. Note de M. Levillain.

l'autre, mais parce que la première est exclusive de la seconde, et que de ce fait, si la possession première est aussi régulière chez les deux porteurs, cette possession n'est maintenue que chez le possesseur réel (1). Il est vrai que nous ne voyons pas de bon motif pour ne pas étendre cette raison à la deuxième hypothèse, à supposer que le porteur du connaissement nanti le dernier, soit le premier à s'être fait livrer les marchandises.

Dans ce cas, en effet, comme dans celui que nous venons d'étudier, le premier créancier nanti aura perdu la possession par suite de la possession réelle exclusive du second nanti; et, s'il en était ainsi, il faudrait s'attacher en premier lieu à la possession réelle exclusive, et à défaut seulement, à la date de la saisine par les connaissements; en réalité, cela aboutit à dire que la possession réelle est exclusive, que la possession fictive par le connaissement n'est pas exclusive, ce qui est admis dans le premier cas, concurrence. Quel que soit le système adopté, sa solution n'en est pas moins inique pour quelqu'un; il y a là une lacune législative que l'on a cherché à combler (2).

Dans tous ces cas, la marchandise était en cours de route, il nous reste à examiner maintenant le transport de possession lorsque la marchandise est arrivée à destination, c'est-à-dire au moyen des transferts en douane des warrants et récépissés. Longtemps, on a refusé cet effet au transfert en douane, l'exposé des motifs de la

(1) M. Lyon-Caen, *Revue critique*, 1880, p. 535 et suiv.

(2) Voir notamment M. Lyon Caen, article précité et *Sur les systèmes proposés* thèse de M. Blaisot, p. 74 et suiv., n°s 82 et suiv., 86 et suiv.

loi de 1863, le mentionne expressément (1). Cependant la question était discutée, et Troplong disait déjà :

« Quant au transfert en douane invoqué comme indice de possession, en général on ne saurait en contester l'efficacité (2) ».

Aujourd'hui, il n'y a plus de difficulté, « le créancier est réputé avoir les marchandises en sa possession, lorsqu'elles sont à sa disposition à la douane ou dans un dépôt public, » (article 92, alinéa 2) (3).

#### MAGASINS GÉNÉRAUX

En France, les Magasins généraux émettent depuis la loi de 1858 des titres doubles, récépissés et warrants. Dans le fonctionnement normal de ces titres, le warrant est destiné à permettre d'emprunter sur la marchandise ; le récépissé, de la vendre (4).

Le législateur de 1848 avait admis l'unité de titre qui fonctionnait en Angleterre, mais ce système que des usages spéciaux facilitent dans ce pays n'était pas pratique en France ; aussi, n'a-t-il produit aucun résultat.

(1) D. 1863, 4, 74, § 10 *in fine* en note. Voir aussi, quoique non tranché Cass. Ch. Civ. 17 mai 1847 et la note D. 47. 1. 161 ; Pont *Petits contrats* n° 1129 p. 679.

(2) Troplong, *Pars.* 302. 309, p. 295 et suiv.

(3) Voir à ce sujet l'arrêt très intéressant Cass. Ch. Req., 28 avril 1884, D. 85. 1. 59 sur la validité du transfert sur les registres de la régie dans une sucrerie *Aff. S. Comptoir du comm. et de l'industrie c. Syndic d'Os-moy* et la note 4 nettement contraire dans Dalloz.

(4) Voir aussi Sur la combinaison du warrant avec la filière dans les ventes à livrer, Dubron, *Etude sur les magasins généraux*, p. 95.

tat pendant les dix années qu'il y a été appliqué (1).

Le warrant est un bulletin de gage; le récépissé un certificat de propriété en général, permettant de disposer de la marchandise sous la réserve des droits du gagiste « La transmission du warrant seul met le créancier gagiste en possession du gage et lui donne le droit de le réaliser à l'échéance » (2).

Pour que l'endossement du warrant produise cet effet à l'égard des tiers, il faut que le premier endossement ait été transcrit, jusque-là, le magasin général possède pour le débiteur, la faillite de celui-ci avant la transcription du premier endossement du warrant priverait donc le créancier de son privilège de gagiste (3).

Il faut voir, dans cette formalité, une mesure de publicité en faveur des tiers.

« D'une façon générale, disent MM. Lyon-Caen et Renault, on peut dire qu'à défaut de transcription, les tiers intéressés peuvent faire considérer le premier endossement comme non venu à leur égard. » (P. 267.)

L'endosseur du récépissé a intérêt à cet enregistrement qui seul indique la somme que la marchandise sert à garantir.

(1) Voir *Sur le fonctionnement en Angleterre*, observation de M. Jarlaud à la Ch. de Comm. de Paris 1891, p. 7, voir aussi Dubron, *Etude juridique et économique sur les Magasins généraux*. Thèse 1898, p. 14 et suiv. et note 1 pour l'usage du warrant avant 1848 en France. MM. Lyon-Caen et Renault, t. III, p. 25 et suiv.

(2) M. Boistel, *Droit commercial*, n° 560, p. 297.

(3) M. Boistel, *Op. cit.*, n° 592 et suiv., p. 297 et suiv. V. MM. Lyon-Caen et Renault. t. III, p. 267 et suiv., note 1, p. 268. C. Paris 1<sup>er</sup> déc. 1866. D. 66. 2. 247, sauf erreur dans les motifs. La transcription des endossements subséquents est possible, mais non indispensable; elle permet au porteur du warrant d'être averti en cas de remboursement total anticipé obligatoire.

Le warrant est un titre à ordre ; l'endossement est donc indispensable et la tradition du titre à elle seule n'équivaudrait pas à une mise en possession valable (4).

« Attendu que la loi n'accorde aucun droit au détenteur des récépissés et warrants qui ne seraient pas régulièrement endossés », dit un arrêt de la Ch. Civ. du 19 déc. 1865 précité.

Il n'est fait aucune exception à la règle du transport de possession, de telle façon, que, si au lieu de constituer les marchandises en dépôt au magasin général, le débiteur y a loué un local pour y déposer toutes les marchandises qui lui appartiennent, il n'y a pas dessaisissement au gré des articles 2076 C. Civ. et 92. Com., il n'y aura pas par suite de constitution de gage (2).

« Attendu, dit l'arrêt précité, que les marchandises pour lesquelles des récépissés et warrants ont été délivrés... se trouvaient déposées dans des magasins loués auxdits sieurs Quemet et Robin, et que ceux-ci, jusqu'à leur déclaration de faillite, étaient restés détenteurs de ces marchandises. »

La règle « nantissement sur nantissement ne vaut » est inapplicable au commerce ; le premier endosseur du warrant peut lui-même le transmettre et ainsi de suite. Il y a là une mobilisation de la marchandise, très favorable à sa circulation (3).

Une autre règle inapplicable est celle de l'acceptation du tiers convenu ; le magasin général détient pour qui

(1) MM. Lyon-Caen et Renault. *Op. cit.* C. de Paris, 15 janvier 1876. D. 1877 1. 156 ; Cass. Ch. Civ. 19 déc. 1865. D. 66. 1. 198.

(2) MM. Lyon-Caen et Renault, t. III, p. 266. Cass. Ch. Req. 17 avril 1882. D. 83. 1. 187. Rapport de M. le conseiller Crépon et note 1.

(3) Dubron, *Étude précitée sur les magasins généraux*, p. 3 et note 1. Article de M. Thaller, *Annales de Droit commercial*, 1894. 2. 56

il appartiendra. Dans la grande majorité des cas, les endos subséquents porteront sur un chiffre sensiblement égal au premier (1), à la différence près du montant de l'escompte; il peut porter sur une somme inférieure, auquel cas la différence sera conservée à l'endosseur précédent; enfin, et très exceptionnellement, l'endossement pourra porter sur une somme supérieure au premier gage, mais il faut alors le consentement du propriétaire de l'objet; les endosseurs précédents du récépissé ou du warrant et le déposant ne sauraient être tenus de cette aggravation des charges de la marchandise en cas d'insuffisance de l'objet du gage et d'insolvabilité des derniers porteurs du récépissé. Si le propriétaire refuse son concours, c'est la nullité du contrat pour tout ce qui excède la somme déclarée dans le premier endossement :

« Attendu... qu'il ne dépendait ni de l'un ni de l'autre de grever la marchandise d'une somme supérieure à celle à laquelle elle avait été affectée suivant le premier transfert transcrit sur les registres de la Compagnie dépositaire et cela, à l'insu et sans le concours d'abord du propriétaire de la marchandise représenté par le porteur du récépissé et ensuite de la Compagnie consignataire (2). »

Le porteur du warrant est un véritable créancier gagiste, il jouit donc de tous ses droits, il lui est même préférable à plusieurs points de vue; comme porteur d'un titre à ordre (3) il a un recours subsidiaire contre

(1) MM. Lyon-Caen et Renault, *Trailé*, t. III, p. 269.

(2) Jug. du Trib. Com. de la Seine, 27 déc. 1869. D. 70.3, 54; MM. Lyon-Caen et Renault *op. et loc. cit.*

(3) MM. Lyon-Caen et Renault *op. cit.* p. 270. Dubron *op. cit.* p. 128.

ceux de qui il tient le titre; comme porteur d'un warrant (1) il n'est primé par aucun autre privilège, si ce n'est le privilège des contributions indirectes (2) réduit à la marchandise sur laquelle porte le warrant et spécialisé contrairement au droit commun du privilège du Trésor; et celui des frais de vente et de magasinage qui ont profité au porteur du warrant. Dès 1858, le porteur du warrant pouvait exercer ses droits sur l'indemnité d'assurance en cas de sinistre. Aujourd'hui, il est rentré à ce point de vue dans le droit commun. (3) Au point de vue de l'escompte, le warrant jouit de la dispense d'une des signatures exigées par les établissements de crédit (Banque de France, deux signatures au lieu de trois) (4). Par une autre dérogation au droit commun, le magasin général peut prêter habituellement sur marchandises consignées (exception à l'art. 441 du Code pénal). Alors, il est créancier possesseur de l'objet (5). Enfin, s'il se trouve en fait propriétaire des marchandises consignées, la jurisprudence le considère encore comme étant tiers détenteur bien qu'en réalité il se trouve à la fois débiteur et possesseur de la chose (6).

(1) MM. Lyon-Caen et Renault *op. cit.* p. 273. Dubron *op. cit.* p. 122.

(2) Exposé des motifs, loi de 1856. D. 1858-4-74.

(3) MM. Lyon-Caen et Renault p. 274. Mais les indemnités allouées par une loi en cas de sinistre ne participent pas à cette faveur, Cass. Ch. Req. 2 août 1880. D. 81. 1. 227 et conclusions conformes de M. Demangeat.

(4) MM. Lyon-Caen et Renault *op. cit.* p. 281.

(5) Scansa *Magasins généraux* 1890 p. 127 et note 1. Voir aussi l'appréciation et les dangers de cette disposition dans les observations présentées à ses collègues de la Ch. de Com. de Paris par M. Jarlaud sur la question des Magasins généraux et des warrants, février 1891, p. 10, 17, 19. Il est à remarquer que la société des Entrepôts et Magasins généraux de Paris n'use pas de l'autorisation conférée par la loi de 1870. Voir aussi pour les vœux et projets, article de M. Thaller. *Annales de Droit com.* 1894. 2. 51.

(6) Voir deux arrêts du même jour C. d'Orléans, 6 janvier 1887. D. 87-2-223. Voir article précité de M. Thaller.

Si la destination normale du récépissé est de transmettre la propriété, il peut cependant servir aussi à constituer en gage la marchandise. Un premier engagement au moyen du warrant a pu ne pas épuiser le crédit légitime de la marchandise, il reste le récépissé ; l'emprunteur l'endosse à titre de garantie (1) ; à l'échéance, le propriétaire doit alors rembourser les porteurs des deux titres, celui du warrant jouissant d'ailleurs d'un droit de préférence sur l'autre. A défaut, la marchandise est vendue sur l'emprunteur et c'est lui qui bénéficie de l'excédent. Si les porteurs du récépissé et du warrant s'entendaient pour cela, ils pourraient faire fractionner leurs titres et constituer des lots d'une marchandise déposée en un seul bloc (2). Nous n'avons pas à nous occuper ici du bulletin de réception qui remplace le récépissé et le warrant pour éviter les frais de timbre, lorsqu'on n'a pas l'intention d'emprunter sur la marchandise.

Le rôle économique des Magasins généraux, par les facilités qu'ils donnent au gage, est de procurer aux négociants ou aux industriels un crédit sur leurs marchandises, soit pendant une crise, soit pour attendre le temps normal de leur écoulement. M. Arnoul résume ainsi leur fonction :

« La législation des Magasins généraux se propose surtout de fournir au négociant et à l'industriel le moyen de consigner sa production ou ses approvision-

(1) Arnoul, *De la liberté possible des Magasins généraux*, *Annales de Droit commercial*, 1890, p. 125 ; MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. III, p. 284.

(2) MM. Lyon-Caen et Renault, *Op. cit.*, p. 265.

nements et de se procurer sur eux le fonds de roulement de son affaire, bien qu'il n'ait pas encore trouvé acquéreur (1). »

Ces établissements peuvent aussi servir de base à une opération consistant à acheter bon marché une marchandise qui, dans peu de temps, doit avoir une grande valeur (2). Leur utilité est très considérable encore à d'autres points de vue (3) : diminution des frais généraux, avantages pour la vente et la constitution du gage, circulation facile et crédit, concentration des produits de vente en gros (économie d'intermédiaires). Ils rendent de grands services à l'industriel et au commerçant en le débarrassant d'un stock de produits fabriqués destinés à la vente, mais dont l'écoulement est lent ou ralenti momentanément. Loin de les gêner, le déplacement hors de chez eux leur est profitable en leur évitant un développement considérable de magasins, très coûteux dans les villes, et en leur permettant d'apporter dans leur activité commerciale ou industrielle, ce nouvel élément de capital épargné, en les faisant profiter aussi d'un crédit très efficace sur la marchandise et en faisant rentrer par le crédit dans la circulation, dès l'achèvement de leur production, des marchandises qui, sans cela, resteraient capitaux improductifs. Leur transport n'est pas une charge pour le commerçant qui se trouve précisément au lieu où est

(1) Arnoul, *De la liberté possible des Magasins généraux. Annales de Droit commercial*, 1890, p. 126.

(2) Scansa, *Magasins généraux*, p. 98.

(3) MM. Lyon-Caen et Renault, p. 241 et suiv., 155 et suiv. Voir Alix Sauzeau, *Manuel des docks, warrants, etc.*, 1861, p. 15.

situé le magasin général ; l'industrie sera souvent dans la même situation ; si l'établissement industriel est installé loin d'un grand centre, ses produits achevés voyageant par grandes quantités, on peut les faire bénéficier de tarifs réduits ou même les transporter par eau. Pour l'industrie agricole, il faut bien le dire, tous ces avantages n'existent pas. Les cultivateurs ne sont pas commerçants ; cela leur ferme la porte de ces établissements, et les avances que l'on consentirait sur leurs marchandises seraient frappées par l'article 411 du C. P. (1). Les produits agricoles qui sont prévus et reçus dans les magasins généraux proviennent donc, non d'agriculteurs, mais d'intermédiaires commerçants. L'accès du magasin général leur fût-il donné, dans l'organisation actuelle des magasins généraux, ils n'en profiteraient guère, à moins d'être dans leur sphère immédiate, éloignés qu'ils sont des centres où ceux-ci sont installés, et leurs produits disséminés ne profitant pas des réductions de tarifs (2) accordées aux transports par grandes quantités ; enfin, les produits agricoles sont à la fois lourds et encombrants, ce qui rendrait plus coûteux l'usage du magasin général.

Si l'organisation des magasins généraux est à peu près complète en ce qui touche le commerce et l'industrie (3), tout est encore à créer en faveur de l'industrie agricole. Nous aurons à étudier, dans notre troisième partie, ce qui a été tenté dans ce sens ; notamment

(1) Voir MM. Lyon-Caen et Renault, t. III, p. 251.

(2) Projet de loi sur les colis postaux de 10 kilogrammes à tarif réduit.

(3) V. Cependant les fraudes d'Orléans en 1887. D. 1887. 2. 223, et le krach des huiles en 1891, à Paris.

quelques syndicats agricoles ont pu réaliser ce desideratum (1), mais combien peu nombreux... Encore ne servent-ils qu'aux cultivateurs les plus rapprochés.

## II. — MARCHANDISES EN COURS DE TRANSFORMATION

Il peut sembler assez étrange de chercher du crédit sur des marchandises non achevées, et plus extraordinaire encore que l'on consente des avances sur une garantie réelle aussi fragile; c'est cependant ce qu'une partie de la législation française sanctionne, et que consacre une pratique de cinquante ans bientôt.

Mais l'industrie a tenté de faire admettre, sans jamais y réussir, la validité de la constitution en gage de certains produits en cours de fabrication : il s'agit de mélasses non épuisées. La législation sucrière s'oppose, à cause de nécessités fiscales, à la constitution en gage de ces produits, et les frappe d'une sorte d'indisponibilité.

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 28 avril 1884, Ch. Req. (2), a formellement refusé le privilège au créancier gagiste; dans une autre affaire, la Cour a donné la même solution (3), mais en se basant sur l'absence de publicité. En réalité, dans l'espèce et à s'en tenir au premier arrêt de la C. de Cass., il y avait le motif d'indisponibilité sur lequel s'était appuyée la Cour d'Appel de Rouen.

(1) Rapport au Congrès d'Orléans les 5, 6 et 7 mai 1897, par M. le comte de Rocquigny, p. 14 et suiv.

(2) D. 1885. 1. 59, et la note 4. Voir aussi sur la question, article de M. Thaller, *Annales de Droit commercial*. 1894. 2. 60.

(3) Arrêt Cass. 15 juin 1887. Ch. Civ. D. 88. 1. 25, et la note.

Sur ce point donc, directement et indirectement, il est jugé que la législation fiscale met obstacle au nantissement des mélasses non épuisées.

Sous un autre aspect, les produits en cours de transformation peuvent être l'objet d'un nantissement; certains produits, par eux-mêmes incomplets, sont travaillés par un tiers pour le compte du producteur, tels sont les cocons qu'un industriel se charge de convertir en écheveaux de soie. Pendant ce temps, aucun principe de notre législation n'empêche l'éleveur, le magnanier, d'emprunter sur ce produit, avec désignation de l'industriel transformateur comme tiers convenu; cela lui permet de pourvoir aux frais d'un nouvel élevage, dès le temps de la transformation du produit précédent. En Italie, cela est en usage (1); le même procédé peut-être mis en pratique par toutes les industries où le producteur fait opérer un travail à son compte sur un produit incomplet.

Mais la législation française connaît aussi, et d'une manière plus absolue encore, le prêt sur nantissement de produits en cours de transformation. Si, d'une façon générale, le gage sans déplacement de ces choses n'est pas encore admis dans nos lois, il est une industrie spéciale qui la pratique avec succès aux colonies depuis cinquante ans.

Lorsqu'en 1848 on voulut émanciper les esclaves dans nos possessions, le Gouvernement songea à la fois à indemniser les colons de la perte matérielle que la loi leur faisait subir et à empêcher la cessation du

(1) Comme nous le verrons plus loin, la banque de Bergame pratique ce prêt.

travail qui aurait été la ruine du pays en distribuant un crédit proportionné aux besoins. Une première loi du 30 avril 1849 réglait l'indemnité accordée aux colons, en rentes sur l'État français, avec création d'une banque dans chaque colonie (article 7). La loi du 11 juillet 1851 vint réglementer pour vingt ans l'institution de ces banques coloniales et leur imposer des statuts qui leur permettaient des opérations tout à fait exceptionnelles.

C'est ainsi que fut introduit dans notre législation le prêt sur nantissement de récoltes pendantes. Le besoin s'en faisait alors plus impérieusement sentir que jamais et avec plus de rigueur que partout ailleurs. La principale richesse coloniale consiste dans la culture de la canne à sucre; ce produit très rémunérateur exige une mise de fonds considérable et constante; c'est une véritable armée de travailleurs qu'il faut payer et entretenir constamment sur le domaine pendant les dix-huit mois de culture.

Au temps où l'on ne payait pas le personnel de culture, son entretien était déjà très considérable, et l'on y pourvoyait au moyen d'emprunts sur hypothèques. Mais du jour où il fallut payer les travailleurs, ce procédé devint absolument insuffisant. On organisa alors le crédit réel de la façon suivante (1).

Le gage demande essentiellement un objet certain qui garantisse le créancier de la rentrée de ses débours.

(1) Sur toute cette partie voir le remarquable rapport de M. Lévillé sur la prorogation du privilège des Banques coloniales déposé à la séance du 19 juin 1897, p. 11 à 20; voir aussi M. Cauwes *Cours d'économie politique*, 3<sup>e</sup> édit. 1893. t. II, p. 451.

Une récolte près de la maturité est pour partie déjà assurée; aussi permet-on aux Banques coloniales de consentir des prêts sur la garantie de cannes à sucre à partir d'un moment où l'on pouvait juger de la valeur de la récolte. Pour garantir davantage encore la sécurité de la Banque on n'autorisa le prêt que jusqu'à concurrence du tiers de la valeur estimée de la récolte (art. 20 des statuts).

Dans ces conditions tous les aléas sont prévus; enfin pour écarter jusqu'à l'ombre d'un soupçon, on édicta une pénalité rigoureuse en cas de détournement de la garantie, l'article 15 de la loi organique déclare applicable l'article 408 C. P. On prévoit même le cas d'abandon d'exploitation; alors, la Banque est investie du droit de réaliser la coupe (article 10 de la loi organique); de même, à défaut de paiement à l'échéance, la Banque peut faire vendre aux enchères sans formalités de justice la récolte et se payer par privilège et préférence sur le prix (article 11 de la loi organique).

Comment maintenant, qualifier une garantie de cette nature? Est-ce un nantissement? est-ce une hypothèque? il semble que ce ne puisse être que l'un de ces deux contrats. Pour satisfaire les scrupules juridiques d'un honorable et savant jurisconsulte on dut trouver une qualification spéciale : prêt sur cession de récoltes, qui selon M. Léveillé est un terme inexact car la Banque n'effectue pas un achat mais un simple prêt sur gage sans déplacement ou sur hypothèque mobilière, ou plutôt mixte d'après le code civil.

Une publicité est organisée en faveur des tiers et des créanciers au bureau de l'Enregistrement. Un mois

avant que le prêt soit demandé, l'emprunteur doit en faire déclaration au receveur de l'Enregistrement qui l'inscrit sur un registre spécial (art. 9 loi du 11 juillet 1851). Les créanciers ont alors un délai d'un mois pour faire opposition avec élection de domicile dans l'arrondissement. A l'expiration du mois, et à défaut d'opposition, la Banque peut consentir le prêt et faire inscrire son privilège; tous droits non encore acquis, ou manifestés sont sans valeur à l'égard de la Banque, à l'exception de saisies immobilières transcrites antérieurement. Les extraits du registre sont délivrés à tous ceux qui le requièrent, par le receveur de l'Enregistrement. Enfin les statuts de la Banque autorisent le prêt à 120 jours (art. 13 des statuts) (1), et la loi déclare justiciable des Tribunaux de commerce tout souscripteur, endosseur ou donneur d'aval des effets souscrits par les Banques (art. 12 loi organique).

Lors du renouvellement du privilège, on inaugura le prêt en faveur des colons fermiers; c'était une extension très favorable du crédit. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les résultats de l'année 1895 pour voir que l'institution a fait des progrès considérables.

La Banque de la Martinique a prêté 5.049.414 fr. 80 sur récoltes pendantes, au taux de 3 à 4 0/0 sur un total de 30.305.217 fr. 43 soit un sixième des opérations totales de la Banque; celle de la Guadeloupe dans les mêmes conditions 17.071.244 fr. 90 sur un

(1) En fait la Banque prête sur nantissement de récoltes pendantes à partir du 10<sup>e</sup> mois puis renouvelle après 4 mois, c'est en réalité un prêt à 8 mois. Rapport de M. Léveillé page 18; cela n'est pas régulier, est dangereux pour une Banque d'émission de titres à vue, mais s'explique par les nécessités pratiques; voir le remède proposé par M. Léveillé.

total de 25.782.267 fr. 93, soit plus des deux tiers au taux de 5 0/0 ; celle de la Réunion 1.425.570 francs seulement sur 17.191.950 fr. 76 à 6 0/0 (1). C'est donc une institution à maintenir, à imiter peut-être.

(1) Ces chiffres sont empruntés au *Messager de Paris*, n° du 22 mars 1896.

## CHAPITRE II

### TRANSPORT DE POSSESSION DANS LE GAGE DU MATÉRIEL INDUSTRIEL

Les marchandises et les objets manufacturés ont seuls été jusqu'ici le sujet de notre étude. Nous nous occuperons maintenant des objets mobiliers servant à l'industrie, du matériel industriel. Aujourd'hui où, comme nous l'avons vu, les conditions économiques ont été bouleversées, où tout est entrepris en grand, le prix d'établissement d'une usine, d'une exploitation quelconque est considérable et aucun élément de fortune ne doit être négligé pour procurer un crédit facile et un taux d'intérêt peu élevé.

L'outillage et le matériel ont une grande valeur, pourquoi ne pas les utiliser? Ce n'est pas un crédit fictif et imaginaire par où l'on cherche à surprendre la bonne foi du prêteur, c'est un crédit solidement assis sur des choses, sur des machines et des meubles de réelle valeur. On nous objectera certainement qu'une machine se détériore, est sujette à une usure rapide. Si cette première objection était très sérieuse, elle mettrait obstacle non pas au crédit réel mobilier corporel, mais à tout crédit réel. Les immeubles urbains sont

aussi sujets aux dégradations même du temps, que les autres biens; que le propriétaire ne l'entretienne pas souvent à grands frais, c'en est fait de la maison et en même temps de la sûreté du créancier.

On peut dire aussi et l'on ne manquera pas de le faire : le crédit veut être solidement fondé, les meubles industriels, même les plus importants, n'ont qu'une valeur toute relative. Essayez de revendre un appareil que vous venez d'acheter, vous en trouverez le prix du métal, à plus forte raison après usage. A cela, on est tenté de répondre que si en principe ces objections sont vraies, si la dépréciation est certaine, on exagère peut-être un peu les choses; au reste, il semble en tout ceci très sage, de laisser à la pratique et au prêteur le soin de veiller à leurs intérêts et nous pourrions citer telle contrée où ces errements ont été suivis pendant vingt années, fécondant le capital et donnant à l'industrie une impulsion énorme qu'est venu entraver un arrêt de principe de la C. de Cas. (1) peut-être très juridique, mais à coup sûr aussi malencontreux que juridique. Depuis lors, l'industrie du pays subit une très forte crise attendant que les capitalistes puissent retrouver une sécurité dont ils se contentaient facilement, sans nuire à aucun, dans le matériel industriel de leurs débiteurs.

(1) Voir *infra*, p. 83 et suiv. : « Au cours du procès actuel, il a été énoncé que la banque qui était partie avait constamment pour plus de cinq millions d'avances garanties par des nantissements de ce genre. » Note dans Dalloz 79. 1. 65. Consulter aussi au sujet de cette pratique et des besoins qui l'ont amenée une série d'articles publiés dans divers journaux financiers sur le warrantement en fabrique. Voir spécialement *Journal la Finance*, n° du 15 nov. 1877, reproduisant un article du *Messenger de Paris*, n° du 6 déc. 1877; du 24 oct. 1878, p. 687.

Comment maintenant utiliser cette valeur que nous avons essayé de démontrer assez sérieuse et certaine pour servir de base au crédit réel? Le nantissement est bien la forme indiquée à cet effet, il s'agit de meubles et la seule cause de préférence contractuelle est le nantissement; mais même cette forme des contrats créateurs de sûreté réelle mobilière est difficilement praticable. La nécessité du transport de possession est une gêne considérable. Aussi quelques pays étrangers l'ont-ils supprimée ou tournée : telles les législations anglo-américaines qui sous une certaine forme admettent le gage sans déplacement, ou ce qui est équivalent l'hypothèque mobilière. Le Portugal suit une méthode différente, quelques créanciers sont protégés par des privilèges spéciaux et de classes à part; ainsi, le vendeur ou réparateur de meubles ou machines sur ces choses (art. 882, 3<sup>e</sup> et §§ 3 et 6) (1) de matières premières sur les produits fabriqués, article 883. Ce privilège existe bien en droit français mais il y est réglé d'une façon qui le rend peu pratique. Enfin MM. Gide et Lyon-Caen (2) disent que le droit commun allemand se contente du constitut possessoire, et que quelques codes particuliers permettent de remplacer le transport de possession par une autre formalité.

Nous allons étudier successivement les divers essais d'adaptation directe dans les faits et la jurisprudence que l'on a tentés en France pour approprier le crédit

(1) Voir MM. Laneyrie et Dubois, *Code Civil portugais* du 1<sup>er</sup> juillet 1867 (1896), p. 275 à 277.

(2) MM. Gide et Lyon-Caen, *Code de Commerce allemand* (1881), note 4, sous l'art. 309.

réel à l'industrie; l'application directe dans la loi, puis ensuite, nous examinerons une évolution en partie complète qui s'est produite à propos de certains meubles (les navires); enfin les divers détours tentés en France pour éviter le transport de possession.

#### § 1. — ESSAIS D'ADAPTATION DIRECTE

Une des premières tentatives soumises à la jurisprudence porte sur un droit incorporel représenté par des objets mobiliers corporels, il s'agit de propriété artistique, musicale incorporée pour ainsi dire dans les pierres et planches gravées de l'œuvre. Le transport en était facile, l'usage intermittent et la question de mise en possession ne se présentait pas avec de grosses difficultés. Le point délicat était le droit de se servir de ces pierres et planches gravées, réservé par le contrat au débiteur.

« Considérant, dit l'arrêt (1) que le droit accordé au débiteur, dans l'espèce, par une stipulation expresse du contrat de gage, de se servir des pierres et planches lithographiques pour tirer des exemplaires des ouvrages n'en altère aucunement la substance, lesdites pierres et planches lithographiées qui sont le signe du droit de propriété devant toujours rester en la possession des tiers désignés. »

Voilà donc un premier point admis par la jurisprudence, l'usage de la chose suivant sa destination nor-

(1) Cour de Paris, 15 janvier 1874. D. 75.2.43.

male par le débiteur n'invalide en aucune façon le contrat, c'est un premier pas de fait.

Les praticiens n'avaient pas attendu cette première concession de la jurisprudence; depuis vingt ans fonctionnait dans le nord de la France, sur la place de Calais, une pratique très ingénieuse qui procurait aux capitaux de la contrée un placement avantageux, sûr, et des ouvertures de crédit faciles, peu coûteuses aux industriels.

Voici quel était ce système très favorisé par les usages du pays (1). La principale industrie est celle du tulle; elle nécessite un ou deux métiers très chers, et c'est là tout le matériel. Ces conditions favorisent la multiplication du petit patronat, si fertile en résultats de travail et d'épargne, et le nombre des industriels est en effet considérable. Chacun est propriétaire d'un ou de plusieurs métiers et par son intelligence et son travail il fait fructifier ce capital relativement modeste qui compose toute sa fortune.

La surface est insuffisante pour que sans garantie, un banquier avance les fonds nécessaires à la marche de l'exploitation, voire même à l'extension des opérations par l'achat de nouveaux métiers. Quelle autre garantie peut-il offrir que celle résultant de ses métiers? Tout son avoir est engagé sur eux, et il n'a pas de fonds disponibles; d'un autre côté, ceux-ci sont indispensables à l'exercice de son industrie; comment alimenter ces machines? les transporter chez son bailleur de fonds, c'est arrêter ses affaires et rendre son capital improductif.

(1) Voir sur tous les développements suivants, jug. du Trib. de Calais et note 1, 2, 3, 4. Sous Cassation 19 mars 1878. D. 79.1.65.

tif; lui refuser la possibilité de contracter un emprunt sur le gage de ses machines, c'est augmenter les risques du créancier et élever proportionnellement le taux de l'intérêt, peut-être empêcher toute avance ou rendre inutile et impraticable l'ouverture de crédit, en un mot, c'est la ruine de l'emprunteur. Que l'on ait alors songé à utiliser les facilités spéciales créées par les usages locaux, il n'y a rien là de surprenant.

Chacun des industriels est locataire d'une portion de vastes bâtiments d'usines où est distribuée la force motrice; de cette situation spéciale, on a cherché à tirer le meilleur parti au point de vue du crédit. Le propriétaire de la grande usine a par suite de sa distribution de force motrice accès dans tous les locaux industriels de ses locataires; en outre, seul il a les clés de la porte principale de l'usine, les locataires n'ayant que les clés de leurs locaux particuliers.

« Dès lors, on s'est demandé s'il ne serait pas possible d'obtenir du propriétaire de l'usine qu'il consentit à se porter détenteur des métiers, non pas seulement pour lui-même, comme la loi l'y autorise en tant que bailleur mais encore pour le compte du créancier qui consent à prêter sur le nantissement des métiers. Il deviendrait alors tiers convenu entre les parties pour exercer la détention au profit du créancier gagiste (1).

Cette doctrine admise et très fortement motivée par le Tribunal de Commerce de Calais (2) a été repoussée

(1) Note précitée. D. 79.1.65.

(2) Jugement du 27 mars 1875 ou 1876. La date 1874 indiquée par Dalloz est fausse, puisque le jug<sup>e</sup> mentionne à plusieurs reprises un acte notarié du 10 décembre 1874.

par la Cour de Douai et la Cour de Cassation. Le Tribunal appuyait notamment son argumentation sur l'arrêt précité de la Cour de Paris du 15 janvier 1874 permettant au débiteur l'usage de la chose engagée. Il aurait pu aussi se fonder sur un arrêt de la Cour de Grenoble (1) où il s'agissait d'un nantissement constitué par un entrepreneur sur le matériel industriel employé dans une maison centrale et qui le reconnaissait valable malgré l'usage de ce matériel par le débiteur (cela n'a même pas fait question), ou ceux qui le représentaient, et bien qu'une maison centrale ne saurait être considérée comme dépôt public (affirmation contraire de l'arrêt). Il n'y avait en réalité de différence de situation entre les deux cas que ce fait, que le débiteur usait de son matériel par l'intermédiaire de tiers dans le premier et sans intermédiaire dans le second (ce qui avait été admis par l'arrêt de Paris) et que, d'autre part, c'était l'État qui détenait le gage, sans le savoir peut-être, tandis qu'en notre espèce, le tiers détenteur était un particulier, le propriétaire de l'immeuble, qui avait accepté ce rôle. Nous nous bornons seulement à relever cette contradiction apparente.

Avant d'étudier si le propriétaire peut être tiers détenteur, examinons si le privilège du bailleur est fondé sur une idée de gage tacite. La question posée en ces termes a longtemps paru devoir être tranchée affirmativement. M. Labbé (2) et M. Thaller (3) s'y sont

(1) Cour. de Grenoble, 1<sup>er</sup> mars 1867. D. 67.5.288.

(2) M. Labbé, *Note sous Cassation*, 14 déc. 1892. S. 93-1-169.

(3) *Annales de Droit commercial*, 1896, p. 293-294, à propos du privilège du bailleur dans la faillite.

les premiers refusés. Le privilège, fondé sur le gage, repose sur un transport de possession :

« Dire qu'il possède (le propriétaire), par l'entremise de l'immeuble qui est à lui, c'est une fiction, c'est plutôt une inexactitude », dit M. Thaller. — « Une chose inanimée, dit M. Labbé ne saurait être qualifiée de possesseur, de ministre, d'agent de la possession d'autrui. »

Et plus loin il ajoute :

« La possession du créancier et, par contre, la dépossession du débiteur est la condition du gage conventionnel (C. Civ. 2076). Pour la sûreté légale du bailleur, elle n'est pas exigée, elle n'est pas réalisée, elle est remplacée par un équivalent. La possession qui n'est pas enlevée au preneur est remplacée par cette prescription de la loi, que les meubles soient placés et maintenus dans les lieux loués ou en corrélation avec la ferme pour son exploitation (1). »

Ces auteurs complètent la réfutation par un argument historique que nous retrouverons plus loin. Concluons donc avec ces éminents maîtres que la « théorie du gage manque de base (2).

Si le privilège du propriétaire n'est pas fondé sur le gage et sur la possession, comment le propriétaire, en tant que propriétaire, pourrait-il conserver la possession pour autrui (3)? Cependant rien ne l'empêche de rem-

(1) M. Labbé. Note précitée.

(2) M. Thaller, *Annales de Droit commercial*, 1896. Article précité.

(3) L'auteur de la note de Dalloz, 79.1.65, dit aussi qu'il y a dans la possession du bailleur une possession anormale qui ne saurait profiter au créancier gagiste ; il fait en outre remarquer que les droits du bailleur n'assureraient pas au créancier une sécurité suffisante, car ils sont ineffi-

plir effectivement le rôle de tiers détenteur, et, en fait, dans l'espèce soumise au Tribunal de Calais, à la Cour de Douai et à la Cour de Cassation, les trois juridictions auraient pu tomber d'accord pour reconnaître la validité du nantissement. Chacune des juridictions a prononcé contre ses opinions habituelles. Le Tribunal de Commerce a soutenu la clandestinité du gage; les Cours d'Appel et de Cassation se sont attachées à l'interprétation littérale du texte et ont abandonné pour la circonstance les tempéraments de fait qui les guident à l'ordinaire. La clandestinité du gage est insoutenable aujourd'hui et c'est peut-être ce qui a indisposé la Cour d'appel. Celle-ci aurait vraisemblablement accepté facilement une équivalence à la possession que justifiaient les faits, la publicité dont avait été entouré le contrat et la pratique courante de plus de vingt années sur la place (1); elle n'eût pas donné gain de cause à des tiers que, comme le fait très justement remarquer le jugement du Tribunal de Commerce, leurs relations commerciales avec l'industrie tullière ne pouvaient pas laisser dans l'ignorance des usages de la place et se trouvaient être de mauvaise foi; ils ont profité d'une circonstance fortuite sur laquelle ils ne pouvaient compter mais sont restés parfaitement dans leur rôle; la Chambre des Re-

cuses en fait à empêcher un objet individuel d'être distrait et leur extension au créancier gagiste manquerait de la publicité que la loi recherche dans le transfert de possession.

(1) « Considérant... qu'en fait, dit le jug<sup>e</sup>, il est constant que le système des nantissements constitués dans les mêmes conditions que celui faisant l'objet du litige est passé dans les usages de la place de Saint-Pierre où ils se pratiquent journellement depuis plus de vingt ans; qu'il a depuis longtemps au vu et au sù de tout le monde pris des proportions telles que les intéressés ne peuvent en ignorer l'existence. »

quêtes a suivi la Cour d'Appel et rejeté le pourvoi ; elle aurait probablement agi de même si la solution de la Cour eût été contraire.

Comme le fait remarquer l'auteur de la note de Dalloz, si les clés des locaux particuliers eussent été remises chaque soir au concierge de l'usine, toute difficulté aurait semblé écartée, c'eût été là une marque plus ostensible de la possession et de la garde ; quant à la mention dans le bail et à la réserve dans les quittances de loyer des droits du créancier gagiste, ce serait une publicité excellente. Dans le cas particulier de l'espèce, elle aurait une valeur d'autant plus forte, que le moteur central et les machines de transmission appartenaient au bailleur, que rien n'avertissait les tiers, que les métiers n'étaient pas dans les mêmes conditions, et que cette circonstance les invitait à plus de circonspection. En résumé la pratique après avoir fait admettre le droit pour le débiteur d'user accidentellement de sa chose, a désiré compléter ce premier succès par un second, elle eût voulu que la jurisprudence validât le gage portant sur le matériel industriel en en permettant l'usage constant au débiteur, et les juridictions saisies ne l'ont pas autorisé.

Quoi qu'il en soit, cette décision a eu le plus fâcheux contre-coup sur l'industrie locale et a porté la crise à son maximum d'intensité, c'est d'ailleurs ce qu'avait prévu le Tribunal de Commerce de Calais :

« Considérant, dit le jugement, qu'entraver ce genre d'opérations aurait certainement pour résultat de gêner et de paralyser l'industrie dans ses actes les plus légitimes et les plus dignes d'intérêt. »

L'intérêt du débiteur a été en définitive, ici, sacrifié plus encore que celui du créancier. Il y perd une partie de son crédit. Il est d'autres circonstances où l'intérêt du créancier seul est en jeu ; sa faiblesse le met dans la dépendance de son puissant emprunteur, comme l'emprunteur est en général à la merci du créancier.

Si dans l'industrie proprement dite cette difficulté de la remise en possession est, pour le prêteur lui-même, une cause de gêne et quelquefois de décisions malheureuses, que dirons-nous lorsque 'au lieu d'un créancier maître de stipuler des garanties, d'assurer par privilège le recouvrement de sa créance, nous nous trouvons en présence d'une foule de créanciers anonymes répandus sur toute la surface de la terre, comme dit M. Holdheim dans un remarquable article (1), sans aucun lien, sans aucune cohésion, aucune direction, livrés sans défense à l'emprunteur. C'est la situation que présentent les obligataires des grandes Compagnies industrielles et financières ; sans parler des procès récents qui ont ému l'opinion publique, certaines Compagnies de chemins de fer nous ont malheureusement montré l'injustice objective que peut créer cet état imparfait de la législation. Les porteurs d'obligations se trouvent en effet dans cette situation que, n'étant représentés par personne, personne n'a qualité pour stipuler en leur nom (2) ; que d'autre part le nantisse-

(1) Holdheim, Mortgage et Mortgagebonds. *Annales de Droit commercial*, 1895, p. 127.

(2) Syndic de la Compagnie d'Orléans à Châlons c. Touzard et consorts. Cour de Paris 1888 (2 février). D. 89. 2. 165, malgré la déclaration du président du Conseil d'administration de la Compagnie (aff. des chemins de fer de l'Eure).

ment des meubles corporels de la Compagnie dont on ne saurait contester l'importance au point de vue du crédit et de la garantie, est impossible. Le transport de possession est encore plus manifestement impraticable que tout à l'heure (1); il n'y a pas ici de tiers détenteur possible. Et cependant, priver une Compagnie de chemin de fer de la faculté d'emprunter sur le nantissement de ses machines et objets mobiliers, c'est la priver d'une source féconde de crédit, étant donnée surtout l'importance du matériel industriel mobilier.

Les tentatives de l'industrie pour faire admettre la constitution en gage de son mobilier d'exploitation avec la jouissance libre du matériel conservée au débiteur n'ont jamais obtenu l'adhésion des Tribunaux. Il y a donc ici tout à faire. Nous pouvons dire, en résumé, que si les praticiens ont réussi à faire admettre l'usage temporaire du matériel industriel par le débiteur, la jurisprudence après une première hésitation a refusé de valider la constitution en gage avec usage constant du débiteur; elle n'a jamais accepté la jouissance libre du matériel au profit de celui-ci et a dénié tout privilège au créancier.

Après avoir examiné les essais directs de constitution en gage, du mobilier industriel dans le domaine des faits et de la jurisprudence nous allons en poursuivre l'étude au point de vue législatif.

(1) Voir un autre arrêt du 2 février 1888. D. 1889-2-163.

§ 2. — ADAPTATION DIRECTE DANS LA LOI

*Privilège du propriétaire et nantissement en matière maritime et fluviale.* — Nous avons vu plus haut que le privilège du bailleur ne s'appuie pas sur une idée de gage, pourquoi dès lors l'étudier ici? C'est à cause de ses points de ressemblance et de l'exemple qu'il peut nous fournir. Introduite par le prêteur, cette institution juridique s'est transmise dans l'ancien droit français, s'y est comme figée malgré la disparition graduelle (quant aux meubles) du contrat qui lui servait de base, et a passé ainsi dans le code où elle subsiste encore à l'état d'instabilité théorique. Reposant sur des meubles, on n'a pas en droit français la ressource de la rattacher à l'hypothèque; on ne peut davantage l'expliquer par un gage tacite, la condition de la mise en possession essentielle en matière de gage n'étant pas exigée par la loi pour la conservation du privilège du bailleur.

A la vérité, en passant dans le droit français, elle n'a rien perdu de son ancien caractère, elle était et est restée hypothèque mobilière. M. Labbé (1) s'exprime en ces termes :

« L'introduction de cette action (quasi servienne) est une des phases du progrès qui a fait admettre une garantie réelle sans possession de la part du créancier, c'est-à-dire l'hypothèque.

» La distinction moderne entre les meubles et les immeubles au point de vue du droit de suite et de la

(1) M. Labbé, note sous Cassation, 14 décembre 1892. S. 93. 1-169.

constitution des sûretés réelles, a fait rejeter le privilège du bailleur du côté du nantissement; nous ne devons pas l'exagérer. »

Et M. Thaller (1) dit à son tour :

« Très facile à justifier au temps où l'on admettait l'hypothèque sur meubles, il déroge aujourd'hui aux principes du nantissement. »

La publicité qui est devenue de l'essence de l'hypothèque aussi bien que du gage est représentée dans le privilège du propriétaire par la nécessité du maintien des meubles dans les lieux loués.

« Les meubles, les fruits, ont été déposés dans les lieux loués et servent à leur utilisation; c'est la condition du privilège, c'est l'avertissement donné aux tiers (2). Et le même auteur appelle plus loin cette condition, « une extériorité parlante pour les tiers ». Que cette publicité soit insuffisante (article de M. Thaller), cela est vrai le plus souvent, rien n'empêcherait d'exiger en certaines circonstances, lors de l'enregistrement du bail par exemple, une déclaration de loyers et fermages arriérés.

Il peut en effet y avoir dans cette lacune de la publicité, une source de préjudice pour des tiers, sauf à déterminer quels ils sont (3).

(1) M. Thaller *Annales de Droit commercial* 1896, article précité p. 293. 294.

(2) M. Labbé *op. et loc. cit.*

(3) Nous nous écarterions cependant de l'avis de M. Labbé (note précitée) qui attribue concurremment le privilège à l'acheteur et au vendeur créanciers de loyers échus. Le vendeur d'immeubles peut se trouver en présence de deux catégories de personnes : 1° l'acheteur avec lequel il a traité d'après le chiffre de revenus marqué par les baux et envers qui la bonne foi l'oblige à le laisser jouir de ces revenus; il y a là une application particulière

Quoi qu'il en soit, et malgré l'imperfection de ce système de publicité, nous tenons à constater qu'en dépit des articles 2119 et 2118 du C. Civ., l'hypothèque mobilière subsiste encore sous un autre nom dans notre législation. Les mots nantissement et hypothèque sont beaucoup plus séparés que les choses; en réalité, c'est le même contrat, seule la publicité diffère et quelques effets dus à la combinaison des principes qui les régissent avec d'autres règles. Cela est si vrai, que nous allons assister maintenant à l'évolution progressive et à peu près complète du nantissement d'un genre particulier de meubles en hypothèque.

Les navires, ces meubles de valeur si importante aujourd'hui surtout, ont été les premiers que l'on ait cherché à soustraire à la nécessité de la mise en possession, cela s'explique par leur nature et leur situation économique. M. Grivart (1), dans son rapport à l'Assemblée nationale indique avec beaucoup de précision les causes de cet état :

« Ainsi l'industrie maritime perfectionne son outillage, les navires deviennent plus grands, plus rapides, plus durables surtout; mais ils coûtent infiniment plus cher, et il n'est pas rare qu'une seule construction immobilise un capital qui eût autrefois suffi pour l'achat et

de la règle : qui doit garantir ne peut évincer. En l'absence de clauses explicites dans la vente, nous donnerions la préférence à l'acheteur. 2° Si le vendeur se trouve au contraire en présence de tiers et que les règles de l'article 2102 1° aient été observées, c'est-à-dire si les meubles ont été maintenus dans les lieux loués, en l'état actuel, il y a privilège au profit du vendeur. Dans tous les cas, l'article 2076 est inapplicable. Conf. Labbé précité; *Contra*. Cass. Req. 14 décembre 1892, rapport de M. le conseiller Loubers. S. 93. 1. 174; D. 94. 1. 265 et note de M. Lebreton.

(1) Dalloz, 1875. 4. p. 64. Note 1 (I, II).

l'armement de toute une flotte. Le changement qui s'est produit dans la situation économique de la marine marchande a rendu d'autant plus sensible ce qu'il y a de défectueux ou d'insuffisant dans l'organisation du crédit maritime. »

Il ajoute qu'aucune des sûretés réelles n'est applicable aux navires. Ils sont meubles, l'hypothèque ne s'applique qu'aux immeubles. Le nantissement exige transport de possession au créancier, et cette obligation condamnerait le navire à une inaction ruineuse (1). Le commerce maritime a cependant besoin de capitaux considérables; aussi, pris entre cette impossibilité d'une part et le besoin vital de fonds, a-t-il de connivence avec les tribunaux, cherché à tourner la loi.

La jurisprudence... « tend à satisfaire le premier besoin de ce commerce qui est d'assurer aux armateurs la possibilité de se procurer des avances, en offrant leur navire comme garantie spéciale au prêteur (2). »

Dès 1831, la question préoccupait Pardessus qui la résolvait en assimilant le nantissement des navires à celui des objets mobiliers incorporels (3), par la remise des titres constatant la propriété du navire. Dufour (4)

(1) Il est à remarquer que toutes ces raisons s'appliquent à la lettre au nantissement de tout matériel industriel, comme du reste toutes celles qui ont été données en faveur de l'hypothèque maritime, l'industrie maritime, immobilisant comme les autres des capitaux destinés à la transformation (par le transport). Voir Dalloz, *supp. mot. Droit maritime*, t. VI, n° 401, p. 105 et suiv.

(2) Dufour, *Droit maritime* I, p. 336.

(3) Pardessus *Droit commercial*, t. IV, p. 405 à 407. Remarquer l'analogie avec le procédé qu'emploie la jurisprudence civile pour valider dans le nantissement des fonds de commerce le gage des objets mobiliers corporels sans transport de possession.

(4) Dufour. *Droit maritime*, I, p. 331 et suiv.

fait remarquer que l'article 226 C. Com. exige le maintien de ces pièces à bord, il est impossible au capitaine de s'en dessaisir. Si ce mode était ici applicable, il en résulterait une publicité très imparfaite, mais dont la jurisprudence se contenterait probablement.

A ce procédé, Dufour en substitue un autre : l'inscription sur les registres de la douane (1). Il présente un argument très fort et qui a presque toujours été accueilli par la jurisprudence.

« Ainsi donc, dit-il (2), exiger en matière de nantissement de navire la même possession que pour les meubles ordinaires, ce serait dire d'une manière détournée que les navires ne sont pas susceptibles de nantissement; mais alors ce serait créer une prohibition qui n'est pas dans la loi, et étouffer un droit qu'elle consacre sous le servilisme de la forme. »

Considérant ensuite quel est le but visé par la loi dans le transport de possession, il y voit une raison de publicité. Or, dans le commerce maritime, traiter sans consulter les registres de la douane, c'est faire preuve d'une négligence coupable qui ne mérite pas la protection de la loi; si donc le créancier a fait mentionner sur

(1) Jur. conf. Cour de Rennes, 29 déc. 1849: D. 52. 2. 8. (motifs); Cour de Pau, 24 mars 1884, D. 85. 2. 68. Dall. supp., mot *Droit maritime*, n° 401; équivalent accepté par la jurisprudence: soumission du navire sous le nom du créancier aux redevances des villes pour la navigation fluviale. Trib. Com. Lyon, 9 février 1873. D. 76. 1. 219. Aff<sup>re</sup> Paccard. Cour de Caen, 7 févr. 1878. Dall. supp. précité, note 1, p. 105 et 106. Paul Pont, *Petits Contrats*, t. II, n° 1130, p. 682. MM. Lyon et Renault combattent ce procédé qu'ils trouvent peu juridique; l'interprétation stricte est de règle en matière de privilège et les équivalents ne peuvent, disent ces auteurs, remplacer la mise en possession; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, n° 73, p. 51 et s.

(2) Dufour, *Droit maritime*, t. I, n° 238, p. 332 et suiv.

les registres de la douane son droit de nantissement, « il a exercé ainsi une sorte de mainmise sur la chose représentée par les documents publics qui attestent aux tiers l'état de la propriété ; mainmise fictive, il est vrai, mais la seule qui fût à la fois praticable et efficace (1) ».

Dans la note, l'auteur ajoute même que la mention du nantissement sur l'acte de francisation (2) qui se trouve entre les mains de l'administration des douanes, a été jugée suffisante par la jurisprudence. Les auteurs font généralement remarquer que ces solutions proviennent d'une confusion entre la possession exigée et la publicité (3); la publicité est seulement une qualité essentielle de la possession (4).

Une autre manière de procéder, suivie par la pratique commerciale et sanctionnée par la jurisprudence, consiste dans une vente simulée (5). La simulation a peut-être ici moins de dangers qu'ailleurs, au point de vue des tiers, la vente des navires étant entourée d'une publicité très réelle. Elle présente cependant de grands dangers pour le prêteur qui, par le fait de sa garantie, se trouve astreint à toutes les responsabilités parfois

(1) Dufour, *op. cit.*, p. 334 et s. et note 2.

(2) Cass. Ch. Civ. Rej. Délib. Ch. du Conseil, 27 fév. 1877. D. 77. 1. 209. Conf. Pont *Petits Contrats*, t. II, n° 1130, p. 682 et suiv. Jur. rapportée, Dalloz, supp. mot *Droit maritime*, n° 402, p. 107, et *Contra* Baudry-Lacantinerie et de Loynes, précité.

(3) Baudry-Lacantinerie et de Loynes. *Op. et loc. cit.* Dalloz, supp., *op. cit.*, n° 402, 403.

(4) Cass. Req., 29 déc. 1875. D. 76. 1. 219 et les auteurs cités note précédente. Cr de Pau, 24 mars 1884. D. 85. 2. 68, et Cass. 11 février 1885. Ch. Req. D. 85. 1. 447 et note.

(5) Cr de Rennes, 29 déc. 1849. D. 52. 2. 8.; Cass. Req., 2 juillet 1856. D. 56. 1. 427. Cass. Ch. Civ. Délib. Ch. du Conseil, 9 juillet 1877. D. 77. 1. 417 et suiv. Cass. Ch. civ., 27 fév. 1877, précité. Trib. Com. Lyon, 9 février 1873. D. 76. 1. 219. Pont, *op. et loc. cit.*

très importantes du propriétaire (1). En outre, propriétaire apparent, rien n'empêche le créancier de vendre le navire sans revendication possible (2). Malgré ces inconvénients, la pratique la plus usuelle se rattachait à ce procédé avant (3) la loi de 1874, et la jurisprudence n'hésitait pas non plus à l'admettre.

Si la jurisprudence et la pratique s'étaient ainsi ingéniées à tourner les difficultés de la loi, c'était, à n'en pas douter, que la loi était mauvaise; aussi, le législateur, cédant enfin aux nécessités des choses, fit-il une législation spéciale pour ce genre de meubles. Il rendit à l'hypothèque mobilière une place avouée dans notre législation en admettant sa constitution sur les navires.

Cependant la réforme même au profit de ce genre de meubles n'est pas complète. La loi n'autorise l'hypothèque des navires que pour les bâtiments de mer jaugeant au moins vingt tonneaux. Diverses propositions ont été faites dans le sens d'une extension, notamment au profit de la batellerie fluviale (4). Les lois de 1874 et de 1885 ont-elles innové au point de vue du gage? MM. Lyon-Caen et Renault (5) ne le pensent pas.

(1) MM. Lyon-Caen et Renault. — *Traité*, t. VI, 1896, n° 1610, p. 539. Dalloz, supp., mot *Droit maritime*, n° 406, p. 106. Baudry-Lacantinerie et de Loyne. *Op. cit.*, n° 73, p. 50 et suiv.

(2) MM. Lyon, Caen et Renault. *Op. et loc. cit.* Baudry, Lacantinerie, *Op. et loc. cit.*

(3) MM. Lyon-Caen et Renault. — On a comparé, non sans raison, ce procédé de mise en gage des navires avec le contrat de Fiducie à Rome; il présentait les mêmes dangers.

(4) MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. VI, n° 1617, notes 1, 2, p. 543.

(5) MM. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 1675, p. 581.

« Les lois de 1874 et de 1885, disent ces auteurs, ont reconnu cette nouvelle sûreté réelle, sans supprimer le gage, et il est de principe que tous les biens meubles peuvent être donnés en gage. En admettant l'hypothèque maritime, nos lois n'ont pas enlevé aux navires leur caractère mobilier. »

Lors même que l'on admettrait la solution contraire, le gage resterait possible pour les bâtiments non visés par ces lois. Ainsi dans notre législation, voici deux exemples de l'hypothèque mobilière ! Que leur publicité ou leur étendue d'application soit incomplète, c'est possible ; il n'en est pas moins vrai qu'il y a là une tendance à signaler et peut-être des exemples à suivre dans cette adaptation directe par la loi. Nous allons examiner maintenant les différents détours employés par les praticiens pour atteindre ce résultat final, et leur fortune diverse.

### § 3. — ESSAIS D'ADAPTATION INDIRECTE.

*Moyens d'éviter la nécessité du transport de possession dans le gage.* — Nous avons vu à propos du gage des navires que la jurisprudence s'était associée à certains détours, qu'elle avait même admis des équivalents à la possession exigée par les articles 2076 C. Civ. et 92 C. Com. On a d'abord cherché à tourner la difficulté en déguisant le nantissement sous un autre contrat, mais là n'est pas le seul moyen. Après le nantissement déguisé sous forme de vente au créancier, nous passerons à l'étude d'autres modes : l'hypothèque de l'objet après

immobilisation, la vente d'un objet sous la condition suspensive du transport de la propriété lors du paiement intégral, et ses corollaires, location de la chose avec promesse de vente après un certain nombre de loyers échus et payés, concours sur l'objet immobilisé, des créanciers ayant un droit réel sur celui-ci et des créanciers hypothécaires; enfin le nantissement du fonds de commerce, en tant qu'il comprend à titre accessoire le matériel industriel et les marchandises.

1° *Nantissement déguisé*. — Le nantissement peut être déguisé sous la forme d'une vente sous condition résolutoire, ou d'une vente sous condition suspensive. Déguisé sous la forme d'une vente sous condition résolutoire, la jurisprudence a refusé d'admettre la validité du nantissement; tout ce qui ressemble de près ou de loin au contrat pignoratif est impitoyablement proscrit, il y a en fait pour ainsi dire présomption de mauvaise foi, même le contrat étant parfaitement honnête et ne déguisant aucune convention usuraire. Maintes fois la jurisprudence a eu à statuer sur ce point, et jamais elle ne semble s'être départie de sa rigueur (1). Déguisé sous la forme d'une vente sous condition suspensive au contraire, la jurisprudence a généralement admis la validité du nantissement (2). La doctrine s'est divisée

(1) Trib. de Com. de Calais, 19 mars 1878. C. de Douai, 10 juillet 1878. Cass. Ch. Req. rej. 11 mars 1879. D. 79.1.40, et la note. Le plus souvent cette convention est accompagnée de relocation et de vileté du prix; C. de Limoges 18 juin 1888. D. 89.2.240 et les renvois en note; C. de Paris, 18 avril 1839. D. 90.2.342. Voir aussi la thèse de M. Clappier 1897, Paris, p. 151 à 153.

(2) Cass. 29 août 1849. Ch. Civ. rej. D. 49.1.273. La Cour a bien soin de dire qu'il n'y a pas nantissement; elle ne veut pas consentir au déguisement, elle y voit seulement une vente véritable sous condition suspensive,

sur ce point (1). Néanmoins il ne serait peut-être pas prudent de constituer un gage sous cette forme, l'article 2078 ayant toujours été sanctionné avec une grande sévérité par la jurisprudence. Aussi, le plus souvent l'article 2078 n'était-il écarté que parce qu'une clause du contrat stipulait une estimation de l'objet, lors de l'événement de la condition. Quelques arrêts ont même frappé la convention d'une nullité radicale.

2<sup>o</sup> *Hypothèque grevant l'objet immobilisé.* — Mais au lieu d'une opération déguisée qui tient toujours en éveil dans la crainte des fraudes, on peut recourir à d'autres moyens. L'hypothèque permet les avances sur garantie réelle sans dépossession du débiteur; rien n'empêche d'obtenir ce résultat. Le débiteur est-il propriétaire de l'immeuble qu'il habite? il immobilisera son matériel par destination (2) (articles 524, alinéas 10, 11 et 525).

Certaines circonstances locales faciliteront singulièrement la chose. A Lyon, par exemple, l'ouvrier économe n'a qu'un but, devenir propriétaire de l'étage qu'il occupe avec sa famille; dans ces conditions, les avances sur hypothèques peuvent être fréquentes et faciles.

Si le débiteur n'est pas propriétaire de l'immeuble, la question se complique de l'autorisation du pro-

L'effet est le même; C. de Montpellier, 1<sup>er</sup> ou 21 mars 1855. Cass. Ch. Req. rejet 26 fév. 1856. Promesse de vente sous condition suspensive. D. 56.2.219 et la note 1. D. 56.1.116. Voir aussi Dalloz reper. mot *nantissement* n° 108.

(1) Voir la note D. 49.1.273 sur les trois systèmes proposés.

(2) V. note sous C. de Toulouse, 15 mai 1879. D. 79, 2, 176; Clappier, *Conditions de formes nécessaires à la constitution du droit de gage sur les choses incorporelles*, p. 144 et 146.

priétaire ; cette clause n'est pas aussi rare qu'on peut le penser, en pratique (1) ; si les espèces s'appliquent plutôt à des constructions, c'est que l'immobilisation par constructions est plus fréquente que les autres, mais ce serait le même résultat. La complication qui résulte du consentement du propriétaire n'est pas une difficulté insurmontable. Si même le propriétaire consentait des avances en argent à son locataire indépendamment de toute immobilisation, il serait garanti par le privilège du bailleur, cela est assez fréquent en matière agricole (2). En dehors de cette hypothèse, ce procédé paraît impraticable ; l'industrie non agricole ne s'en contenterait pas (3), et, d'ailleurs, le bailleur n'aurait probablement pas les fonds.

A l'exception du dernier procédé qui est d'un emploi difficile, l'hypothèque dans l'application que nous en avons signalée est trop coûteuse et très compliquée.

3<sup>e</sup> *Vente de l'objet sous condition suspensive, bail avec promesse de vente, concours sur l'objet immobilisé.* — Un autre procédé, également employé mais par une catégorie spéciale de créanciers, le vendeur à crédit de machines industrielles, consiste à reculer le transport de propriété jusqu'au paiement du dernier acompte. Cela présente le plus grand intérêt en matière commerciale lorsque survient la faillite ; s'il y avait trans-

(1) Trib. Seine, 5<sup>e</sup> Ch., 5 avril 1897. *Journal la Loi*, n<sup>o</sup> du 6 mai 1897. C. Douai (2<sup>e</sup> Ch.), 24 juin 1897. *Gazette des Tribunaux*, 12 août 1897.

(2) Trib. Civil de Gray, 14 avril 1897. *Gazette des Tribunaux*, 15 août 1897. C. d'Alger, 28 mars 1892. D. 93, 2, 414. Trib. Civ. des Sables-d'Olonne, 5 déc. 1889. D. 92. 2. 377 et les notes 3 à 5.

(3) Sous un certain rapport, on pourrait considérer que l'industrie des transports use de ce procédé avec l'État.

port actuel de propriété, la revendication serait alors impossible le meuble étant entré en la possession de l'acheteur et sorti de celle du créancier; au contraire, si la possession était restée aux mains du créancier, aucune difficulté; il conserverait tous ses droits, même en cas de faillite, mais par rétention et non par revendication (1).

La question devient plus délicate lorsque l'objet est en la possession du débiteur sans être encore sa propriété. Si un contrat de vente intervient purement et simplement entre les parties sans clause spéciale ou sous condition résolutoire, il n'y a pas de revendication possible du meuble, le créancier vendeur est frustré (2), la propriété a déjà été transférée à l'acheteur. Mais la vente peut aussi intervenir dans des termes tels que le débiteur se réserve la propriété jusqu'au paiement du dernier acompte. Cela se produira, soit qu'une clause spéciale de la vente retienne d'une façon expresse la propriété sur la tête du vendeur, soit que la vente n'intervienne que sous forme de bail avec promesse de vente.

Étudions d'abord le cas de vente ferme sous condi-

(1) Note de M. Thaller dans D. 1896. 1. 57. Sous Cass. Ch. Req., 17 juillet 1895. Cela s'est présenté souvent devant les tribunaux en matière de coupes de bois. Voir Conf. deux arrêts cités par M. Thaller : Ch. Civ., 25 janvier 1869 et Ch. Req., 2 juin 1869. Voir aussi deux autres arrêts récents. Conf. Cour de Paris, 9 nov. 1888. (7<sup>e</sup> Ch.), Observation et C. de Douai, 31 octobre 1888. *Journal des faillites*, 1889, p. 69 et 297 et suiv. M. Appleton rapproche la situation du vendeur au comptant de celle du créancier gagiste : Des droits du vendeur à livrer dans la faillite. *Annales de Droit commercial*, 1887, p. 289, 290.

(2) Remarquons d'abord que la situation est inverse de celle que nous envisagions plus haut sous la qualification de vente sous condition suspensive ou résolutoire; la vente était alors déguisée et le prêteur était censé acheteur; il est ici vendeur et très réellement.

tion de transport de propriété reculé au jour du paiement, il y a là une vente sous condition suspensive.

M. Thaller invalide cette clause :

« Si l'article 550, dit-il (1), repousse une revendication de huitaine, à plus forte raison rejette-t-il toute autre revendication de plus long exercice sous quelque motif que le vendeur l'invoque. Quant à l'article 576, il est aussi catégorique que possible : il ne distingue pas selon que le vendeur se serait réservé ou non la propriété, il l'oblige à produire pour un simple dividende dans tous les cas, sitôt la marchandise parvenue au failli. Il faut bien qu'il en soit ainsi, car la clause qui réserve la propriété n'a aucune publicité, les tiers l'ignorent, la loi ne suppose même pas que la dette du prix leur soit connue. »

M. Appleton ne partage pas cet avis :

« Lorsqu'une vente (2) est sous condition suspensive, dit-il la propriété ne passe évidemment à l'acheteur que si la condition se réalise; or, ajoute-t-il, rien n'empêche de faire consister cette condition suspensive dans le paiement intégral du prix. » L'article 1583 C. Civ. ne s'y oppose pas, car il n'est pas d'ordre public.

La première opinion est d'une logique serrée et très ferme. Quelle que soit d'ailleurs la solution adoptée, quelqu'un est sacrifié sans avoir aucune négligence à se reprocher, ou bien ce sont les tiers, ou bien c'est le vendeur; mais le contrat ramené à ses termes véritables, se rapproche beaucoup d'une question que nous avons étudiée dans un paragraphe précédent à propos

(1) D. 96.1.58.

(2) M. Appleton. Note Sirey. 90.2.113.

des essais directs d'adaptation du nantissement sur le matériel industriel; il semble que militent en sa faveur les mêmes raisons économiques qui existent en faveur de celle-ci. C'est d'ailleurs ce que quelques législations étrangères ont compris. M. Martou (1) dit à ce propos en commentant la loi belge :

« Le privilège du vendeur n'est pas admis en cas de faillite; c'est la disposition de l'article 546 de la loi du 18 avril 1854 sur les faillites et banqueroutes. Le même article toutefois apporte à cette exclusion une exception au profit des fournisseurs de machines et appareils employés dans les établissements industriels », et il ajoute que sous certaines conditions le droit de revendication lui est accordé (n° 489).

Il est vrai que la loi belge soumet le privilège à une publicité par transcription du contrat sur un registre spécial tenu au greffe du Tribunal de Commerce de l'arrondissement du domicile du débiteur (2). C'est le défaut de publicité qui éloigne en France de cette manière de voir, cette lacune de la loi est regrettable, car la possession est un mode déplorable et ambigu de prévenir les tiers.

La Cour de Cassation a refusé de valider le contrat de vente sous condition suspensive du paiement intégral (3). Il est vrai que la Cour affirme :

« Qu'il résulte de l'ensemble des constatations de l'arrêt qu'un concert frauduleux avait été établi entre le

(1) Martou, *Privilèges et hypothèques*, 1863 (Bruxelles et Paris), n° 488, t. II, p. 147 et suiv.

(2) *Ibid.*, n° 484.

(3) Cass. 17 juillet 1895. Ch. Req. rejet D. 96.1.59.

vendeur et les acheteurs en vue de porter atteinte, le cas échéant, aux droits qui sont assurés par la loi aux créanciers du commerçant déclaré en état de faillite ou de liquidation judiciaire. »

Mais il est probable que la jurisprudence se rattachera par principe à cette opinion en voyant un accord frauduleux dans toute convention de cette nature, même intervenue dans le but de préserver les droits les plus légitimes du vendeur. Quoi qu'il en soit, un tel contrat n'a rien de très assuré pour le vendeur, les praticiens ne s'en serviront jamais sans hésitation; cette garantie n'en est pas moins juste et le mieux serait peut-être de chercher la solution dans une réforme législative. C'est ce qu'a tenté M. Plichon en faveur des constructeurs de bateaux (prise en considération, 7 juillet 1895 (1); une proposition plus large serait excellente, moyennant une publicité appropriée.

Que dirons-nous maintenant du cas de bail ? La situation apparente est celle-ci : le locataire, avec promesse de vente du matériel est simple détenteur pour le compte du propriétaire; au jour de la faillite, celui-ci vient reprendre sa chose (2).

Faut-il y voir un bail véritable et valider l'acte ? Tout le monde est d'accord, lorsque l'acte est parfaitement sincère, c'est-à-dire, lorsque, après un certain temps de bail, une somme sérieuse doit être versée en capital (3).

(1) *Annales du Droit comm.*, 1895, mot *Faillite*.

(2) Nous écartons immédiatement et sans discussion le cas où le bail interviendrait postérieurement à une vente pure et simple sans condition. Alors, fût-ce une contre-lettre, l'acte n'aurait aucune valeur à l'égard des tiers et entre les parties, il ne présenterait guère d'intérêt si même il était jugé valable.

(3) M. Thaller, note. D. 96.1.58.

Mais la difficulté et le désaccord surviennent lorsque le prix stipulé au contrat est en réalité composé des loyers échus et payés. Alors, dit-on, l'intention des parties est manifeste, elles ont voulu tourner indirectement l'exigence de la loi : qu'importe le nom donné à l'acte? c'est le législateur qui qualifie le contrat et non les parties.

« En réalité, dit M. Thaller, (la convention) a été dès le premier moment une vente à tempérament. Les prétendus loyers ont été imputés sur un prix de vente, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas des loyers, mais des acomptes de ce prix. Autrement, on cesserait de s'expliquer une vente s'opérant à la fin du délai, de plein droit, sans une prestation nouvelle, une vente sans bourse délier. Dès le principe, c'est à titre d'acheteur ferme que le preneur règle ses mensualités. Il n'est même pas acheteur sous condition suspensive de l'entier paiement; car, à ce compte, toute vente serait conditionnelle jusqu'au versement intégral du prix. Il est acheteur sous condition résolutoire (art. 1184, C. Civ.) (1). »

M. Appleton interprète la clause dans le sens « d'un louage pouvant se transformer en une vente sous la condition suspensive de paiement régulier de toutes les avances (2) » et lui fait produire tous ses effets ordinaires.

(1) Dans le même sens, voir jug. du Trib. civil de la Seine, 13 juillet 1895. *Annales de Droit commercial*, 1896, p. 89. Trib. comm. de Châteauroux du 20 juillet 1887, confirmé sur l'appel par C. de Bourges, 26 déc. 1887. S. 88. 2.78. Voir aussi note de M. Colin dans la *Revue Algérienne*, 1888, p. 415.

(2) Note S. 90.2.113. Voir dans le sens de la validité C. de Caen, 22 nov. 1894. S. 95.2.211. Alger, 18 fév. 1888. S. 89.2.118 et *Revue Algérienne*, 1888, p. 415. Lyon, 10 août 1888. Note de M. Appleton et renvois. Affirmation d'un louage et non de vente, conséquences pénales (art. 408, C. P.) Trib. corr. Seine, 5 août 1897, *Gazette des Tribunaux*, 27 janv. 1898 (5 espèces et observ.). Voir conf., même numéro au civil, 4 autres espèces.

Ne semble-t-il pas que l'on puisse arriver à rendre le contrat valide et atteindre le résultat désirable au point de vue économique, en supposant seulement que les parties ont fait un seul contrat ostensible, le bail, puis une contre-lettre constatant une promesse de vente dans les termes rapportés plus haut.

Les tiers ne pourront se plaindre d'avoir été trompés, ils n'ont connu que le bail. Sans doute, ils pourront invoquer la contre-lettre, puisqu'un tel contrat leur profite sans pouvoir leur nuire; mais, du moins, ne pourront-ils l'invoquer que dans les termes où le débiteur se trouvait en face de son cocontractant et en un bloc sans en pouvoir écarter telle clause gênante.

Les contre-lettres sont sans doute fâcheuses, mais à défaut de moyen direct assuré, il est encore préférable de s'en servir plutôt que de laisser sans défense les droits du vendeur de machines, droits « dont la protection est intimement liée aux intérêts de l'industrie (1) ».

Mais ici se présente une question subsidiaire qui peut se poser dans toutes les circonstances où le résultat final équivaut à la constitution d'une hypothèque mobilière. A l'heure actuelle, nous n'avons aucune disposition législative qui permette au créancier d'empêcher l'immobilisation du meuble par destination; cela est spécialement intéressant pour les machines industrielles qui sont assez facilement immobilisables. Nous avons même vu plus haut que ce pouvait être un moyen de crédit.

(1) Note de M. Appleton. S. 90.2 114. Voir dans cet article *Intérêts économiques*.

Cette immobilisation est évitée lorsque l'objet n'est pas considéré comme la propriété du débiteur (1).

Ici encore la Belgique nous a montré l'exemple. M. Martou (2) s'exprime ainsi :

« Sur la proposition de la Commission de la Chambre des Représentants, la déchéance du privilège (du vendeur) fut étendue au cas d'immobilisation par simple destination. — On a fait une exception toutefois pour les machines et les appareils employés dans les établissements industriels. » Les créanciers hypothécaires (n<sup>os</sup> 484 et suiv., 487) sont garantis par la publicité exigée, celle-ci se manifeste par une transcription sur registre spécial au Tribunal de Commerce du domicile de l'acheteur. Cela sera quelquefois parfaitement insuffisant, ce dernier pouvant être domicilié dans un arrondissement et avoir un établissement industriel dans un autre. Il semblerait plus logique, lorsqu'une immobilisation est à craindre, d'exiger une inscription sur un registre spécial du conservateur des hypothèques de la situation de l'immeuble au cas où le débiteur est propriétaire de cet immeuble, une simple signification au propriétaire dans le cas de louage, en ayant soin d'obliger le propriétaire à faire opérer l'inscription s'il venait à vendre l'immeuble à son locataire actuel, ou l'autorisait à hypothéquer les meubles immobilisés. Tel est le sens dans lequel nous concevons une réforme législative en France ; mais il faudrait l'appliquer à toute sûreté réelle qui en serait susceptible, à toute hypothèque mobilière en un mot.

(1) Vente sous condition suspensive par exemple. C. Lyon, 10 août 1888, et la note de M. Appleton, S. 90.2.113.

(2) Martou, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 480, 481; voir n<sup>o</sup> 483.

La loi de 1855 est déjà pour nous un antécédent, car elle exige transcription des actes constitutifs d'antichrèse (art. 2). Cette réforme serait corrélative de la restauration de l'hypothèque mobilière.

En résumé, ici encore se pose indirectement et sous plusieurs formes la question de l'hypothèque mobilière ; la doctrine est divisée sur ces applications, et la jurisprudence ne l'est pas moins.

Nous allons maintenant en examiner une autre phase dans le nantissement des fonds de commerce.

4<sup>o</sup> *Fonds de commerce*. — Un autre moyen pourrait ou non être employé, suivant l'opinion à laquelle on se range sur la nature et la mise en possession des fonds de commerce.

Il est à remarquer que le nantissement des fonds de commerce est mixte ; il porte à la fois sur des marchandises (à l'état de masse renouvelée sans cesse) et sur le matériel industriel. Nous étudierons les principaux systèmes proposés sur cette matière, puis nous en indiquerons les inconvénients, enfin nous nous efforcerons de trouver un moyen pratique et promptement réalisable.

Les juridictions civiles admettent concurremment deux doctrines (1) : dans quelques cas particuliers, elles rangent les fonds de commerce parmi les meubles corporels ou incorporels, suivant qu'y prédominent les éléments corporels ou incorporels. Alors, elles exigent distributivement les formalités de la catégorie des meubles, où, en fait, elles ont rangé le fonds. Il est à

(1) Clappier, p. 115 et suiv., 120 et suiv.

remarquer que ce système n'est guère suivi par la jurisprudence que dans les cas où il ne s'agit en aucune façon de nantissement (1). Le plus souvent les juridictions civiles reconnaissent dans le fonds de commerce un meuble incorporel et lui appliquent les formalités du nantissement des meubles incorporels (2), sauf à n'exiger que la remise du bail avec signification au propriétaire, ou à demander cumulativement la remise de ce titre et celle des titres de propriété du fonds de commerce.

Les juridictions commerciales (3) ont d'abord admis la validité du nantissement du fonds de commerce en la subordonnant à la remise matérielle de la possession de ce fonds, soit au créancier, soit au tiers convenu. Depuis quelque temps déjà les Tribunaux de Commerce repoussent avec une sorte d'intransigeance et de parti pris la validité de tout nantissement de fonds de commerce (4), quelles que soient les conditions dans lesquelles le transport de possession s'est accompli.

(1) Cass. Ch. Req. 13 mars 1888. (Motifs), D. 88. 1. 351, et note 1. S. 88. 1. 302. Note de M. Lyon-Caen. conf; *Annales de Droit commercial*, 1892, p. 235. La jurisprudence civile en fait s'est rattachée presque toujours à l'autre doctrine : « Ce système (dualité) rallie la majorité des Cours et des Trib. civ..., observation faite pourtant, que la distinction réservée demeure à peu près théorique, car lorsque la question se pose à nouveau dans la pratique, les Cours et les Tribunaux attribuent d'ordinaire au fonds de commerce le caractère de meuble incorporel. » Article de M. Louis Fournié, *Gazette du Palais*, 4 juin 1897.

(2) Trib. Civ. Seine, 13 nov. 1894. *Annales de Droit commercial*, 1895. 1. p. 29. C. de Paris, 4 janvier 1896 (3<sup>e</sup> ch.). *Annales de Droit commercial*, 1896, p. 183, n<sup>o</sup> 238. C. de Paris, 6 juin 1896, D. 96. 2. 471. Baudry-Lacantinerie et de Loynes, n<sup>o</sup> 81, p. 55-56.

(3) Clappier, *op. cit.*, p. 131 et suiv.

(4) Note sous Trib. Com. de la Seine, 13 déc. 1894. *Annales de Droit commercial*, 1896. 1. 58; 18 janv. 1896. *Annales de Droit commercial*, 1896, p. 183. La Cour de Paris a jugé ainsi le 26 juillet 1851. D. 52. 2. 218, mais sur un autre motif, numéro de police nécessaire à l'exploitation du fonds, mais incessible et personnel.

Enfin un système qui s'est fait jour dans la doctrine, consiste à exiger distributivement dans le nantissement d'un fonds de commerce donné, les formes du transport de possession des meubles corporels aux meubles corporels faisant partie du fonds, les formes du transport de possession des meubles incorporels aux éléments incorporels de ce fonds (1). Ce système, qui a pour lui une logique rigoureuse et est très juridique, présente cependant le grave inconvénient d'aboutir en pratique à repousser, d'une façon absolue, le nantissement de ce genre de meubles.

Aucune de ces doctrines ne satisfait complètement au point de vue économique, et un certain nombre d'entre elles manquent de stabilité : suivant la proportion des éléments qui le composent, le fonds de commerce est meuble corporel ou incorporel. Le Tribunal civil de la Seine la réfute en ces termes :

« Attendu que malgré les divers éléments qui le composent, les uns ayant un caractère corporel, tels que le matériel d'exploitation et les autres étant de leur nature incorporels, comme l'achalandage, la dénomination et le droit au bail ; un fonds de commerce n'en est pas moins une chose unique ayant une existence propre et indépendante des ses parties (2) ;

» Attendu que la partie essentielle d'un fonds de commerce, est l'enseigne, l'achalandage et le droit au bail ; que ce sont principalement les éléments qui la constituent et que le mobilier proprement dit, n'est

(1) M. Thaller, *Annales de Droit commercial* 1889. 2. 221 ; M. Wahl, note dans S. 1897. 2. 89.

(2) *Contra*, MM. Thaller et Wahl.

qu'un instrument de son exploitation qui peut changer et se modifier sans que l'existence même de l'établissement commercial en soit affecté;

» Attendu que le titre et l'achalandage ayant le caractère de meubles incorporels, il en résulte que le fonds de commerce tout entier donné en nantissement avait le même caractère (1). »

L'unité de nature du fonds de commerce y est nettement affirmée; M. Clappier dit aussi (2) : « Il nous paraît difficile de ne pas considérer le fonds comme un bien unique dont chaque élément tire principalement son prix de sa réunion aux autres éléments. »

Si théoriquement le système de l'unité est soutenable, c'est surtout en pratique qu'apparaît son utilité. La mise en possession différera suivant la nature juridique attribuée au fonds de commerce; changera-t-il suivant les fluctuations de valeur des marchandises ou du matériel? Alors le gage sera valable tel jour et non tel autre! Ou bien, sans même supposer de variations, la valeur des éléments qui composent le fonds étant essentiellement dépendante de l'appréciation, devra-t-on avant de traiter, requérir un certificat de la Cour d'Appel du ressort?

Si l'on se range à l'opinion qui, dans chaque fonds de commerce pris individuellement exige à la fois les formes du transport de la possession des meubles corporels pour les meubles corporels qui font partie

(1) Trib. Civ. de la Seine, 13 nov. 1894 *Annales de Droit commercial* 1895. 1. 29; conforme. C. de Paris, 6 juin 1896. D. 96. 2. 471. C. de Paris, 21 juillet 1892. D. 93. 2, 108. C. de Riom, 30 mars 1892. S. 94. 2. 237.

(2) Clappier, *op. cit.* p. 141.

du fonds, et les formes du transport de possession des meubles incorporels aux éléments incorporels, à quelles conséquences pratiques arrive-t-on ? Impossibilité absolue de constituer en gage un meuble de cette nature. C'est, nous l'avons vu, un argument qui a presque toujours convaincu les tribunaux, que l'on ne peut créer des prohibitions qui ne sont pas dans la loi. En réalité, les Codes Civil et de Commerce ne pouvaient prévoir l'extension que le crédit prendrait de nos jours ; ils ne pouvaient prévoir qu'on songerait à tirer des ressources des capitaux immobilisés dans un fonds de commerce ; cela est donc resté en dehors de leurs prévisions. Aujourd'hui le cadre est trop étroit ; de tous côtés en matière de crédit la pression des faits et des besoins sociaux rompt les liens et brise les barrières qui enserrant le commerce et l'industrie (1).

La raison juridique et le fait, s'accordent donc ensemble, pour consacrer l'unité de nature du fonds de commerce (2). D'autres systèmes proposés tout en admettant la nature unique et incorporelle du fonds de commerce en rendent impraticable le nantissement, et aboutissent en fait à une prohibition absolue. Exiger le transport réel de possession pour le matériel et les marchandises comme le veulent le premier système

(1) Les éminents auteurs qui soutiennent cette théorie ont cependant dans l'état actuel des choses un motif sérieux de préférer cette impossibilité légale dans l'absence de publicité.

(2) La nature unique et incorporelle du fonds de commerce admise il semblerait que nous dûssions en abandonner l'étude mais elle permet et facilite le nantissement des meubles corporels et à ce titre nous devons en poursuivre rapidement l'examen.

du tribunal de commerce et certains auteurs, c'est ruiner le fonds de commerce, sous prétexte de lui donner un crédit plus assuré; jamais le débiteur n'y consentira.

Exiger la présence d'un tiers à titre de publicité et de surveillance comme le veulent d'autres auteurs (1). c'est livrer à ce tiers les procédés commerciaux et lui divulguer les noms des clients, jamais le débiteur ne l'acceptera; enfin, et cela nous semble pire encore, chasser le débiteur et lui substituer, sous prétexte de publicité, le créancier ou un tiers convenu, c'est priver le fonds de la direction intelligente et intéressée de son chef, pour lui substituer une direction étrangère à l'établissement, à la nature du commerce, au commerce même peut-être; c'est réduire à l'inaction et à l'impuissance le commerçant, c'est lui lier les mains. C'est inadmissible. Pour le créancier quelle responsabilité! Que de soins continuels et de soucis! Que de travail! A le bien prendre, il vaudrait mieux qu'il achetât le fonds. Les motifs étaient certes moins forts pour permettre des équivalents à la possession réelle dans le nantissement des navires et faire admettre alors l'hypothèque des meubles. Tout ce qui aboutit en fait à prohiber le nantissement a été écarté par la jurisprudence sur ce motif qu'il ne faut créer des prohibitions qui ne sont pas prévues dans la loi. On doit faire application du principe aux fonds de commerce comme aux autres objets mobiliers. Aucun de ces procédés n'est compatible avec les besoins du commerce.

(1) Clappier *op. et loc. cit.*

Restent ceux qui voient un meuble incorporel dans un fonds de commerce et n'exigent la mise en possession que sur les titres représentatifs si cela est possible (bail seul ou bail et titre de propriété du fonds de commerce). Ceci a plusieurs inconvénients ; si l'on s'en tient au bail seul, comment distinguer le nantissement du bail et celui du fonds de commerce ? Si l'on exige concurremment bail et titre de propriété, mais pas autre chose, quels moyens de mise en possession, au cas où le débiteur gagiste est propriétaire (1) de l'immeuble qu'il occupe pour son commerce et a lui-même créé ce fonds ? Enfin et surtout, il n'y a aucune publicité, ou elle est absolument insuffisante. Cela nous est attesté par les nombreuses fraudes dont sont saisis les tribunaux (2). Rien n'empêche le débiteur de mauvaise foi de donner son fonds en nantissement, puis de le vendre ou même de l'engager à nouveau. Il est admis qu'une expédition suffit à saisir le créancier, il en fournira une à chacun d'eux et au jour de la faillite, tous auront été concurremment nantis.

Cela a paru si intolérable aux tribunaux de commerce et à beaucoup d'auteurs, qu'ils préfèrent sacrifier ce moyen de crédit et en priver les négociants plutôt que de sanctionner une pratique si fertile en fraudes.

Et ce serait en effet la seule ressource s'il était vrai qu'aucune publicité n'est possible. Dans une matière qui n'est pas moins l'objet de la défiance des tribunaux

(1) Il jouit alors d'un autre moyen de crédit, l'hypothèque, mais ce moyen ne doit pas être un obstacle à l'emploi du nantissement qui ne s'applique pas aux mêmes biens ; en outre, il est beaucoup plus coûteux.

(2) C. de Paris, 6 juin 1896, D. 96. 2. 471.

de l'ordre civil et commercial, la séparation de biens, on s'est cependant contenté de la publicité par affiche au prétoire des tribunaux civils et de commerce avec insertion dans un journal judiciaire. Pourquoi n'en pas faire autant pour les nantissements des fonds de commerce? Certes, la jurisprudence civile n'y trouvera rien d'exorbitant; ici, comme dans presque toute notre matière, ce sont les faits qui la guident et les légitimes aspirations du commerce. Si cette publicité paraît encore insuffisante, pourquoi ne pas procéder par la voie des chambres de commerce ou des chambres syndicales? Dans un article de M. Arnoul, nous relevons cette phrase :

« La puissance et le rayonnement des règlements de corporations, de syndicats, d'entreprises de transports et d'assurances deviennent immenses. Lorsqu'on traite en gros, à la Bourse de Paris sur les grains et les sucres, on se place sous le couvert des conditions générales arrêtées et transcrites par la chambre syndicale de la partie (1). »

Pourquoi ne pas utiliser cette puissance et ce rayonnement pour prévenir les fraudes par la publicité? Chacune des chambres syndicales et même le tribunal de commerce peuvent être dépositaires de registres où seraient inscrits ou transcrits tous actes de nantissement de fonds de commerce.

Des réformes ont été proposées; celle de M. Millebrand (prise en considération, Chambre 21 juin 1897.) serait bonne en soi (registre au tribunal de commerce)

(1) Arnoul, *Annales de droit commercial* 1890, p. 127 et suiv.

mais la pratique commerciale peut d'elle-même arriver à ce résultat et aboutir avant la réforme législative.

Si l'une des chambres syndicales prenait l'initiative du mouvement, — quelques-unes y sont plus particulièrement intéressées, — toutes les autres suivraient. Le tribunal de commerce débarrassé de la préoccupation des fraudes y conformerait sa jurisprudence et lui apporterait la sanction de sa haute autorité pratique. Les juridictions civiles trouvant, elles aussi, un moyen de favoriser le crédit commercial en empêchant les fraudes, s'y rattacheraient promptement et en généraliseraient l'usage. En attendant, devons-nous nous ranger à l'opinion favorable des juridictions civiles, ou refuser la validité à tout nantissement ?

La seconde opinion nous semble bien rigoureuse. N'est-ce pas abandonner, d'une façon absolue, la victime des fraudes à la mauvaise foi de son débiteur ? Du moins ne doit-on pas le sacrifier lorsqu'il n'a aucune faute à se reprocher, tandis que le tiers qui est en compétition avec lui, a manqué de prudence en omettant de se renseigner. Nous croyons préférable de laisser aux tribunaux un certain pouvoir d'appréciation. Du moment qu'en fait, rien n'aura été combiné pour surprendre la bonne foi des tiers, que ces tiers n'auront été trompés que faute par eux de se renseigner, alors le nantissement devra être maintenu ; si au contraire il y a eu fraude concertée ou même défaut de publicité, le nantissement devra être écarté. On objectera peut-être que nous tombons à notre tour sous les objections que nous formulons plus haut, instabilité, insuffisance de publicité ; mais entre deux maux il

faut choisir le moindre, et la sécurité des tiers nous paraît devoir être assez protégée par la prudence des tribunaux; au moins laissons-nous ainsi la faculté de valider un nantissement fait de bonne foi; sans fraude et avec toute la publicité compatible.

Quoi qu'il en soit et à s'en tenir à l'unité incorporelle de nature du fonds de commerce sous réserve du contrôle judiciaire (jurisprudence civile la plus fréquente) il y a là un moyen d'engager sans déplacement des marchandises et le matériel industriel, c'est un résultat très curieux à noter de l'empire des faits et des idées sur la jurisprudence.

## CHAPITRE III

### QUELQUES SOLUTIONS DE CRÉDIT RÉEL MOBILIER EN MATIÈRE AGRICOLE. — TENTATIVES ÉTRANGÈRES ET PROJETS FRANÇAIS.

Nous avons pu constater dans les différentes parties de cette étude que de toutes les branches de l'industrie, la mieux partagée est l'industrie commerciale, la plus délaissée, l'industrie agricole. C'est donc sur cette partie que nous porterons spécialement nos efforts. Le crédit ne répand sur elle sa puissance fécondante que d'une façon parcimonieuse et comme à regret. Le crédit foncier y a pris une faible extension; encore n'est-il pas accessible à tous, et coûte-t-il très cher. Le crédit personnel est apparu avec la loi du 5 novembre 1894 et est en voie de progression rapide; mais le crédit réel mobilier qui serait si utile à l'agriculture lui fait complètement défaut; sous toutes ses formes il lui est encore inadaptable et son absence servirait la concurrence étrangère sans la tarifs douaniers.

La situation est à peu près la même dans les différents pays d'Europe; partout on a cherché, quelquefois trouvé des remèdes. C'est à l'étude des principales solutions en cours d'application à l'étranger que nous consacrerons la première partie de ce chapitre, résér-

vant pour la seconde l'examen des projets anciens et nouveaux qui ont été proposés en France.

#### § 1. — PRINCIPALES SOLUTIONS A L'ÉTRANGER.

Nous nous conformerons dans ce chapitre à l'ordre suivi jusqu'ici :

##### *I. — Nantissement sur produits agricoles.*

*1° Nantissement sur produits agricoles transformés.*

*2° Nantissement sur produits en cours de transformation.*

##### *II. — Nantissement sur matériel industriel.*

#### I. — NANTISSEMENT SUR PRODUITS AGRICOLES.

##### *1° Produits transformés.*

Sur ce point, les résultats sont assez précis. Il y a pour ainsi dire deux degrés dans l'utilisation du nantissement sur produits : le fait du nantissement peut rendre la marchandise indisponible jusqu'au remboursement de l'avance ou, au contraire, en laisser la libre disposition à l'emprunteur sous la réserve des droits du créancier gagiste.

Le premier système est applicable sans l'aide de magasins généraux organisés; il est pratiqué un peu partout par les banques; en Espagne, il fonctionne à la petite banque de Santa-Isabel, à l'usage des fermiers du domaine; la banque possède des magasins lui permettant d'engranger les récoltes et de prêter sur leur

gage, jusqu'à concurrence des trois quarts de la valeur (1). C'est encore ce qui se passe à la banque si réputée de Ségovie (2). M. Durand signale aussi comme faisant des opérations du même genre le mont-de-piété de Jerès de la Frontera (3); renseignements pris, cet établissement qui a effectivement consenti autrefois des prêts sur la garantie de récoltes déposées dans des magasins lui appartenant, a complètement abandonné ces sortes d'affaires. La banque de Vizeu ou Vizel, en Portugal (4), pratique ce système; dès le xvi<sup>e</sup> siècle les monts-de-piété italiens prêtaient aussi dans ces conditions (5).

Mais là n'est pas la forme véritablement perfectionnée du nantissement sur produits agricoles. Ces marchandises sont sujettes à des variations importantes des cours, et il faut que l'on puisse profiter d'une hausse momentanée pour écouler ses produits. Aussi a-t-on cherché un peu partout à organiser des magasins généraux appropriés à l'agriculture.

En France, nous l'avons vu, deux causes empêchent l'industrie agricole de profiter des magasins généraux : l'article 441 C. P. et plus encore l'éloignement, la situation de ces établissements dans les grands centres où le local est beaucoup plus cher, la main-d'œuvre plus élevée, la consignation naturellement plus coûteuse, où même les produits agricoles ne seront peut-être pas

(1) Durand, *Crédit agricole*, p. 565.

(2) Article de M. Pedro Chueca, *Gaceta agricola del Ministerio de Fomento*, n° du 1<sup>er</sup> avril 1893.

(3) Durand : *Crédit agricole*, p. 551.

(4) Enquête Barral et Passy, t. II, p. 252.

(5) Durand, *op. cit* , p. 487.

admis parce qu'ils exigent un emplacement trop considérable.

C'est à ces divers inconvénients que l'on a cherché à porter remède. Le pays où cette idée a obtenu les plus grands résultats est incontestablement le nord de l'Amérique. Aux Etats-Unis, l'exportation est réglée d'une façon très simple et très économique au moyen d'élévateurs, immenses réservoirs à blé d'une contenance considérable, situés sur les points d'exportation et à proximité de toutes les voies de communication, chemins de fer, fleuves, lacs, etc. Tous les transbordements, soins, etc., sont faits à la machine, et les frais de location et de manutention y sont extrêmement réduits (trois centimes par hectolitre et par dix jours). Les blés sont soumis à leur arrivée à un classement d'après un type déterminé chaque année; ils peuvent être mélangés; en outre, les quantités de blé existantes sont souvent publiées et permettent de fixer les cours (1). Lorsque la récolte est très bonne, les élévateurs se remplissent et les agriculteurs demandent au crédit l'argent qui leur est nécessaire, sans provoquer la baisse par une offre trop abondante. Ils règlent de même leur exportation en Europe; que la récolte soit excellente ou inférieure, ils n'expédient leurs produits que lorsque sur

(1) Voir pour tout ce fonctionnement : Annexes aux propositions de loi déposées le 3 décembre 1891 par MM. Martinon, Méline et plusieurs de leurs collègues (*Journal Officiel*, 26 fév. 1892), le 28 octobre 1897 par M. Martinon à la Chambre des Députés de France. — Voir en Allemagne, discours de M. von Mendel Steinfels au congrès de Neustadt, 29 août 1895 *Jahrbuch des Allgemeinen Verbandes der deutschen Landwirthschaftlichen Genossenschaften* für 1895. Offenbach, 1896, p. 35. — Blondel : *Etude sur les populations rurales de l'Allemagne du Nord* 1897, p. 409, note 1. — Mission du Musée social.

notre continent le cours est assez élevé; et ils trouvent dans le crédit réel l'argent nécessaire à la continuation de leurs travaux. Mais là, le but est moins difficile à atteindre. Tout le blé réuni ainsi, étant destiné à l'exportation est directement dirigé vers les points de chargement. Il ne peut y avoir de faux calcul ni de voyage inutile; au surplus ces points d'embarquement sont en même temps des centres de consommation comme New-York.

Dans les pays d'Europe où ce n'est pas en général l'exportation qui domine (sauf la Russie, la Hongrie et la Roumanie), on doit surtout chercher à rapprocher le dock-grenier du producteur. C'est ainsi qu'on l'a compris en Allemagne où l'idée et l'application ont pris une extension considérable. Devant la baisse des prix, l'agriculture ne trouvant plus la rémunération de son travail demandait au moins qu'on ne profitât pas de sa ruine. Voici ce qui se produisait en effet : au moment de la récolte, le paysan pressé par le besoin d'argent (fermages, salaires, impôts) jetait sur le marché tous ses produits. Comme le fait était général, il se produisait une baisse considérable que les marchands de grain entretenaient jusqu'au mois de février et mars. A ce moment, tout le blé des campagnes étant à peu près vendu, la rareté de l'offre faisait sans peine remonter les prix. La manœuvre était d'autant plus sensible aux agriculteurs qu'eux-mêmes perdaient sur leurs produits tandis que les spéculateurs y trouvaient de larges profits (1). Cela frappait les esprits les moins clairvoyants.

(1) M. de Mendel-Steinfels le disait expressément au Congrès de Neustadt le 29 août 1895. *Jahrbuch für 1895*, p. 35. Il le répétait à la Chambre des

Aussi chercha-t-on par tous les moyens possibles à régulariser les cours. L'agriculture allemande crut d'abord trouver son salut dans la proposition du comte Kanitz; elle ne tendait à rien moins qu'à rendre l'Etat régulateur du marché et des prix; aucune importation de céréales n'eût été permise sans son ordre. On y vit, non sans raison, une tendance socialiste un peu trop marquée et les Chambres surent résister au désir de satisfaire par une concession dangereuse les récriminations agricoles. La proposition fut repoussée par 217 voix contre 97 (1).

Cependant le Gouvernement allemand ne voulut pas laisser l'agriculture sous la fâcheuse impression de cet échec; pour détourner peut-être un peu les idées (2) et donner satisfaction à la classe rurale, il étudia les moyens de remédier à cet état de choses et de supprimer les intermédiaires. Une première tentative fut faite par une circulaire ministérielle qui conviait l'Intendance des corps d'armée à s'efforcer d'acheter sur place les produits agricoles nécessaires à l'approvisionnement des troupes. C'était la généralisation d'un procédé suivi à

Députés prussienne (séance du 23 avril 1896. *Deutsche Landwirtschaftliche Presse*, 2 mai 1896, n° 35. — Le discours de M. Méline à la Chambre française, séance du 20 nov. 1897. *Journal Officiel*. Déb. parlam. sess. extr. 1897, p. 2515, montre, bien que cette cause de dépréciation est générale, mais qu'elle frappe spécialement l'agriculture par suite des conditions particulières où elle se trouve. Voir Sauzeau *Manuel des Docks-warrants* etc. 1861, p. 24, 26.

(1) *Etude sur les populations rurales de l'Allemagne du Nord*, Blondel, 1897, p. 337; voir aussi premier article de M. le comte Kolowrat, *Oesterreich. Landw. Wochenblatt*. Vienne, 10 juillet 1897, p. 218.

(2) Voir à ce sujet l'article précité de M. le comte Kolowrat, *eod. loc.*, et la façon dont il qualifie le système proposé par le Gouvernement allemand, *Regierungspflaster*.

Neumarck et à Ingolstadt (1). Les essais tentés produisirent des résultats excellents. Les marchands de grains de la contrée furent obligés de relever les prix au niveau de ceux de l'État. Cependant là ne se borna pas la tentative : la question des magasins généraux agricoles était depuis longtemps agitée. Quelques essais en avaient déjà été faits (2). Le Gouvernement prit l'initiative de proposer le vote d'une somme de 3 millions de marks pour en faire un essai. A en croire un article de la *Frankfurter Zeitung* (3), le Gouvernement n'aurait pas été très assuré du succès. Quoi qu'il en soit, le projet donna lieu à la Chambre des députés prussienne à des débats très intéressants qui aboutirent au vote des fonds demandés. L'entente ne fut pas complète, même parmi les partisans du système des magasins généraux. La plupart n'y voyaient qu'une association en vue de l'écoulement direct des produits. Les avantages que l'on y recherchait étaient les suivants (4) :

1° Par la réunion en une seule masse par type des petites quantités individuelles de blé à vendre, faciliter le placement et supprimer les intermédiaires (5) ;

(1) *Étude sur les populations rurales de l'Allemagne du Nord*, Blondel, 1897, p. 50 et s., et 339.

(2) Voir Associations dans le Grand-Duché de Bade cités par M. de Erffa-Wernburg, *Deutsche Landw. Presse*, Berlin, 6 mai 1895, p. 313, 314. — Discours prononcé à la Chambre prussienne, séance du 23 avril 1895.

(3) *Frankfurter Zeitung*, 2<sup>e</sup> feuille, n° 121, 2 mai 1897, princ.

(4) Discours de M. de Mendel-Steinfels, Chambre prussienne, *D. L. Presse*, 2 mai 1896, n. 35.

(5) Cela permettrait en certains pays au cultivateur de vendre ses produits directement à l'administration militaire, ce qui, malgré la circulaire ministérielle précitée, n'a pu se faire à cause de la difficulté pour l'administration de réunir les quantités de marchandises du type qui lui

2° Par la manutention du blé au magasin général, (nettoyage, triage) au moyen d'une seule machine produire un travail plus parfait et plus économique ;

3° Par la concentration de la production, régulariser les cours et obtenir une vente plus rémunératrice ;

4° Par l'emprunt sur gage (Lombard) permettre au cultivateur de faire face à ses dépenses (fermages, impôts, salaires) au moyen du crédit, sans vendre son blé au moment de la récolte, au risque de provoquer une baisse et exercer grâce à l'association une influence éducatrice devant amener des progrès techniques (1).

Mais à côté de ces avantages, on redoutait beaucoup certains inconvénients, et les adversaires du projet y faisaient les critiques suivantes (2) :

1° Créer de tels établissements, c'est provoquer les manœuvres de la spéculation ;

2° Les difficultés qu'il y aura à diriger de tels magasins généraux seront considérables ;

3° Les frais d'exploitation seront très grands tant pour l'emprunt sur gage que pour la location ;

4° S'il y a déficit, qui le supportera ?

Les avances sur la marchandise (Lombard) semblaient bonnes, sauf à ne leur attribuer qu'un effet relatif (3),

convenait. Voir M. von Mendel Steinfels, *op. et loc. cit.* et M. von Erffa-Wernburg, *Deutsch Landw. Presse* 6 mai 1896, n° 36, p. 313 et M. le ministre de l'Agriculture, baron de Hammerstein, même journal, p. 314.

(1) Voir aussi sur tous ces points *Frankfurter Zeitung*, 2 mai 1897.

(2) Discours précité de M. von Mendel-Steinfels.

(3) M. de Mendel-Steinfels, dans son discours à la Chambre, n'a pas l'air de croire que cet engagement de la marchandise soit bien efficace par suite de l'état de dépendance des agriculteurs vis-à-vis des marchands de grain, leurs anciens acheteurs. Voir aussi M. von Erffa-Wernburg, *Deutsch. Landw. Presse*, 6 mai, 1896, p. 313. — Cependant, M. de Mendel considérait ces

mais le warrant ne trouva grâce devant aucun des orateurs, la faculté d'endossement paraissait extrêmement dangereuse ; on craignait que loin de favoriser l'agriculture, elle ne servît à consolider la situation des marchands de grain (1) et à développer encore la spéculation. Dans la discussion on a fait ressortir plusieurs fois l'importance de la situation du magasin ; pour rendre véritablement service, il doit se trouver à proximité des grandes voies de communication, routes, canaux, fleuves, etc. ; la question a même été liée à celle des chemins de fer (2).

La pratique est venue démontrer que les craintes étaient vaines. De tous côtés, en Allemagne, des Sociétés de vente de blés se sont établies ; les motions ont même été si nombreuses que deux millions supplémentaires de crédits ont été demandés aux Chambres par le gouvernement en 1897 (3). Mais tout le monde s'accorde à repousser une dotation par l'État ; il s'agit de simples

avances comme absolument indispensables (discours précité au congrès de Neustadt, 29 août 1895). *Jahrbuch für*, 1895, p. 35, 36. *Mein Standpunkt ist also kurz folgender*, dit-il, *Siloerrichtung aus öffentlichen Mitteln Genossenschaftliche Verwaltung und billiger Lombard für Einlagerungen*. Il est d'ailleurs revenu à ces idées : *Deuts. Landw. Presse*, 8 juillet 1896, p. 485. — Voir résolution proposée par M. von Schwerin Löwitz, *Jahrbuch für* 1896, adoptée au congrès de Stettin, 1896, p. 33. 34.

(1) M. de Mendel-Steinfelds, *op. et loc. cit.* M. de Hammerstein, *D. L. Presse*, 6 mai 1896, p. 314. Discours de M. von Mendel à Halle, *D. L. Presse*, 8 juillet 1896, p. 485.

(2) Voir *Deut. Landw. Presse*, 23 mai 1896, p. 357, l'article *Kornhäuser und Kleinbahnen* ; — n° 8 juillet 1896, p. 485 ; — congrès de Stettin 12 août 1896, résolution proposée par M. von Herzberg-Enneccerus et adoptée, *Jahrbuch für* 1896, p. 34 ; voir aussi le § 2 des statuts de la *Lagerhaus-Genossenschaft de Landshut* (1897).

(3) *Frankfurter Zeitung*, 2 mai 1897, n° 121 ; voir aussi le projet de la Chambre des seigneurs dans le même article, et tous les crédits votés par des sociétés particulières ou Chambres d'agriculture : Poméranie, Hesse, régence de Cassel, Prusse orientale, Saxe (Halle), Posnanie (Stettin), Hanovre, Priegnitz, Prusse occidentale, Westphalie, etc.

avances productives d'intérêt (*Frankfurter Zeitung*, 2 mai 1897). L'État est en général propriétaire du terrain qu'il loue pour une somme modique (1). Ces projets sont conçus de telle façon qu'à une association principale correspondra un nombre variable de sous-associations qui formeront comme un réseau dont l'association principale sera le point central. Chacune des sous-associations sera tenue au courant des prix et s'efforcera d'écouler sur place les produits; pour ceux qui n'auraient pas trouvé preneur, l'Association centrale en assurera le placement (2). Cela est assez semblable à la tendance unitaire manifestée par l'Union de Neuwied par exemple, pour les Darlehenskassen, plus exactement c'est une manifestation de la tendance actuelle en Allemagne à former des groupements de Sociétés (3).

La Société d'un Lagerhaus est d'ailleurs en rapports intimes avec une Société de crédit; c'est ainsi qu'à Landshut (Bavière), les statuts du Lagerhaus fondé le 25 mars 1897, prévoient une entente et des relations suivies avec l'Union des Darlehenskassen et la Darlehenskasse de Landshut; dans le nord de l'Allemagne, c'est à la caisse de l'Association centrale prussienne que l'on s'adresse de préférence à la Reichsbank (4). Les

(1) M. de Mendel-Steinfels, *Deut. Landw. Presse*, 2 mai 1895 et congrès de Neustadt, 1895, *op. cit.*, p. 35; déclaration du ministre des Finances, M. Miquel, *D. L. Presse*, 6 mai 1896, p. 314.

(2) *Frankfurter Zeitung*, 2 mai 1897; conclusions de M. de Hertzberg-Lottin, *Jahrbuch für* 1896. Congrès de Stettin, précité, p. 22; conclusions de M. von Wangenheim-Kleinspiegel, *ibid. loc.*, p. 28.

(3) Voir aussi en France les Uniqns de syndicats ou d'associations, quel qu'en soit le nom; voir spécialement le concours ouvert le 31 octobre 1897, par M. le comte de Chambrun, et le rapport de M. le comte de Rocquigny à cette séance (*Musée social*).

(4) Congrès de Stettin, 1896. Discours de M. de Mendel-Steinfels, *op. cit.*,

Sociétés de crédit n'interviennent ici que pour prêter sur la marchandise déposée. D'après ses statuts, la Lagerhaus-Genossenschaft de Landshut reçoit le blé de tout déposant, mais les membres seuls peuvent emprunter (§ 5) et les bulletins de gage ne sont ni transmissibles ni engageables vis-à-vis de la Société (§ 8 *in fine*) lors de l'arrivée du blé au magasin, il est immédiatement classé par type (suivant le poids en hectolitre, la couleur, la qualité), sauf appel par le déposant au directeur du magasin (1). Trois opérations peuvent alors se produire : ou le magasin achète directement au prix fixé par son employé d'après le cours du jour et le magasin est tenu de revendre dans les quinze jours par crainte de spéculations, ou le déposant fixe un prix minimum auquel il veut céder ses produits, avec mandat au magasin de les vendre à ce prix (2); l'opération reste alors aux risques et périls du déposant; enfin, l'associé peut simplement donner mandat de vendre à la Société (3). La marchandise emmagasinée est mélangée avec sa catégorie (4), le prix de location

p. 26 et *Deut. Landw. Presse*, 2 mai 1896, n° 35; voir aussi, même journal, 8 juillet 1896, p. 485; discours du ministre des Finances. M. Miquel, qui mentionne la *Reichsbank* comme prêtant depuis longtemps sur blé, *D. L. Presse*, 6 mai, 1896, p. 314.

(1) Statuts de Landshut, § 7, 3° et 4° et § 3 de la circulaire discours de M. de Mendel-Steinfels à la Chambre prussienne, *D. L. Presse*, 2 mai 1896; *id.* M. de Erffa-Wernburg, *D. L. Presse*, 6 mai 1896, p. 314.

(2) Discours de M. de Erffa-Wernburg à la Chambre prussienne, *D. L. Presse*, 6 mai 1893, p. 313. Considérants de la M. de Mendel-Steinfels, congrès de Stettin, 12 août 1895. *Jahrbuch* précité, 1896, p. 26.

(3) Voir considérants de M. de Mendel-Steinfels (note 1). Voir aussi *D. L. Presse*, 29 septembre 1893. *Kornlagerhaus de Trostberg*.

(4) M. de Hammerstein, discours à la Chambre prussienne, *D. L. Presse*, 6 mai 1896, p. 314.

payé au magasin est très modique et permet généralement d'user gratuitement du matériel.

On espère en Allemagne déjouer la spéculation en excluant tout marchand des associations de Lagerhäuser, cela peut la gêner provisoirement, mais rien ne l'empêche sous la réserve des tarifs douaniers d'introduire les quantités de blés qu'elle veut sur le marché et d'en influencer ainsi les cours. Quoi qu'il en soit, en Allemagne on est très satisfait de ce régime, les témoignages en sont nombreux; M. Blondel rapporte avoir entendu déclarer par les paysans, une augmentation de prix pour eux de 50 à 60 pfennigs par Zentner à Trostberg (1) et de 30 pfennigs par Zentner à Ratisbonne (2). La seule fixité des cours amenée par l'établissement de ces magasins serait déjà un avantage appréciable pour le cultivateur.

Si l'Allemagne a trouvé un certain soulagement à la crise agricole dans la création des Lagerhäuser, l'Autriche en est encore à la période des recherches. En 1884, M. Foucher de Careil, alors ambassadeur de France à Vienne, écrivait déjà que l'on parlait en Autriche d'une modification à l'article 451 C. Civ. (correspondant à notre article 2076) (3). La question semble se poser aujourd'hui dans le sens des magasins généraux, c'est du moins ce que l'on peut conclure des termes

(1) Pour tout ce qui touche le fonctionnement des magasins à blé, l'article précité *D. L. Presse* 26 septembre 1896 sur l'organisation du magasin à blé de Trostberg.

(2) Blondel, *Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne du Nord*, 1897, p. 339, note 1.

(3) Enquête Barral et Passy, t. II, p. 12. Voir aussi la réponse de M. Alberto Lévi (Autriche méridionale). Enquête, t. II, p. 17. Pour la Hongrie, réponse de M. Ladislas de Wagner, Enquête, t. II, p. 52.

d'une série d'articles de l'*Oesterreichische Landwirthschaftliche Wochenblatt* publiés par M. le comte Kolowrat (1); il n'est pas partisan de la création de nouveaux magasins généraux en Autriche. Dans l'état actuel, il n'y verrait qu'une mesure absolument inefficace; il appuie son opinion sur les deux raisons suivantes : 1<sup>o</sup> ces établissements fonctionnent déjà en Autriche, et surtout en Hongrie sans avoir produit d'améliorations; ils ont plutôt accentué la crise en mettant un instrument de plus dans la main des spéculateurs (2); 2<sup>o</sup> à supposer qu'ils eussent été créés à grands frais dans tout le pays, on n'en tirerait avantage qu'à condition de prohiber les spéculations à terme et de diminuer l'importation étrangère par une élévation suffisante des tarifs douaniers. Il est certain que la seule construction de magasins généraux ne saurait suffire à arrêter la baisse des prix résultant de l'affluence sur le marché de la marchandise étrangère. Dans l'article du 17 juillet le même auteur constate les effets produits en Allemagne par l'abolition des spéculations à terme (3) : diminution de 1.700.000 quintaux dans l'importation en 1897 sur 5.200.000, total de la période correspondante de 1896, tandis que le phénomène inverse se produit en Autriche. Tous ces remèdes proposés contre

(1) N<sup>os</sup> des 10, 17 et 24 juillet 1897 (Vienne).

(2) *Oester. Landw. Wochenblatt*, 10 juillet 1897, p. 18 : « Wir besitzen bei uns in Oesterreich und besonders in Ungarn zahlreiche Getreidelagerhäuser und ich glaube Ihrer Zustimmung sicher zu sein dass sie von einer Preisbesserung bei Errichtung derselben nichts verspürt haben. »

(3) Voir aussi sur ce point un extrait de l'exposé du professeur Ruhland au congrès d'économie agricole de Budapest (Vienne, supplément au *Vaterland*, n<sup>o</sup> du 23 août 1897, 2<sup>e</sup> feuille).

la crise agricole semblent inutiles à M. Kolowrat (magasins généraux par des associations de paysans ou par l'Etat, organisation de la vente par wagons, etc.). Il est à remarquer cependant que M. de Mendel-Steinfelds (1) réclamait cette mesure dans son discours à la Chambre prussienne concurremment avec la création de magasins généraux. En Autriche plus qu'ailleurs peut-être, la construction de magasins généraux serait un bien pour le cultivateur puisqu'on se plaint du manque de constructions agricoles (2). Il n'y a donc dans ce pays à l'heure actuelle qu'un mouvement, mais pas de tendances ou d'essais bien fermes. Les magasins généraux qui y ont été créés n'ont pas apporté de fixité dans les cours ni d'élévation des prix pour des raisons très facilement explicables. Cependant le warrantage des produits est permis et le mélange des blés prévu dans la loi du 28 avril 1889.

La Roumanie ouvre aussi l'accès des magasins généraux aux denrées agricoles; les lois des 28 mars 1894 et 31 mars 1895 permettent à la banque agricole d'escompter les warrants des agriculteurs et même de faire les opérations de dépôt de grains aux magasins généraux et de vente par leur intermédiaire. Ce n'est pas sur ce point, la seule manière par laquelle la législation roumaine est entrée résolument dans la voie du progrès. Diverses lois des 16 juin 1881, 2 juin 1892 et celles précitées de 1894 et 1895 permettent à l'agriculteur de constituer en gage ses produits récoltés en

(1) *D. L. Presse*, 2 mai 1896.

(2) *Oester-Landw. Wochenblatt*, n° du 20 mars 1897. Article de M. le Dr Grimm.

en conservant la possession. Une publicité très bien organisée et une pénalité sévère procurent au créancier pleine sécurité. Du reste, le maintien et l'extension législative de la mesure prouvent qu'elle a produit de bons effets. Nous en étudierons plus en détail le fonctionnement *infra*.

Nous ne saurions passer sous silence la Russie; le système des magasins généraux agricoles y fonctionne très régulièrement, mais un progrès plus grand encore a été réalisé par un ukase des 6, 18 juin 1894, approuvant les statuts de la Banque d'État russe. Afin d'enrayer le mouvement de baisse provoqué par l'affluence des produits sur le marché à la suite de bonnes récoltes, on permit à cette banque le gage sans déplacement dans les conditions suivantes :

« Article 124 (1). — A l'égard des personnes qui inspirent toute confiance à la banque, des prêts sur billet à une signature garantie par la constitution d'un gage mobilier, peuvent être consentis aux conditions de faveur ci-après : la banque accepte comme gage des marchandises non portées sur la liste (article 109) ; les marchandises peuvent être laissées à la garde de l'emprunteur et le montant du prêt peut être porté à 75 0/0 de l'estimation. »

Si nous passons en Espagne, nous y trouvons le crédit réel mobilier en faveur, au moins dans les projets. Les Positos sont des institutions charitables dont l'origine remonte très haut dans le passé (dès le commencement du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle) et dont la fonction consiste

(1) Extrait de l'exposé des motifs de la proposition de loi de M. Delaunay sur les warrants agricoles (1897).

à faire des prêts agricoles en nature. Depuis quelques années, divers projets ont été étudiés pour convertir ces établissements en banques agricoles, et en conservant, par une heureuse combinaison, les magasins et boulangeries leur appartenant actuellement, en faire des magasins généraux accordant des prêts aux agriculteurs sur le gage des récoltes déposées dans l'établissement. M. Durand (*Crédit agricole*, p. 563), signale cette transformation comme facilitée par la loi du 26 juin 1877 (règlement du 11 juin 1878), et comme approuvée en général par les économistes espagnols, notamment M. Diaz de Rabago.

Un éminent jurisconsulte, M. Eugenio Montero Rics, alors ministre de Fomento, présenta un projet de loi sur l'organisation du crédit agricole le 3 juillet 1886; il considérait le prêt sur gage comme absolument indispensable à l'agriculture (1). Mais en 1893 on n'avait pas encore examiné le projet. En 1892 un autre projet de loi (2) transformant les Positos en banques agricoles aurait été présenté à l'Assemblée des Positos par la direction générale de l'administration locale; mais ce projet paraît abandonné lui aussi; il semble pourtant qu'il y ait là une source assez importante de crédit pour l'agriculture.

A côté de ces sortes de prêts sur nantissement de mar-

(1) Article de M. Chueca, *Gaceta agricola del Ministerio de Fomento*, 1<sup>er</sup> mars 1893.

(2) Aurait été publié au mois de janvier 1892 par la *Gazette agricole du ministère de Fomento*, la *Revue agricole de l'Association des ingénieurs agronomes* et autres journaux; article de M. Zacarios Fernandez Garcia, membre de la Commission des *Positos de Caceres*, *Gaceta agricola* 1<sup>er</sup> mars 1893.

chandises, il y a le prêt sur gage de produits en cours de transformation. Au point de vue agricole, les principaux objets mobiliers dont nous puissions parler, sont les récoltes sur pied. En Espagne, la banque de Ségovie pratique ce genre d'opérations avec un délai d'un an et à 60 0/0 de la valeur estimée (1).

En Italie on a inauguré une pratique très originale : « la banque de Bergame a fait aussi des prêts sur gage de marchandises déposées entre les mains de tierces personnes, et spécialement sur gage de cocons, consignés pour la filature par un agriculteur à un industriel qui le rend garant de la marchandise reçue pour être travaillée, et s'oblige à ne pas permettre qu'elle sorte de ses mains tant que le propriétaire des cocons n'a pas remboursé à la banque la somme avancée (2) ».

L'article 12 de la loi belge du 15 avril 1884 permet aussi la constitution d'un privilège « sur les récoltes pendantes par racines et les fruits des arbres non encore recueillis. »

En Roumanie, une disposition spéciale de la loi du 16 juin 1881 (art. 27) abrogée aujourd'hui, mais remplacée par l'article 26 de la loi du 2 juin 1892 sur le crédit agricole permet aussi la mise en nantissement des plantes et produits du sol de toute nature, attachés à la terre ou séparés et ce nantissement n'est opposable aux tiers que moyennant inscription sur un registre tenu à la mairie.

A côté du gage sur produits en cours de transformation, il y a le gage sur le matériel agricole. Pratique

(1) Article de M. Chueca, *Gaceta agricola*, 1<sup>er</sup> mars 1893. Durand., *op. cit.* p. 567.

(2) Enquête Barral et Passy, t. II, reproduisant M. Léon Say.

dans certains pays, objet de nombreux projets dans d'autres, nous essaierons de dégager la tendance actuelle des idées à l'étranger. En Espagne le projet de loi de M. Montero Rios soumis aux Cortès après rapport à la Commission parlementaire, a été déposé le 13 juin 1889; il permet (art. 14) de constituer en gage, sans qu'ils sortent de la possession du débiteur, tous meubles, machines, produits agricoles, troupeaux et moyennant publicité par inscription sur le registre agricole (1). C'est aussi ce que pratique la Banque agricole de Ségovie (2), à 60 0/0 de la valeur et avec délai de restitution d'un an; généralement cette restitution se fait au mois d'août; nous pourrions ajouter que la réponse faite par M. d'Andrade Corvo à l'Enquête française sur le crédit agricole en 1885 est favorable au gage sans déplacement (3).

C'est aussi le système qui fut proposé en 1887 au congrès de Florence par le comte Manassei, représentant de la caisse d'épargne de Turin (4); mais le gage sans dessaisissement ne trouva pas faveur au congrès. Et cependant il avait des antécédents :

« M. Trieste a dit au congrès de Padoue que la banque populaire de Padoue avait pu, tant que le Code autrichien avait été en vigueur dans les provinces vénitiennes, faire de nombreux prêts sur gage, mais presque exclusivement sur des bestiaux laissés entre les

(1) Durand, *Crédit agricole*, p. 575.

(2) Pedro Chueca, *Gaceta agricola*, 18 avril 1893. V. Durand, *Crédit agricole*, p. 567.

(3) Barral et Passy, *Enquête agricole*, t. II, p. 265.

(4) Durand, *Crédit agricole*, p. 503.

maines de leurs propriétaires. Mais depuis l'établissement du Code italien dans les provinces vénitiennes, les prêts sur gage de denrées agricoles ont cessé presque entièrement (1). »

Le gage sans déplacement fut adopté sous un autre nom par le législateur italien, le 23 janvier 1887. La loi italienne consacre un système assez semblable à celui de la législation belge, et a prétendu créer un privilège plus analogue à celui du propriétaire qu'à celui du gagiste (2); en réalité c'est le même contrat, et le nom qui lui conviendrait le mieux est celui d'hypothèque mobilière. Cette loi permet aux établissements de crédit agricole et à eux seuls de stipuler un privilège portant sur les fruits et les récoltes engrangés, sur les instruments aratoires, troupeaux et tout ce qui sert à cultiver le fonds ou à le garnir, pour prêts faits au propriétaire et au fermier (art. 1). Le privilège ainsi constitué peut être général ou spécial (art. 2). Enfin, une inscription gratuite du privilège sur un registre spécial du conservateur des hypothèques est nécessaire pour sa validité (art. 3). Le privilège du bailleur est préférable à celui des établissements de crédit agricole, sauf cession de priorité.

Le 31 décembre 1895, la seule caisse d'épargne de Bologne avait un total de prêts agraires de 93.838 francs; l'intérêt est de 2 à 3,50 0/0; ils sont amortissables en dix ans et ne sont consentis par l'établissement « qu'en vue d'améliorations approuvées par le comice agricole

(1) Barral et Passy, *Enquête agricole*, t. II, p. 301.

(2) V. pour plus amples développements, Durand, *Crédit agricole*, p. 456 à 466.

de Bologne (1). Quelque avantageux que soit ce privilège agricole, il est bien certain qu'il ne présentera pas toujours vis-à-vis d'un fermier les garanties suffisantes. Le privilège concédé par le propriétaire du fonds pourra lui-même être primé sur les meubles immobilisés par destination (cheptel), par les créanciers hypothécaires; au fond tout le crédit dont jouit un individu n'en est pas moins employé et fructueux; qu'une même chose ne produise pas le double de sa valeur en crédit, c'est tout naturel, on ne peut l'exiger; on peut seulement discuter sur le mode de crédit le plus avantageux et le moins coûteux.

La Belgique avait inauguré dès 1884 (loi du 15 avril) un privilège agricole, c'était une copie du privilège du bailleur et comme M. Solvyns, dans la discussion au Sénat objectait à M. Graux, ministre des Finance est auteur du projet, qu'il instituait ainsi le gage sans dessaisissement, le ministre s'en défendit chaudement : « La garantie que crée le projet de loi, dit-il, n'est pas un nantissement : c'est un droit de préférence; c'est un privilège identique à l'un de ceux qu'établit le Code civil et pour lequel aucun nantissement n'est requis (2).

En vérité c'était un affreux euphémisme cela revenait à dire : Ce n'est pas un gage sans dessaisissement, c'est-à-dire une hypothèque mobilière que je vous propose, mais une application extensive du privilège du propriétaire, c'est-à-dire une hypothèque mobilière!

Un axiome géométrique dit que deux quantités égales

(1) *Bulletin de législation comparée*, juin-juillet 1897, p. 464-465.

(2) Barral et Passy *Enquête agricole*. t. II. p. 194 ; voir aussi p. 115 et 116. Rapport fait au nom de la Section centrale par M. Jottrand.

à une troisième sont égales entre elles. Quoi qu'il en soit, le principe sous un autre nom a été admis. La loi du 15 avril 1884 dans son article 5 exige une inscription sur un registre spécial tenu par le receveur de l'Enregistrement pour la conservation du privilège, et la date de cette inscription fixe son rang.

C'est donc une véritable hypothèque avec publicité. Le privilège du bailleur prime celui du prêteur pour trois années échues et l'année courante (art. 9); la loi organise même une certaine publicité pour l'étendue du privilège du bailleur, qui est ainsi restreinte dans l'avenir à l'année échue; le prêteur, peut à tout moment requérir de l'emprunteur la présentation des quittances de loyers échus et même en retenir la garde contre récépissé, à charge de les représenter à toute réquisition (art. 10). Enfin, une autre innovation, consiste à obliger le propriétaire qui fait des avances à son fermier pour l'exécution du bail à se conformer à la publicité inaugurée par la loi nouvelle pour les prêts agricoles. Tout prêteur, même un simple particulier jouit d'ailleurs de la faculté d'acquérir le privilège agricole (1).

Quant à l'étendue du privilège, elle est aussi considérable que celle du privilège du propriétaire (art. 12); il porte sur tous les meubles garnissant la ferme, objets mobiliers réputés immeubles par destination ainsi que — mais ceci nous est déjà connu — sur les récoltes pendantes par racines et les fruits des arbres non encore recueillis. Cette loi il est vrai, n'a pas produit les effets qu'on en espérait; la Caisse d'épargne avait été

(1) Durand : *Crédit agricole*, p. 406.

autorisée à disposer d'une partie de ses capitaux au taux de 3 0/0. « Cependant M. de Pitteurs-Hiegaerts disait à la séance de la Société centrale du 12 mars 1888 :

« Je suis membre du conseil général de la Caisse d'épargne, je puis vous affirmer que le crédit agricole a complètement avorté (1). »

Il est vrai que la loi entourait de telles complications le prêt agraire, de telles responsabilités les membres des comptoirs qu'il n'y a pas à en tirer de conclusion défavorable contre le principe. Les comptoirs étaient en effet composés de notables qui répondaient des risques du prêt vis-à-vis de la Caisse d'épargne et ne touchaient pour cela qu'un intérêt dérisoire; c'était presque suivre le même raisonnement que fit Frédéric II en créant les *Alten Landschaften* allemandes du système de Bühring (2), à cette différence près qu'il n'y a pas obligation à faire partie du comptoir, obligation essentielle à ces cinq *Alten Landschaften*, dont l'absence explique d'ailleurs le peu d'empressement des Belges (3) à former des comptoirs (4).

Cet échec n'était pas fait pour décourager la Belgique,

(1) Micha, Belgique, *Historique du crédit agricole en Europe* 1888. p. 62.

(2) Durand, *crédit agricole*, p. 123, 130 et suiv.

(3) Sur le nombre des Comptoirs, leur responsabilité et leur organisation vicieuse. Voir communication de M. Lepreux, directeur général des Caisses d'épargne en Belgique. La Caisse d'épargne en Belgique, dans ses rapports avec les institutions de crédit agricole. Musée social circulaire n° 13. Série A 31 mai 1897, p. 246, note 1.

(4) Nous négligeons l'intérêt que retirent les membres des comptoirs belges parce qu'il est dérisoire et, par là, s'éloigne à peine du cautionnement hypothécaire gratuit des anciennes associations dont nous parlons. Il y aurait aussi la différence résultant de la forme du crédit, l'un hypothécaire, l'autre personnel. Néanmoins, une certaine communauté d'idées existe entre ces deux institutions.

la loi du 21 juin 1894 (art. 1) vint autoriser la Caisse générale d'épargne et de retraite à consentir des prêts directement aux Sociétés coopératives de crédit agricole (1) sous certaines conditions d'agrément (art. 2). Les agriculteurs peuvent donc s'adresser soit au comptoir, soit aux Sociétés coopératives de crédit agricole. Que tout cela n'ait pas suffi à propager le crédit agricole, que l'idée même de la loi de 1884 ait été faussée par l'exigence d'une garantie réelle concomitante au au privilège agricole, M. Lepreux (2) l'explique à la fois par la répugnance de l'agriculteur à recourir au crédit et les vices de l'organisation des comptoirs. Cet échec, attribué à des causes locales, ne doit donc pas détourner du gage sans déplacement, de l'hypothèque mobilière. Dans un pays où le cultivateur serait moins craintif, où surtout l'organisation de cette hypothèque mobilière serait mieux conçue, tout porte à croire qu'elle réussirait pleinement.

C'est encore au manque d'habitude qu'il faut attribuer le peu d'extension du système organisé par la loi portugaise de 1867 sur le crédit agricole (3). Des conditions assez nombreuses sont nécessaires pour l'obtention du privilège agricole : preuve de la destination,

(1) *Annuaire de législation étrangère* 1894 p. 518. La notice de M. Pierre Lallier et la note 1.

(2) M. Lepreux *Musée social* circulaire précitée, p. 247.

(3) La banque de Vizeu est une des seules à avoir profité de la loi ; encore n'a-t-elle fait de prêts agricoles que pour une somme de 25.345 francs, et dans la première année de sa création, sans d'ailleurs que les résultats aient été mauvais. Voir Barral et Passy, t. II, p. 252. Réponse de M. d'Andrade Corvo. Voir cependant sur les bons résultats obtenus par la banque annexe à la proposition de loi de M. Antonin Proust, *Journal Officiel* du 10 janvier 1891. Doc. parl. Ch. p. 341.

domicile dans la circonscription de la banque, déchéance du terme à défaut d'une seule prestation. La durée de l'emprunt varie de six mois à quatre ans avec faculté de paiement anticipé :

« Le gage peut être fourni en biens mobiliers, mobilier agricole, en bétail de travail ou autre... ; ... quand il se rattache directement à l'industrie de l'emprunteur, il peut rester en sa possession (1). »

Si l'emprunt est gagé par du bétail, il ne doit porter que sur 50 0/0 de la valeur des animaux ; pour tout autre meuble, sur un tiers de la valeur ; enfin, sanction sévère en cas de fraude. Maintenant, faut-il croire avec M. Durand (2) que le gage sans dessaisissement n'existe pas dans la législation portugaise ? Lui-même cite l'affirmation contraire de M. Diaz de Rabago, et ce témoignage est corroboré par celui d'un professeur portugais dont il ne donne pas le nom ; en vérité, ce dernier auteur prétend que les tribunaux, « principalement à Lisbonne, ne veulent pas connaître de ces faits au criminel, et renvoient les parties devant la juridiction civile ». Il semble qu'on ne saurait tirer argument de ces paroles ; le défaut de condamnation vient peut-être de ce que la pénalité est trop forte.

Nous trouvons d'ailleurs organisé dans la législation civile portugaise, sous le nom de privilèges (3), un régime qui est bien rapproché de l'hypothèque mobilière : pour certains contrats intéressant particulièrement l'industrie, le créancier est protégé par un privi-

(1) Barral et Passy, *Enquête agricole*, t. II, p. 248 et suiv.

(2) Durand, *Crédit agricole*, p. 612 à 615.

(3) MM. Laneyrie et Dubois, *Code Civil portugais* de 1867, p. 273 à 277.

lège : ex. « la créance pour prix de tous meubles ou machines ou pour prix de leur réparation, sur la valeur de ces meubles ou machines », art. 882, 3<sup>o</sup> (1) ; de même encore art. 883. 1<sup>o</sup> « La créance pour prix des matières premières sur la valeur des produits fabriqués(2) ». Et les §§ 3 à 6 de l'art. 882 et 4 de l'art. 883 maintiennent le privilège tant que les objets sont entre les mains du débiteur : ils lui font produire effet même après en cas de fraude des contractants lorsque le contrat est à titre onéreux. En réalité, il y a là une hypothèque mobilière spéciale malheureusement non soumise à la publicité. Il est remarquable au contraire que le privilège du propriétaire de biens immobiliers contre son locataire (*lato sensu*) est soumis à inscription... Art. 880, 1<sup>o</sup>-2<sup>o</sup> et §§ 1 et 2 et 881 (3). Cette extension des privilèges spéciaux peut satisfaire un certain nombre des besoins industriels et commerciaux ; elle nous paraît compliquer les choses et s'adapter moins exactement aux besoins que l'hypothèque mobilière conventionnelle (4).

En Angleterre, l'hypothèque mobilière est connue sous le nom de Mortgage. M. Glasson (5) dit à ce sujet :

(1) *Ibid.*, p. 275.

(2) *Ibid.*, p. 276.

(3) *Ibid.*, p. 273, 274.

(4) Elle semble injustifiée en matière de primes d'assurances, art. 881, 882, n<sup>o</sup> et § 5. S'il y a en effet créance, il n'en est pas moins vrai que toutes les polices d'assurances stipulent que le défaut de paiement d'une seule prime fait cesser tout droit à indemnité en cas de sinistre. Il en résulte donc que les Compagnies ont tout intérêt à provoquer des retards ce qui leur est facile, afin de se mettre à couvert des risques tout en conservant leurs droits intacts.

(5) M. Glasson, *Histoire des Institutions de l'Angleterre*, t. VI. Édition

« Il arrive assez fréquemment, en Angleterre, qu'un débiteur engage à son créancier un ou plusieurs meubles, tout en restant en possession de ses biens. »

La forme que l'on emploie généralement pour constituer cette hypothèque est la vente (Bill of Sale). A l'origine, cet acte de vente (1) était absolument clandestin. Il y avait là une source de fraudes trop abondante et trop accessible aux débiteurs peu scrupuleux pour qu'ils n'en profitassent pas, aussi le législateur intervint-il en 1854 pour exiger une certaine publicité par l'enregistrement de l'acte de vente. Malheureusement, le législateur ne fut pas assez prévoyant, la fraude sut encore déjouer ses prévisions. Vingt et un jours avaient été impartis par la loi pour l'enregistrement; tous les vingt jours on renouvelait l'acte de vente (2) et l'exigence de la loi était ainsi tournée. Enfin, une loi du 22 juillet 1878 intervint, et fixa un délai de sept jours pour l'enregistrement; en outre, si une deuxième vente pignorative était faite avant l'enregistrement de la première et dans les sept jours de celle-ci, elle était sans valeur. La loi déterminait les meubles susceptibles de mortgage. D'ailleurs, tout juge persuadé que le défaut d'enregistrement n'était pas frauduleux, pouvait le permettre après le délai.

1883, p. 319. M. Lyon-Caen, *Loi anglaise sur la faillite*, du 25 août 1881. Introduction, p. 42. Une loi de 1878 rendait l'enregistrement opposable à la masse en cas de faillite, mais le législateur de 1882 a fait rentrer le bien au profit de la masse.

(1) Voir sur le point de savoir sur la tête de qui, débiteur ou créancier, repose la propriété pendant la durée du prêt, et avant le remboursement, la divergence d'opinions qui existe entre les cours d'équité et les cours de loi commune, M. Glasson, *op. cit.*, p. 393, 394.

(2) M. Glasson, *op. cit.* Sur toute cette partie, p. 319, 320 et 394.

Le système sanctionne bien et permet le gage sans dessaisissement, mais il ne le valide que par un moyen détourné, ce qui est un premier défaut et il fonctionne sans une publicité suffisante; enfin, il semble même que l'enregistrement exigé, sans atténuer beaucoup la clandestinité du contrat, oblige le débiteur à un déplacement coûteux et à une perte de temps peut être considérable (1).

La législation américaine connaît aussi l'hypothèque mobilière (2); comme en Angleterre, elle est fondée sur une vente conditionnelle; comme en Angleterre aussi, elle a subi une évolution successive, mais a poussé plus loin le souci de préserver les tiers. Nous avons dit qu'il y avait là une hypothèque mobilière; en réalité si le mort-gage en produit l'effet final, c'est par la combinaison d'autres principes. A l'origine, le transport de propriété était réellement effectué (3) puis la possession était retransférée au vendeur (emprunteur); il y avait donc dualité d'acte, ce qui rendait très facile la fraude consistant pour le créancier à vendre l'objet. Mais bientôt le contrat se simplifia, s'unifia, devint un transport de la propriété avec réserve de la possession et sous condition de retour en cas de paiement. Le contrat produisait ces effets envers et contre tous, le créancier restant propriétaire,

(1) M. Glasson, *op. cit.*, p. 320, dit en effet que « les fonctions d'enregistreur sont remplies par les officiers de la Cour suprême de justice attachés à la division du banc de la Reine ».

(2) Voir sur toute la législation américaine le remarquable et très intéressant article de M. Holdheim publié dans les *Annales du Droit commercial* 1895, p. 126 et suiv. spécialement n° 5.

(3) Holdheim, *Annales du Droit commercial* 1895, p. 131-132.

le débiteur simple possesseur. Nous avons vu cette situation à propos du gage maritime en France. Elle rappelle assez exactement cette loi de l'optique d'après laquelle un objet étant placé à une certaine distance d'un miroir concave, une image réelle renversée par rapport à l'objet se produit. Cependant ces conséquences logiques à outrance et un peu formalistes s'altèrent peu à peu ; on reconnaît d'abord au vendeur maintenu en possession, un droit de disposition plus large, il en vient enfin à conserver sous la réserve des droits de l'acheteur c'est-à-dire du créancier un droit absolu de disposition ; il peut grever à nouveau la chose de droits réels, l'aliéner, faire en réalité sur elle tous actes de maître. M. Holdheim ajoute même qu'« il est traité quant aux droits politiques comme propriétaire, mais ce n'est que dans la période actuelle qu'il est resté véritablement propriétaire ».

« Cette propriété, continue M. Holdheim (1), par suite du développement de la législation, se trouve de nos jours changée en un droit pour le créancier de se mettre en possession du gage — par lui-même s'il le peut ou avec le secours du juge, — de le réaliser et de se faire payer sur le prix par préférence aux autres créanciers. »

Mais ce qu'il y a de remarquable dans cette législation, c'est que, bien plus efficacement qu'en Angleterre, l'intérêt des tiers est protégé par diverses formalités et par une publicité complète (lois de 1878, 1882 et 1890) (2).

Rédaction d'un acte écrit, présence de témoins hono-

(1) Holdheim, *Annales du Droit commercial*, 1895, p. 132.

(2) *Ibid.* Mortgage et Mortgagebonds, n° 5.

rables et d'un sollicitor, voilà de quoi donner pleine protection au débiteur; enregistrement nécessaire, inscription dans les 7 jours sur un registre *ad hoc* déposé au Tribunal, voilà pour la publicité et date certaine à l'égard des tiers.

« Enfin la jurisprudence américaine suppose encore aujourd'hui comme autrefois en Angleterre « special » cases and special reasons », c'est-à-dire qu'elle exige la justification d'un motif suffisant pour que le gage reste en la possession du débiteur, ce qui écarte jusqu'à l'apparence d'une intention frauduleuse. »

Cette législation est donc un modèle que nous devons retenir, nous y avons déjà trouvé à propos du gage du matériel industriel des institutions juridiques intéressantes, nous en rencontrerons peut-être encore.

Si nous repassons en Europe, nous retrouvons deux pays où le crédit réel mobilier est organisé d'une façon pratique et sage.

Le Code fédéral suisse des obligations promulgué le 14 juin 1881 a réglementé le droit de gage uniformément dans toute la Suisse et, comme beaucoup de législations européennes, il a rejeté l'hypothèque mobilière. Donc en principe, pas de gage sans dessaisissement du débiteur. Cependant l'article 210 de ce code permet à la législation cantonale d'autoriser l'engagement du bétail par le seul effet d'une inscription sur les registres publics.

Dans le canton de Thurgovie, une loi du 12 septembre 1851 avait admis la validité de la constitution en gage du bétail sans transport de possession au créancier; mais cette loi avait restreint cette faculté au cas

où le prêt était fait en vue de l'achat de bétail et sur les animaux ainsi achetés; en outre, seules les caisses communales de prêt pour achat de bétail autorisées par l'Etat pouvaient obtenir une garantie de ce genre (1). La convention devait être enregistrée au contrôle du juge de paix moyennant un droit fixe de 0 fr. 50 c.; une pénalité sanctionnait la disposition par le débiteur de l'objet du gage (2).

Les bienfaits de cette loi ont été si grands que l'on a songé à en étendre le champ d'application; le 21 novembre 1893, une loi a été proposée pour permettre au débiteur d'engager de cette façon le bétail quelconque dont il est propriétaire en en conservant la possession et quel que soit l'usage qu'il veut faire de la somme empruntée; un referendum l'a consacrée définitivement le 28 janvier 1894. Le mode de publicité semble changé (3). Il y a plusieurs formalités à remplir : rédaction d'un acte écrit montant de l'emprunt, conditions de paiement, individualisation précise de l'animal.

« Le contrat est remis à l'employé du service des pâturages du cercle dans lequel le débiteur a son domicile; cet employé le transcrit sur un registre spécial (art. 3). Le gage est constitué à partir de cette transcription (art. 5) (4).

(1) Voir sur cette matière *Annuaire de législation étrangère*, 1894, p. 670. Communication de M. Fernand Daguin. Voir aussi pour la législation antérieure à 1891, Durand, *Crédit agricole*, p. 394 à 401, spécialement pour les résultats.

(2) Durand, *Crédit agricole*, p. 396.

(3) Daguin, *Annuaire de lég. étrangère*, 1894, p. 671.

(4) Daguin, *op. et loc. cit.*

Un autre canton, celui de Zurich, était beaucoup plus large encore et admettait l'hypothèque mobilière; le Code fédéral suisse est venu restreindre son application au seul bétail (1). Le nouveau Code Civil de Zurich réglemente ce cas dans ses articles 403 à 411 et 413. Une première garantie consiste dans l'autorisation du président du tribunal, nécessaire pour la constitution du gage sans dessaisissement du bétail; en outre, il faut une inscription sur le registre de gage officiel de l'officier municipal (art. 403). Le débiteur doit au moment de l'autorisation du président être exempt de poursuites ou muni de la preuve du consentement des poursuivants (art. 404). Article 405 : « Le droit de gage prend naissance par l'inscription sur le registre de gage (2); des poursuites intervenues dans les vingt-quatre heures de l'autorisation, n'invalident pas le gage. » Suivent des conditions d'individualisation (art. 406) de durée (art. 407) de réalisation (art. 411) de concours d'après la date (art. 413) de résiliation du contrat et de déchéance du terme en cas de négligence ou de fraude du débiteur (art. 409-410); enfin la substitution d'un animal à un autre est prévue par l'article 408 qui exige la répétition des formalités de constitution. Cette sorte d'hypothèque mobilière existait depuis longtemps et lors des travaux préparatoires du Code Civil, la Commission et tous les cercles agricoles en ont demandé la conservation.

(1) Lehr, *Code Civil du canton de Zurich* traduit et annoté, 1887, p. 101, note 2, et p. 101 à 103.

(2) Lehr, *op. cit.*, p. 102. Pour les textes et commentaires en allemand, voir Schneider, *Privatrechtliches Gesetzbuch für Kanton Zurich*, d'après le commentaire de Bluntschli, § 401 et suiv., p. 284 et suiv. (Zurich, 1888.)

Dans la « délibération du Conseil cantonal, absolument aucune opposition ne s'est manifestée contre le maintien de cette institution » dit M. Schneider (1); par sa seule force, elle avait chassé l'usure des campagnes, et le peuple y était tellement attaché que, dit encore M. Schneider : « le rejet de ces dispositions eût mis la loi en péril dans un referendum », et la restriction de cette hypothèque mobilière semble avoir apporté des regrets dans la classe ouvrière et commerçante (*op. et loc. cit.*).

Dans les deux cantons suisses où elle est admise, elle a été sagement réglée, sans doute, il est regrettable qu'elle n'y ait pas un champ d'application plus vaste et que la législation fédérale ait mesuré aussi étroitement à la loi cantonale la liberté sur ce point. Néanmoins et dans sa sphère propre, l'hypothèque mobilière y est très bien conçue et y rend de grands services. Des projets d'application ont même été faits dans d'autres cantons, notamment en 1888 par MM. Boiceau et Favrod, députés au Grand Conseil du canton de Vaud (2).

En Roumanie l'hypothèque mobilière a fait l'objet d'essais très intéressants; une loi du 16 juin 1881 sur l'institution des caisses de crédit agricole (3) l'a permise et organisée (art. 21, 27 à 32). Cette loi instituait dans son article premier, une de ces caisses dans chaque chef-lieu de district, l'article 27 énumère les objets susceptibles de gage sans déplacement : bois des forêts en coupe,

(1) Schneider, *op. cit.*, p. 285-286.

(2) Durand, *Crédit agricole*, p. 401.

(3) Le texte de cette loi est traduit dans l'*Enquête agricole* de MM. Barral et Passy, t. II, p. 330 et suiv.

plantes et produits de la terre attenants ou non au sol, déposés dans des caves, en gare, etc., ou laissés sur les champs en meules, files, etc., en général tous les produits volumineux ou difficiles à emmagasiner :

« La remise du gage, dit l'article 27, sera également conventionnelle pour les animaux et instruments agricoles qui ne peuvent pas être enlevés des champs, sans que le travail du champ ou de l'industrie agricole à laquelle ils sont affectés en souffre. »

Pour tous ces meubles, l'article suivant exige pour la perfection du contrat son inscription sur un registre spécial de la commune où se trouve le gage (1). L'article 29 règle les conditions de réalisation du gage; les peines de l'abus de confiance sont prononcées par l'article 30 contre le débiteur infidèle; l'article 31 détermine le rang du privilège de la caisse de crédit agricole en cas de concours avec d'autres; enfin la loi dans son article 32 établit la commercialisation de ces engagements agricoles, le taux du prêt est de 7 0/0, article 22, et sa durée de neuf mois au maximum, article 24; la publicité est bien organisée; elle est très pratique, parce qu'elle n'exige ni déplacement, ni frais

(1) La traduction de l'*Enquête agricole* de MM. Barral et Passy, porte art. 28 : « Pour les *troisièmes* la remise du gage ne pourra être considérée comme effectuée qu'à partir du jour de l'inscription *conventionnelle* sur un registre spécial de la commune où se trouve le gage »; or l'art. 27 ne mentionne que deux séries d'objets. Un excellent ami, de nationalité roumaine, docteur en droit, a bien voulu traduire le texte roumain de l'art. 27 de la loi du 2 juin 1894 qui est la reproduction de l'art. 28 de la loi de 1881 : « Par rapport aux *tiers*, la remise du gage ne sera censée effectuée qu'à partir de la date de l'enregistrement (ou transcription) de la *convention* sur un registre spécial de la commune où se trouve l'objet engagé; les enregistrements sont faits par les maires assistés des notaires. » Cette traduction précise et juridique démontre une double erreur dans la traduction précédente.

pour le débiteur; en outre, elle est efficace. Cependant si l'intervention du maire est justifiée, celle du notaire nous semble superflue, elle a l'inconvénient d'entraîner des frais inutiles; peut-être se justifie-t-elle par des exigences locales, peut-être aussi se comprendrait-elle si l'hypothèque mobilière était accessible à tous les prêteurs, et non pas seulement à de grands établissements de crédit sous la surveillance de l'État. Ce serait alors une garantie et une protection pour l'emprunteur.

D'après cette loi, les caisses étaient indépendantes les unes des autres (art. 1<sup>er</sup>), et le capital de chacune pouvait varier de 150 à 300.000 francs. Comme les résultats étaient insuffisants, on crut le capital trop peu important. Une loi du 22 février 1883, autorisa le Gouvernement à porter le capital de chaque caisse à 3 millions; puis comme l'institution ne fonctionnait pas avec la vitalité désirable, on réorganisa le crédit agricole par la loi du 2 juin 1892. Celle-ci réunissait toutes les caisses en une seule divisée en deux sections avec des succursales dans les districts. La première section avec un capital de 20 millions faisait les mêmes opérations que l'ancienne (maximum de prêt par emprunteur 1.000 francs), la seconde avec un capital de 3 millions, était organisée pour faciliter au paysan l'achat et la mise en valeur des terres vendues par l'État en vertu de la loi du 3 avril 1889. Cette seconde section procure ainsi le capital de première installation (maximum de 700 francs par emprunteur). Les articles 26 et 27 sont la reproduction des articles 28 et 29 de la loi de 1881. L'hypothèque mobilière agricole est maintenue avec son organisation perfectionnée; celle des caisses a seule

changé. Les maxima de 700 et de 1.000 francs ne suffisent qu'aux petits agriculteurs, c'est à leurs besoins que l'on a d'abord voulu pourvoir. Les grands agriculteurs ont eux aussi souhaité jouir des faveurs du privilège; une loi du 28 mars 1894 (1), modifiée par celle du 31 mars 1895, a créé pour eux la *Banque agricole* avec un capital de 12.212.500 francs. La *Banque agricole* est autorisée, comme le *Crédit agricole*, à prêter sur gage de produits et d'instruments sans dessaisissement du débiteur par inscription de l'acte sur le registre de gage de la mairie d'ailleurs où se trouve l'exploitation; les peines de l'abus de confiance frappent le débiteur infidèle; le taux est de 9 0/0, 3 0/0 au-dessus du taux de la Banque nationale et le terme de neuf mois. La Banque fait en outre des opérations sur les warrants de denrées agricoles déposées dans les magasins généraux; elle se charge aussi des opérations de dépôt de grains dans les docks et de vente par leur intermédiaire.

## § 2. — PROJETS ANCIENS ET NOUVEAUX PROPOSÉS EN FRANCE.

Après avoir étudié quelques applications de l'hypothèque mobilière ou du gage sans déplacement au point de vue agricole à l'étranger, nous allons l'examiner en France. Nous énumérerons d'abord les prin-

(1) Voir aussi sur cette loi *Annuaire de législations étrangères*, 1894, p. 816 et suiv., spécialement pour la réalisation du gage.

cipaux projets qui y ont été élaborés sur notre matière, jusqu'en 1883; puis, nous verrons les projets récents ou actuellement pendants devant les Chambres; suivant les trois chefs : marchandises, marchandises en cours de transformation, matériel industriel.

*Historique jusqu'en 1883* (1). — La question du crédit agricole se pose pour la première fois en France, en 1840, par un vœu du Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce, en faveur d'une mission d'études à l'étranger (2), et, l'année suivante, un inspecteur de l'agriculture, M. Royer, fut envoyé en Allemagne à cet effet. En 1845 (3), un congrès agricole central émit le vœu de réformer le titre des privilèges dans le Code Civil et de créer une institution de crédit agricole; la même année le Conseil général de l'agriculture formula des conclusions en faveur de l'organisation du crédit foncier et dans le sens d'études sur celle du crédit agricole mobilier. Une circulaire du 16 juillet demandait l'avis des Conseils généraux; les réponses unanimes en faveur du crédit foncier, furent très diverses sur le crédit mobilier. En 1848, M. Tourret, ministre de l'Agriculture, promit de s'en occuper. En 1853, après une enquête près des Chambres consultatives d'agriculture, leurs réponses ayant été favorables, mais

(1) Sur cette partie, Voir. *Note sur le Crédit agricole mobilier*, rédigé et publié sur la demande de la Commission chargée de l'étude de la question et par ordre de M. le ministre de l'Agriculture et du Commerce, par la Direction de l'Agriculture, 1880, p. 1 à 47. Voir aussi Baillet, *Essai sur le Crédit agricole mobilier*, 1887, p. 25 à 58.

(2) *Note sur le Crédit agricole. Loc. cit.*; Baillet, p. 25.

(3) Baillet, *op. cit.*, p. 26 à 29. Note p. 1 à 10.

vagues, une Commission spéciale (1) fut nommée avec mission d'examiner les projets et mémoires qui lui seraient adressés.

L'année suivante, M. Léonce de Lavergne fut envoyé en mission en Allemagne et en Angleterre, et M. Josseau chargé de recueillir les réponses de nos agents consulaires. Parmi les divers systèmes soumis à la Commission, la plupart furent rejetés, mais celle-ci retint la proposition du gage sans déplacement (2). Le Gouvernement ne voulut pas s'y attacher, il se contenta de favoriser la création de la Société du Crédit agricole, dont le capital fut ensuite porté de 20 à 40 millions.

En 1865, l'idée du nantissement à domicile fut reprise à la fois par les économistes et par les directeurs du Crédit agricole, et une nouvelle Commission (3) fut nommée l'année suivante. Ses conclusions, après une entente difficile, tendaient à admettre le gage sans dessaisissement; mais sur les observations des ministres de la Justice et des Finances, le projet fut renvoyé au Conseil d'État, et nous savons, sans qu'aucun avis officiel ait été donné, qu'il n'y était pas favorable.

La grande Commission de l'enquête agricole (1866 à 1869) et sa Sous-Commission du crédit rejetaient, au contraire, comme le Conseil d'État, les conclusions du rapport de M. Josseau (4). A plusieurs reprises, la

(1) Baillet, *op. cit.*, p. 37 à 41. *Note de la Direction de l'Agriculture*, p. 10 à 15; Josseau, *Rapport sur le Crédit agricole*, 1885, p. 2.

(2) *Note sur le Crédit agricole. Loc. cit.*; Josseau, rapport, p. 2.

(3) *Note sur le Crédit agricole*, p. 15 à 23. Baillet, *op. cit.*, p. 44 à 47. Josseau, rapport, p. 3.

(4) *Note sur le Crédit agricole*, p. 23 et Baillet, p. 47.

Société nationale d'agriculture (1), séances des 18 juin 1862, 23 décembre 1868, 29 janvier 1870, en 1874 et en 1878, renouvela les vœux en faveur du gage sans dessaisissement.

En 1878, le Congrès agricole international ne donna pas son avis. Les mauvaises saisons qui, coup sur coup, se produisirent de 1876 à 1879, provoquèrent les plaintes des Conseils généraux (2). Une Commission nouvelle fut nommée et admit dans ses conclusions, le gage sans dessaisissement et la commercialisation des engagements agricoles (3). A la suite de ces conclusions, un projet de loi fut déposé au Sénat par le Gouvernement; après des modifications profondes, apportées par la Commission sénatoriale, un rapport fut déposé à la séance du 31 juillet 1883, par M. Labiche (4). Le Sénat discuta le projet dans les séances des 29 et 30 novembre 1883 (5). A la suite d'une discussion très animée, entre les partisans et les adversaires du projet, il fut renvoyé à la Commission sur la demande de son président, M. de Parieu. En décembre 1883, une lettre de M. de Parieu au ministre de l'Agriculture, le priait de demander à la Société nationale d'agriculture de France de faire une enquête sur la question. Les réponses ont été publiées (1885) en deux volumes pour la France et l'étranger par MM. Barral et Passy avec le rapport de M. Josseau.

(1) Baillet, *op. cit.*, p. 50 et suiv.; Josseau, rapport, p. 6 et 20.

(2) Baillet, p. 52, 53 à 57.

(3) Josseau, rapport, p. 7 à 9.

(4) *Journal officiel*, 30 nov. et 1<sup>er</sup> déc. 1883.

(5) *Journal officiel*, 30 nov. et 1<sup>er</sup> déc. 1883.

Nous passerons maintenant en revue les réformes proposées en France depuis quinze ans pour procurer à l'agriculture le crédit réel dont elle a besoin et nous étudierons quelques-uns des projets qui y ont été élaborés. Là, comme précédemment, nous verrons d'abord le prêt sur marchandises terminées, puis en cours de transformation, ensuite le prêt sur matériel industriel.

Le nantissement sur marchandises se conçoit de deux façons : ou bien c'est un nantissement ordinaire avec toutes les complications possibles, ou bien c'est un nantissement au moyen d'un warrant, contrat à formes très simplifiées et pratiques.

Le gage pur et simple, sur produits récoltés, a d'abord été étudié ; un obstacle infranchissable résultait, pour l'agriculture, de la nécessité du transport de possession édictée par l'article 2076, et nous avons vu la plupart des commissions d'études et d'enquête faire des vœux en faveur de sa modification.

En dernier lieu, le Gouvernement avait déposé au Sénat un projet de loi qui vint en délibération les 29 et 30 novembre 1883. Ce projet permettait l'engagement des produits récoltés avec maintien de la possession au débiteur (art. 1). Une déclaration verbale devant le juge de paix, suivie de l'interpellation de ce magistrat sur le point de savoir si l'objet engagé ne l'était pas déjà, et enfin la transcription sur un registre spécial du conservateur des hypothèques, suffisaient à faire naître le privilège en faveur du créancier. La sanction édictée pour toute infidélité se trouvait dans l'article 408 C. P.

La Commission sénatoriale avait, au contraire,

généralisé, appliquant cette faculté à tout emprunt même civil, l'étendant à tout objet (art. 3), exigeant la rédaction d'un écrit enregistré sur un registre spécial au bureau d'enregistrement (art. 4), mais, par contre, ne demandant pas nécessairement la publicité par la transcription (art. 2). Nous aurons à étudier, à propos de la constitution en gage du matériel, les deux projets signalés. Nous nous bornons ici à cette mention sommaire.

Sur la proposition de M. Antonin Proust, déposée à la Chambre le 25 octobre 1890 (1), nous n'insisterons pas quant à présent.

M. Proust combine le système de la Commission du Sénat et celui du Gouvernement. Il admet le gage sans déplacement des produits, mais estime que l'écrit peut être remplacé par déclaration verbale devant le juge de paix, qui l'enregistre (art. 2), puis enregistrement de l'acte écrit ou de l'expédition de la déclaration sur un registre spécial, au bureau de l'Enregistrement du domicile du débiteur (art. 5).

En 1891, l'orientation des idées change, ou mieux, l'idée du nantissement des produits agricoles suit son cours et son développement naturel l'amène à la simplification résultant du warrant.

Le 3 décembre 1891, M. Martinon (2) et plusieurs de ses collègues présentaient à la Chambre une propo-

(1) *Journal officiel*. Doc. parl. Ch., sess. extr., annexe n° 947, p. 336 et suiv.

(2) *Journal officiel*. Doc. parl. Annexe n° 1772. Session de 1891. *Journal officiel*, n° du 26 février 1892. 54 députés présentaient cette proposition de loi.

sition de loi visant à la création de docks-greniers sur le modèle de ceux qui existent aux États-Unis et en Russie. Ces établissements permettent le warrantage des grains, qui favorise la stabilité des cours et l'attente du moment avantageux pour la vente (1); les frais de garde et de conservation sont diminués par la possibilité de mélanger les grains de même qualité. Le dock-grenier remplace, en outre, les bâtiments de ferme, décharge le cultivateur des risques de conservation, économise l'achat de machines coûteuses de triage et de nettoyage et assure au commerce la qualité déterminée des grains; il supprime la vente par échantillons et facilite les transactions par la réunion des marchandises et le mandat donné au magasinier. En France, on y voyait encore un avantage de centralisation en cas de mobilisation de l'armée (2).

Le projet organisait ce régime d'une façon très ingénieuse sur le modèle de nos magasins généraux; mais des différences considérables séparaient cependant ces deux catégories d'établissements. Dans la crainte de l'accaparement (3) on supprimait la dualité de titres; on ne maintint que le warrant sous le nom de certificat de dépôt transmissible par endossement et constitutif

(1) Le cours de l'avoine présente généralement un écart de 4 à 5 francs entre les mois d'avril et d'août. Exposé des motifs de la proposition de M. Martinon. *Journal officiel*, date précitée, p. 2888, et 1897, p. 7 du texte de la proposition; sur le cours des blés, MM. Delaunay, Brindeau, Sigfried et plusieurs de leurs collègues dans leur proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre le 13 mars 1897 indiquent d'août à décembre 21 fr. 26 c. comme cours moyen, les sept autres mois 22 fr. 53 c. soit 1 fr. 27 c. par 100 kilogr. soit 5 75 0/0 de la valeur.

(2) Voir aussi *sur les avantages du magasin général au point de vue agricole*. Dubron, thèse, 1898, p. 182 et suiv.

(3) Ce n'est pas un mal imaginaire, voir à ce sujet M. Thaller et références *Annales de droit comm.* 1894. II p. 57.

de gage; comme le warrant, le certificat de dépôt est reçu par les établissements de crédit avec dispense d'une des signatures statutaires, la marchandise remplace l'une des signatures; enfin, contrairement aux magasins généraux, les docks-greniers ne peuvent prêter sur nantissement de marchandises qui leur sont déposées; c'est en ce qui les concerne l'abrogation de la loi du 31 août 1871 dans la législation des magasins généraux (1).

Enfin la proposition de loi dans son article 1<sup>er</sup> prévoyait la création facultative et multiple de docks-greniers dans chaque département sur l'initiative de Sociétés ou corps locaux. Le 28 octobre 1897. M. Martinon déposait à nouveau la même proposition de loi, elle a été renvoyée à la Commission des warrants agricoles.

Mais la proposition de loi de M. Martinon, qui avait été un progrès sensible s'est trouvée à son tour dépassée par une conception nouvelle. On a retenu ce qu'il y avait de meilleur dans les projets précédents, on les a combinés et l'on en a fait un tout original et pratique. La proposition de 1891-1897 promettait à l'agriculture un excédent de 4 à 5 0/0, mais en revanche entraînait des frais considérables, transport, location du magasin; même en prenant les chiffres de l'Amérique 3 centimes par hectolitre et par dix jours, cela représente 9 centimes par mois, soit en neuf mois 81 centimes; l'avantage est bien problématique. Sans doute, l'agriculture y trouvait une économie d'instruments de triage et de

(1) Cette abrogation est généralement demandée même par les magasins généraux. Voir M. Thaller : *Où est la question des magasins généraux? Annales du Droit comm.* 1894, II, p. 51. Nous avons du reste constaté qu'en fait les magasins généraux de Paris ne profitent pas de la loi de 1871.

nettoyage, mais elle les possède déjà; ne les possédât-elle pas, elle trouverait à les louer à très bon compte, il en est de même des greniers, ils existent, le fermage n'en serait pas moins lourd si des docks étaient fondés.

La création de magasins généraux serait une dépense onéreuse et l'agriculture aurait à supporter l'intérêt des capitaux immobilisés (1). On a donc été rechercher dans les propositions antérieures ce qui pouvait être un allègement à la dépense; on a été ainsi amené au warrant à domicile. Que cette situation soit très exceptionnelle, c'est possible.

Le warrant porte sur une marchandise destinée à la circulation; lui-même est un titre négociable, il doit présenter pour le preneur et le public une entière sécurité (2), à défaut de quoi ce titre ne circulera pas. Cependant si le warrantage est organisé de façon à donner confiance, la pratique saura éliminer ce qu'il y a de défectueux dans le projet et organiser une surveillance efficace, on peut alors se rallier à la réforme, si elle se justifie par des considérations particulières à l'agriculture; or au dire des spécialistes c'est le seul procédé permettant d'éviter une vente inopportune et une perte

(1) On estime le prix de revient minimum d'un hangar à 14 francs le mètre courant. Sans doute, on pourrait songer à une organisation communale ou cantonale, mais si les frais d'entretien seraient minimes, leur construction augmenterait dans une proportion notable les charges de communes déjà obérées. On s'est aussi demandé si une entreprise de ce genre ne serait pas menée à bien laissée aux soins d'agriculteurs syndiqués? Voir M. Thaller *Annales du Droit comm.* 1894 II, p. 58. Des tentatives de ce genre ont été faites par les syndicats agricoles d'Orléans, Reims, Pau, Angers. Voir rapport au Congrès d'Orléans, par le comte de Rocquigny, p. 14 et suiv.

(2) Cependant, même pour les marchandises consignées aux magasins généraux cette sécurité n'est pas parfaite, warrants fictifs, krach des huiles de St-Ouen, Orléans, etc. Voir Dubron, p. 209 et suiv.

sèche au producteur (1) sans aucun profit pour le consommateur. Voici dans ses grands traits le fonctionnement de cette proposition de loi déposée à la Chambre le 13 mars 1897 par MM. Delaunay, Brindeau, Siegfried et plusieurs de leurs collègues et le projet du Gouvernement déposé à la Chambre le 28 octobre 1897.

L'article 1<sup>er</sup> du projet de loi établit en faveur des agriculteurs le privilège de pouvoir consentir au profit d'un bailleur de fonds un gage sur certains produits énumérés limitativement (2), sans transport de possession des objets engagés au créancier, sous la forme d'un warrant, mais en restant responsable, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, de la garde et de la conservation des marchandises warrantées.

L'article 2 règle les rapports du propriétaire du fonds et du fermier emprunteur (3) ou mieux, il règle le conflit qui s'élève entre le privilège du propriétaire et celui du porteur de warrant. L'emprunteur doit aviser le propriétaire de son intention d'emprunter en indiquant la nature, valeur et quantité des marchandises ainsi que le montant de l'emprunt et afin d'assurer avec exactitude l'accomplissement de cette formalité, c'est le juge de paix qui est personnellement tenu de prévenir le propriétaire par lettre recommandée, avec avis de

(1) Voir *Contra* M. Zolla, article publié dans le *Journal des Débats* du 13 juillet 1897. Dubron, *op. cit.* p. 195.

(2) Les produits susceptibles de warrants sont : céréales en gerbes ou battues; légumes secs, matières textiles animales ou végétales; graines oléagineuses; vins, cidres et eaux-de-vie d'origines diverses; cocons secs et cocons ayant servi au grainage; bois exploités (art. 1, § 2). Cette énumération limitative ne figure pas dans la proposition de M. Delaunay; Voir Dubron, *op. cit.* p. 186.

(3) Art. 4 de la proposition de M. Delaunay.

réception obligatoire. Remarquons en passant le procédé simplifié et incontestablement très pratique et très sûr de la lettre recommandée; il remplace avec avantage la signification par huissier si discourtoise dans la forme, si coûteuse et si lente. Ce procédé est présenté par beaucoup d'auteurs comme devant dans l'avenir supplanter la signification par huissier.

Le propriétaire a un délai de dix jours francs pour s'opposer à l'emprunt par lettre recommandée adressée au juge de paix, lorsque des termes échus sont impayés; il n'aurait donc pas le droit de s'y opposer si le fermier n'avait aucun arriéré, son silence équivaut à une autorisation. Si le fermier est en retard de fermages le propriétaire pourra s'y opposer; pourra-t-il le faire d'une façon absolue, ou sera-ce simplement une défense de porter atteinte à ses droits? La pensée du projet paraît être dans le sens de l'effet absolu de l'opposition et il semble que ce soit une sage prévoyance. Quelle valeur anrait le warrant si l'on eût admis le contraire. Le délai de dix jours court du jour de la réception de l'avis (art. 3).

L'article 3 investit le juge de paix d'une autre mission, il est chargé de l'inscription sur un registre à souches spécial de la nature, quantité, et valeur de la marchandise déclarée par l'emprunteur (1). C'est une innovation sur la plupart des lois étrangères et des

(1) L'expertise dit l'exposé des motifs n'est pas indiquée au projet par cette raison qu'elle ne doit pas être obligatoire, mais s'il en existe une, le résultat ainsi que le nom de l'expert seront indiqués sur les deux parties de la souche. On conçoit surtout l'absence d'expertise, sauf contrôle, au cas où le premier endossement est fait au profit d'une société de crédit agricole, c'est d'ailleurs de sa combinaison avec la loi du 5 novembre 1894, que le projet de loi produira le maximum de son effet utile.

projets français (1). Le juge de paix présente une grande somme de confiance, puisqu'il appartient à la magistrature; il ne provoque pas la même répulsion fiscale, si l'on peut dire, que le bureau d'enregistrement (2), en outre, le chef-lieu de canton n'est pas, en général, trop éloigné et ces démarches ne nécessitent pas de frais de déplacement; le warrant est enfin timbré et enregistré par le juge de paix au droit fixe et exclusif de 0 fr. 50 (3).

L'article 4 édicte l'assurance obligatoire pour les produits warrantés avec droit à l'indemnité pour le porteur du titre (4). C'est encore une très bonne mesure, car elle augmente la sécurité et la confiance du prêteur.

L'article 5 prescrit des mesures de publicité par copie d'inscriptions au registre du juge de paix; cette publicité accessible au prêteur est parfaitement suffisante et efficace, l'acheteur est protégé en ce qu'il peut toujours requérir de son vendeur, la présentation d'un certificat négatif; d'un autre côté, elle n'est pas indiscrete, réservée qu'elle est aux seuls intéressés; surtout dans les campagnes, il ne faudrait pas que le premier venu pût se faire délivrer des extraits de ce registre.

(1) Le projet de 1883 (gouvernement) créait bien un registre tenu par le juge de paix, mais il exigeait en outre la transcription sur le registre du conservateur des hypothèques.

(2) Le ministre des finances a protesté autrefois d'ailleurs, quand on a voulu charger l'administration de l'Enregistrement de la tenue de semblables registres. Voir France en 1866, rapport de M. Josseau, p. 31, Belgique, (art. 5) en Italie l'inscription a lieu au bureau des hypothèques (art. 3).

(3) Sur ces deux points, les critiques que formule M. Dubron contre la proposition de M. Delaunay ne s'appliquent pas au projet du gouvernement; du reste lui-même le reconnaît *op. cit.* : p. 188 et suiv. 192, 197, note 1.

(4) Voir art. 5 de la proposition de M. Delaunay.

Cela détournerait, sans aucun profit, beaucoup de paysans d'un mode d'emprunt si économique.

L'article 6 prévoit la radiation d'inscription et le récépissé de cette radiation après paiement.

L'article 7 est une disposition en partie empruntée à la législation des magasins généraux et en partie nouvelle, quoi qu'en dise l'exposé des motifs. Elle reproduit cette législation en ce qu'elle permet le paiement anticipé (1) mais elle innove, en ce qu'elle fait nécessairement connaître le créancier (art. 9) (2), et qu'elle limite à dix jours la durée des intérêts depuis le paiement anticipé. Cette mesure, excellente lorsqu'il s'agit de sommes importantes et remboursées avant échéance, paraît devoir procurer au débiteur une réserve d'intérêt bien coûteuse. L'article 9 prescrit en effet à l'escompteur ou réescompteur d'un warrant d'en donner avis par lettre recommandée au juge de paix qui a délivré le warrant, et à celui-ci, de lui retourner un accusé de réception (total 0 fr. 40 de lettre recommandée 0 fr. 10 d'avis de réception soit 0 fr. 50 par chaque transmission). En outre ces formalités inusitées dans le commerce ne ralentiront-elles pas la circulation de ces titres comme effets de commerce? Ce système n'était pas prévu par l'article 8 de la proposition de M. Delaunay qui maintenait la consignation et l'intégralité des intérêts jusqu'à l'échéance sauf entente amiable, en remplaçant seulement la consignation au magasin général par une consignation à la Banque de

(1) Voir à ce sujet l'art. 8 de la proposition de M. Delaunay.

(2) L'art. 1 du décret des 23/26 août 1848 faisait aussi connaître le créancier; il ordonnait la mention du transfert du récépissé sur le registre du magasin avec indication de la somme prêtée.

France. La Banque de France est peut-être trop éloignée, mais le bureau de perception est beaucoup plus accessible.

L'article 8 du projet dispense les établissements de crédit de l'une des signatures statutaires lorsqu'ils reçoivent des warrants agricoles (1), et assimile ces titres aux effets de commerce. L'article 10 indique les formalités de réalisation : avis préalable par lettre recommandée avec avis de réception et huit jours après vente publique aux enchères par huissier de la marchandise engagée. La facilité de réalisation est une des conditions primordiales du crédit, donc les formes simplifiées sont les meilleures. Cependant la vente aux enchères dans la commune atteindra-t-elle un prix normal? Ne vaudrait-il pas mieux réaliser sur le prochain marché? L'article 11, détermine le rang de préférence. Là non plus, aucune formalité de justice, sont seules préférables, les créances résultant des contributions directes, des taxes d'octroi et des frais de vente. L'art. 12 accorde au porteur du warrant le droit de recourir subsidiairement contre l'emprunteur d'abord, puis contre les endosseurs successifs en cas d'insuffisance de la marchandise.

Il détermine des délais de poursuites rigoureux comme pour la lettre de change (art. 163 et suiv. du C. Com.), et fait perdre tous droits contre les endos-

(1) Ce texte est ambigu, il semble ne s'appliquer qu'aux établissements qui, d'après leurs statuts, prêtent à deux signatures, la Banque de France prête à trois, en serait-elle exclue? Au lieu des mots : « Avec dispense d'une des deux signatures exigées par leurs statuts », ne serait-il pas préférable de dire comme l'art. 11, loi 28 mai 1858 : « avec dispense d'une des signatures exigées ».

seurs, faute de faire procéder à la vente dans le mois qui suit l'avertissement. L'article 13 édicte la peine de l'abus de confiance, avec circonstances atténuantes facultatives (art. 407 et 408 C. P.) en cas de détournement, dissipation ou détérioration volontaire des produits engagés (1). C'est, nous l'avons vu, la peine édictée à l'étranger à peu près partout. Enfin le dernier article prévoit un règlement d'administration publique.

Deux questions importantes n'ont pas été traitées, celle du concours entre un acheteur et le porteur de warrant, et celle du changement de domicile de l'emprunteur. Dans le silence du projet sur le premier point, l'art. 2279 : « En fait de meubles, la possession vaut titre » semblerait devoir s'appliquer ; cependant, le doute naît de la publicité exigée par la loi qui fait planer un soupçon de mauvaise foi sur la tête de l'acheteur. Doit-on en la circonstance appliquer la règle de l'art. 2079, ou celle de la législation hypothécaire (2)? Il faut se le rappeler ici, gage sans déplacement et hypothèque mobilière ne font qu'un ; peu importe la forme admise pour faire circuler et constater cette hypothèque. Du reste il a été jugé et la doctrine admet généralement que l'hypothèque du Code est valable, même sous forme de billet à ordre, pourvu que l'acte

(1) Art. 1<sup>er</sup> de la proposition de M. Delaunay.

(2) Quant à l'art. 2119 : « Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque » qui semblerait s'opposer d'une façon absolue à l'octroi du droit de suite en faveur du créancier porteur de warrant ; l'explication traditionnelle voit sous cette forme déconcertante, une répétition de l'article précédent, il signifie seulement que les meubles ne sont pas susceptibles d'hypothèque ; si d'ailleurs il signifiait autre chose, l'art. 2102, 1<sup>er</sup> en particulier, consacrant la revendication du propriétaire sur les meubles de son locataire, contiendrait une double exception, hypothèque mobilière et droit de suite.

soit authentique (rédigé en brevet) (1). Là où la loi française a accepté l'hypothèque mobilière, elle a aussi admis la revendication. Ex. : le bailleur d'immeubles sur les meubles de son locataire. Le plus logique semblerait de suivre la législation hypothécaire. De même que, lorsqu'on achète un immeuble, on consulte les registres hypothécaires, de même lorsqu'on achètera un produit agricole, on se fera présenter un certificat négatif. Faire autrement, c'est agir sans prévoyance, la loi n'a plus à intervenir ; cependant, l'article 2280 doit apporter sa restriction en faveur des objets achetés en foire ou d'un marchand vendant des choses pareilles. Si telle est la solution préférable, le mieux serait encore, pour éviter des tiraillements, des jugements, peut-être contradictoires, et un arrêt dans le développement de cette forme du crédit, d'introduire dans le texte du projet de loi une disposition claire et précise. Il est vrai aussi qu'il serait peut-être imprudent de le faire, dans l'intérêt même du vote ; l'article 2279 a, en grande partie, été cause du rejet au Sénat du projet de 1883, c'est un mauvais précédent. A la vieille formule de Bourjon, « l'intérêt du commerce le veut ainsi », on pourrait peut-être objecter et la publicité résultant du registre, et celle résultant de la loi. La seconde, à elle seule, a paru suffisante au législateur de 1804 pour l'article 2102, 1<sup>o</sup>, du C. Civ.

Au sujet du changement de domicile (2), il semble qu'il y ait une lacune facile à combler, on peut obliger le débiteur à déclarer son changement de domicile au juge de

(1) Alger, 7 mai 1870. Confirmant jug. de Blidah, 5 avril 1870, D. 71. 2. 1.

(2) Sous réserve de l'art. 1778 C. Civ., pour les céréales en gerbes.

paix et celui-ci à faire inscrire le warrant sur le registre du nouveau domicile et à mentionner en marge de son propre livre le lieu où le débiteur se transporte avec le produit warranté. S'il y a fraude et démenagement furtif, l'article 13 du projet s'applique avec sa sanction pénale. Ce défaut de précision, sans doute calculé sur ces deux points, ne retire rien de son mérite au projet de loi, et c'est un excellent complément à la loi de 1894 (5 nov.). La Commission parlementaire des warrants agricoles, chargée de l'examiner, a désigné M. Chastenet comme rapporteur.

Nous ne nous sommes occupé jusqu'ici que des produits négociables, nous allons passer à l'étude des produits en cours de transformation, dans leurs rapports avec le contrat de gage. Le projet de loi de 1883 admettait la constitution en gage des récoltes pendantes, et des coupes ordinaires de bois, taillis ou de futaies régulièrement aménagées dans l'année qui précède celle de l'abatage (art. 1<sup>er</sup> du projet du Gouvernement). La proposition de M. Antonin Proust (25 octobre 1890) la validait également, mais nous retrouverons plus loin ces deux tentatives. La Commission spéciale de la Société nationale d'agriculture de France y a aussi apporté son approbation. Tout récemment M. Léveillé, dans son rapport déposé à la Chambre, le 19 juin 1897, au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales, a donné beaucoup d'ampleur à la question. Après avoir dit que la Belgique en 1884, le Brésil en 1885, l'Italie en 1887 (1) : « ont reconnu au profit du

(1) *Rapport de M. Josseau*, p. 28 (1885).

prêteur... un privilège conventionnel portant sur les meubles de l'agriculteur et notamment sur la récolte pendante, sans qu'il soit nécessaire de déposséder en fait le débiteur. »

Il ajoute (1) :

« L'Étiquette du sac a été changée, et la réforme attendue et souhaitée s'est accomplie ; nous l'attendons et la souhaitons encore en France ! »

Et plus loin :

« Nous estimons que les ministres de 1882 et 1883 devraient reprendre la proposition inintelligemment novatrice qu'ils ont déposée et défendue autrefois. L'honorable M. Oudet est mort, et ceux de ses amis du Sénat que sa parole énergique avait entraînés, ont eu, depuis quinze ans, le temps de se reprendre, en lisant et en méditant la belle loi de 1854. Il faut que les progressistes reviennent au combat et qu'ils fondent enfin le crédit réel mobilier de l'agriculture métropolitaine. »

La tentative a été en partie reprise par M. Méline dans son projet du 28 octobre 1897 ; il faut espérer que cette œuvre patiemment élaborée s'achèvera à bref délai.

Il nous reste à examiner le gage du matériel agricole ; nous avons vu combien ce matériel a pris d'importance ; aussi, ne faut-il pas s'étonner que de nombreuses propositions aient été faites en ce sens. Sans remonter aux projets déjà anciens, nous étudierons ici le projet de loi de MM. de Mahy et Méline en 1883, déjà rencontré au sujet du gage sans déplacement. Le projet élaboré par une Commission extra-parlementaire composée des

(1) *Rapport de M. Léveillé*, p. 23.

autorités les plus compétentes en matière agricole, financière et commerciale, si hardi qu'il soit au point de vue des textes du Code, n'en était pas moins un bienfait pour l'agriculture (1) à s'en tenir au projet du Gouvernement; son exemple aurait été suivi par le commerce et l'industrie. Si la Commission du Sénat n'avait voulu peut-être trop étendre une excellente réforme au risque d'en compromettre le succès devant les Chambres.

L'économie générale du projet était de permettre la constitution du gage sans déplacement des ustensiles et instruments agricoles moyennant une certaine publicité et sous une sanction rigoureuse. Le principe du gage sans déplacement était consacré par l'article 1<sup>er</sup> du projet du Gouvernement, et les articles 1 et 3 du projet de la Commission. Ces projets l'appliquaient aux meubles à l'état des récoltes, de produits en cours de transformation et de matériel industriel. Quant à la publicité, elle est, dans le premier, d'une pratique aisée et cependant suffisante. Si un acte écrit a été dressé, la transcription sur un registre spécial des hypothèques de la situation de l'immeuble où sont déposés les objets, suffit (art. 5.). A défaut d'écrit, il faut une déclaration verbale devant le juge de paix du domicile de l'emprunteur, avec indication de l'immeuble auquel les objets sont attachés et interpellation du magistrat sur le point de savoir si ces objets sont libres d'engagement antérieur, le tout inscrit sur un registre spécial.

(1) M. Thaller ne partage pas cette opinion : *De l'organisation du crédit agricole et des syndicats d'agriculture, Annales de Droit commercial*, 1889, II, p. 173 et suiv.; au risque de nous tromper, nous nous écartons ici de l'avis du maître.

La transcription de l'acte ou l'expédition de déclaration vaut publicité. L'intervention du juge de paix nous semble excellente, parce que beaucoup d'agriculteurs, ne sachant pas eux-mêmes rédiger un contrat et ne voulant pas supporter les frais de notaire, se seraient vus dans l'impossibilité de profiter des avantages de ce prêt. C'est en quoi le projet du Gouvernement nous semble supérieur à celui de la Commission qui exige toujours un acte écrit. A un autre point de vue, il est encore préférable. Dans tous les cas le Gouvernement exigeait l'accomplissement des formalités de publicité, la Commission le rendait au contraire facultatif, et de là découlait cette différence fondamentale entre les deux projets : celui du Gouvernement accordait le privilège envers et contre tous, en un mot dans son article 12, il le rendait opposable à tous tiers intéressés même de bonne foi. De bonne foi, comment un tiers pouvait-il l'être ? avait-il consulté le registre du conservateur des hypothèques ? c'était son devoir ; il y avait vu la transcription du contrat de gage ; s'il traitait, c'était donc à ses risques et périls. Avait-il négligé cette précaution, il ne méritait aucune, protection. *Jura vigilantibus prosunt*, c'était l'application pure et simple de la publicité hypothécaire, et rien de plus logique (1).

Le gage sans déplacement est une hypothèque mobilière, c'est le retour aux vrais principes du droit romain avec la publicité et la spécialité en plus ; on ne

(1) Les deux projets reconnaissent cependant la préférence au privilège du propriétaire sur celui du gagiste, articles 13 du Gouvernement et 24 de la Commission.

peut demander davantage (sauf la restriction de l'article 2280). Les articles 10 et 20 de la Commission, qu'il y ait eu ou non publicité, résolvent toujours la question contre le prêteur à l'exception du cas de mauvaise foi du tiers. Cette solution se comprend très bien lorsqu'il n'y a pas eu de transcription ; alors, les tiers peuvent être, légalement parlant, de bonne foi, mais il est antijuridique de supposer formellement possible l'existence de la bonne foi, alors qu'il y a eu transcription, sous la même réserve que tout à l'heure, à moins de ne pas considérer cette transcription comme une mesure de publicité à l'égard des tiers, auquel cas il faut la supprimer comme une formalité inutile et coûteuse.

Au projet du Gouvernement nous ne saurions reprocher que les frais entraînés par l'intervention du conservateur des hypothèques, il est vrai que l'administration des Finances en avait à plusieurs reprises décliné la charge pour les agents de l'enregistrement ; cela n'avait pas arrêté la Commission sénatoriale, il faut reconnaître que la conservation hypothécaire n'existe qu'au chef-lieu d'arrondissement, tandis que les bureaux d'enregistrement sont plus nombreux. A tous points de vue, l'intervention du juge de paix pour l'inscription, l'enregistrement et le timbre, comme le veut le projet de loi du 28 octobre 1897, nous semble préférable.

Enfin, la sanction de l'article 408 C. P. couronnait les deux projets. Elle est très généralement adoptée dans ce cas par les législations étrangères (1) ; c'est

(1) Cependant, pour ne pas causer à l'agriculture une gêne inutile, il lui était fait la concession peut-être dangereuse de pouvoir aliéner sous réserve d'équivalents.

qu'en effet, il y a dans le fait prévu un véritable abus de confiance; on a accusé les projets d'avoir voulu, non pas commercialiser, mais correctionnaliser les engagements agricoles. Le mot ne manquait pas d'un certain sel. On a dit aussi que le projet de loi sur le crédit agricole organisait le discrédit agricole; comme beaucoup de mots d'esprit, il était à la fois injuste et inexact.

Quoi qu'il en soit, le projet, sur un vote défavorable du Sénat, fut retiré sur la demande du président de la Commission, M. de Parieu, après deux séances orageuses. Lorsqu'il fut présenté à nouveau devant le Sénat, M. Labiche, encore une fois rapporteur, ne put qu'exprimer des regrets, mais la Commission avait jugé préférable de supprimer toute la partie concernant le gage sans déplacement.

M. Antonin Proust, membre de la Commission extra-parlementaire de 1879, reproduisait, dans sa proposition du 25 octobre 1890, le système du Gouvernement. Il remplaçait seulement le conservateur des hypothèques par le receveur d'enregistrement du domicile de l'emprunteur. Il modifiait, en principe aussi, le privilège du gagiste lorsqu'il portait sur une coupe de bois immobilisé par l'article 2176 du C. Civ.; enfin, le tiers acheteur était déclaré préférable au gagiste, sauf préférence sur le prix en faveur de celui-ci; mais il maintenait l'article 408 C. P. et la possibilité de circonstances atténuantes.

Comme nous le disions plus haut en reproduisant les paroles de M. Lévêillé, il est à souhaiter que l'on ne s'arrête pas plus longtemps à ces échecs et que notre

agriculture jouisse bientôt de cette législation favorable, sauf à l'étendre ensuite à l'industrie et au commerce, comme le voulait la Commission sénatoriale.



## CONCLUSION

Quelle conclusion tirer de cette étude ?

En premier lieu, écartons le prêt à la consommation ; si son usage rend des services incontestables, son abus serait très pernicieux ; il pousserait en définitive, s'il était trop facile, à « manger son fonds avec son revenu » ; il doit être et il doit rester le dernier et suprême moyen de vivre ou de faire vivre les siens, alors que la maladie terrasse le chef de famille, que, fatigué par un labeur incessant, ses forces le trahissent et que toute son énergie est impuissante à réveiller son activité productive. Sur ce point, aucune réforme ne semble s'imposer, il faut maintenir le régime actuel ; la seule chose que l'on puisse demander est une diminution des frais de vente et des intérêts exigés de l'emprunteur.

Il y a beaucoup à dire, au contraire, sur le prêt à la production ; il doit être encouragé, facilité par tous les moyens. Non content de ne pas entraver son exercice, on doit mettre entre les mains des hommes de travail et d'énergie tous les moyens de crédit qui peuvent faire fructifier leur activité et leur intelligence. Tout ce qui leur appartient doit pouvoir être converti en capital circulant ; mais pour pouvoir ainsi faire de toute richesse une source de crédit, il faut nécessaire-

ment que ce crédit soit organisé et que son organisation présente certaines garanties. Nous ferons donc brièvement la synthèse du crédit réel mobilier, puis nous en essaierons l'application aux diverses questions que nous avons étudiées précédemment; enfin nous dirons quel mouvement de faits et d'opinions ont provoqué les besoins que nous aurons constatés.

Dans son avant-projet de Code civil belge, M. Laurent écrivait (1) :

« On a reproché avec raison aux auteurs du Code civil de ne s'être pas préoccupés des droits mobiliers. La clandestinité est le défaut du Code Napoléon », et plus loin il ajoute (2) : « Le législateur doit s'inspirer des nécessités sociales, et les sociétés modernes vivent dans une atmosphère de publicité. »

Aussi dans l'article 2173 de l'avant-projet, voit-on ce principe :

« Tous les faits juridiques que les tiers ont intérêt à connaître sont soumis à la publicité par la voie de la transcription ou par celle de l'inscription »; et commentant cette formule, l'auteur exige (3) que cette publicité soit d'une utilité incontestable et surtout peu coûteuse : la sanction repose dans l'article 2174 qui frappe d'invalidité à l'égard des tiers tout acte qui n'a pas été rendu public.

Fidèle à ce principe, M. Laurent soumet le contrat de gage à la publicité (art. 2147) (4) :

(1) Laurent. *Avant-projet de Code civil belge*. t. VI, p. 138 (1885).

(2) *Ibid.* t. VI, p. 148.

(3) *Ibid.* t. VI, p. 123.

(4) *Ibid.* t. VI, p. 100.

« A l'égard des tiers, le privilège du créancier n'a lieu que s'il est rendu public... La publicité est prescrite pour tout gage, commercial ou civil. » Et l'article 2148 ajoute que le privilège n'a de rang que celui que lui donne la publicité; cette publicité exigée est une simple inscription (art. 2187, 2<sup>o</sup>) et M. Laurent caractérise l'innovation qu'il propose en parlant des privilèges spéciaux :

« Ce sont (1), dit-il, des hypothèques mobilières, soumises au principe de la spécialité et de la publicité. »

A coup sûr, la publicité par inscription est préférable à celle que l'on exige en vertu de l'article 2076 de notre Code civil; pour que cette dernière fût efficace il faudrait que la possession ne pût être que l'indice d'un droit de gage, mais on peut posséder une chose à tout autre titre (dépôt, vente, louage, etc.); en outre, ce n'est pas une sécurité parfaite (fraudes possibles, doubles clés par exemple); de plus, l'intervention de possession peut induire les tiers en erreur, puis cette publicité a le grave défaut de ne pas s'appliquer à tous les meubles, faut-il pour cela les déclarer non susceptibles de mise en gage? Cela serait injuste. Au contraire, l'inscription permet aux intéressés de savoir ce qu'ils ont besoin de connaître, les protège contre toutes les fraudes, et produit un effet beaucoup plus efficace que la possession; elle s'applique enfin à tous les biens et permet l'adoption d'une mesure unique qui écarte l'arbitraire.

(1) Laurent. *Avant-projet*, t. VI, p. 20.

Cependant, d'une mesure de publicité il ne faut pas faire un moyen fiscal, on ne doit pas ruiner le débiteur afin de le protéger; la publicité exigée doit donc, comme le dit M. Laurent, être peu coûteuse. Enfin, pour être bien organisée, elle veut être exactement proportionnée.

Il est inutile d'afficher un emprunt; il y a des gens qui s'en effraieraient, bien qu'aujourd'hui leur nombre diminue. Ce que l'on doit exiger, c'est que tous ceux qui ont intérêt à connaître un fait, puissent s'assurer de son existence. Dès lors qu'ils ont un moyen de se renseigner avant de traiter, ils commettent une faute en ne prenant pas la peine de s'en servir, et la loi ne doit plus les protéger à l'encontre de ceux qui ne sont pas en défaut.

Donc, pour nous résumer, la publicité est indispensable; quelle que soit la forme employée, elle doit être peu coûteuse et distribuée seulement à ceux qui en ont besoin. A cette mesure de protection en faveur des tiers qui y ont intérêt, correspondent dans la matière du nantissement deux autres exigences en faveur du prêteur aussi bien que de l'emprunteur. Pour que le contrat de gage soit réellement fécond, il faut lui demander une sécurité suffisante et une réalisation facile.

La sécurité est indispensable si l'on veut rendre le contrat pratique: le défaut de sécurité n'attirerait que des prêteurs téméraires qui exigeraient une rémunération très forte; en outre la sûreté réelle est précisément destinée à rassurer le créancier; si elle manque d'efficacité, elle est superflue, elle ne répond plus à son but,

le crédit personnel suffit. Comment donc régler le conflit qui s'élève entre le créancier gagiste et le tiers acquéreur par exemple qui détiendra matériellement l'objet en vertu d'un contrat postérieur? Faut-il pour cela renverser l'article 2279, si favorable au commerce, si indispensable à la sécurité des transactions? Ce serait, sous prétexte de crédit réel, jeter la défiance dans les relations commerciales et les entraver, cela ne peut être. Faut-il au contraire laisser le créancier gagiste à la merci de la mauvaise foi de son débiteur en lui refusant toute revendication, et ne donner aucun effet à la publicité destinée à prévenir les tiers? c'est au demeurant à peu près le système qu'adopte M. Laurent. Mais alors cela est contradictoire, illogique, instable et contraire aux besoins du crédit. La vérité paraît être entre les deux extrêmes : une loi récente du 11 juillet 1892, a statué dans un cas très voisin du nôtre, et donné une solution qui concilie les intérêts de tous. Le privilège du bailleur entraîne droit de revendication, la loi nouvelle est venue le limiter au cas où les meubles auraient été achetés en foire ou d'un marchand vendant des choses pareilles. Le même procédé pourrait être suivi dans tous les cas d'hypothèque mobilière; la revendication, possible en principe, subirait la restriction prévue par l'article 2280, sauf la responsabilité de celui de qui l'acheteur tient la chose, pourvu qu'il ne se trouvât pas lui-même dans les termes de l'exception.

La réalisation facile est encore une condition essentielle au gage; sans cela le prêteur ne consentirait qu'une avance disproportionnée avec la valeur de la

marchandise et, au moment de l'échéance, si le débiteur ne s'acquittait pas, il pourrait être obligé à vendre dans des conditions désavantageuses. Néanmoins, il ne faut pas exagérer ces conditions; les parties et la pratique, en général, sont mieux à même que qui que ce soit pour savoir exactement ce que vaut un objet au point de vue du crédit. C'est ce que nous avons déjà rencontré à propos du gage sur matériel industriel.

Publicité, sécurité et facilité de réalisation sont donc les trois conditions essentielles pour la bonne organisation du crédit réel mobilier.

Essayons, maintenant, d'appliquer ce criterium aux différentes situations que nous avons successivement envisagées.

Sur les marchandises et les produits transformés, le nantissement est, en général, réglé d'une façon assez pratique. Si nous considérons, d'abord, l'hypothèse où la marchandise est déposée dans un magasin général, le créancier aussi bien que le débiteur sont intéressés à ce dépôt; la publicité est très satisfaisante, la marchandise représentée par un titre qui circule avec une grande facilité sans son déplacement; enfin sa réalisation est aisée et avantageuse. La réunion des marchandises dans un même lieu y attire la demande, et les produits ont toute chance d'être vendus à leur prix; encore faudrait-il, pour quelques catégories de marchandises, établir un certain contrôle pour éviter la création de warrants fictifs; le fait s'est produit pour les marchandises susceptibles de mélanges, les choses de genre. Parmi les marchandises en cours de voyage, celles représentées par une lettre de voiture ou

récépissé sont soumises à une publicité suffisante, en ce sens qu'un seul titre représente la marchandise pendant le trajet, ce qui assure la sécurité du créancier. Cependant, on pourrait souhaiter que la validité de l'endossement en blanc fût reconnue législativement (1), sauf réserves expresses quand l'expéditeur ne voudrait pas que cet endossement mît la chose à la disposition du destinataire; cela éviterait au moins des questions délicates d'appréciation de volonté.

Quant aux marchandises représentées par un connaissance, la sécurité du créancier n'est pas absolue par suite de la pluralité d'exemplaires; quelle que soit la solution que l'on adopte sur les controverses qui y ont pris naissance, il y a des créanciers de bonne foi qui sont victimes des fraudes possibles de leur débiteur ou de son correspondant. Pourquoi ne pas prévenir toute machination frauduleuse, surtout quand la chose est facile. Il suffirait, par exemple, que la loi exigeât sur chaque exemplaire du connaissance la mention de leur nombre; c'est à la fois défaut de sécurité et de publicité.

Au contraire, sur les objets remis entre les mains du créancier gagiste (2), on pourrait, conformément à l'avant-projet belge de M. Laurent, organiser une publicité pratique et peu coûteuse. Cela admis, il ne semble pas qu'il y ait de bonnes raisons pour exiger encore le transport de possession. L'avant-projet belge

(1) La validité de l'endossement du récépissé de chemin de fer étant discutée, il serait utile aussi de l'affirmer dans un texte. Voir sur ce point : *Annales de Droit commercial*, 1897, p. 72.

(2) Il s'agit ici de meubles sur lesquels ne sont pas créés de titres négociables. Objets individuels.

le maintient (art. 2149) et c'est en quoi nous ne pouvons comprendre la pensée de M. Laurent. Le savant auteur (1) l'explique comme un complément de publicité; mais ce complément nous semble superflu et onéreux; superflu, car la publicité par registre suffit à éclairer les créanciers qui veulent s'en donner la peine, les seuls qui méritent la protection de la loi; onéreux en ce que ce transport est à la fois fâcheux pour le créancier, qu'il charge d'une lourde responsabilité, et pour le débiteur qu'il prive de l'usage de sa chose, enfin pour la chose même, à laquelle les soins vigilants du propriétaire font défaut.

Reste la question de sécurité, la plus importante : autoriser le débiteur à conserver la possession de l'objet qu'il a donné en gage, c'est dit-on ouvrir la porte à toutes les fraudes, et si à cela on objecte que l'on élève une barrière pénale préservatrice des créanciers, (art. 406 et 408 C. P.), aussitôt l'on s'écrie que c'est vouloir peupler les prisons de débiteurs malheureux, qu'on ne doit pas sanctionner un contrat civil par une peine correctionnelle. Pour n'être pas un argument bien juridique ni bien péremptoire (abus de confiance, usure, contrefaçon, etc.), il n'en a pas moins été présenté pour très sérieux lors de la discussion au Sénat, en 1883. Il semble que la raison pourrait avoir quelque valeur au point de vue purement humain, si les magistrats n'avaient à leur disposition l'acquiescement ou les circonstances atténuantes qui peuvent aboutir à une amende insignifiante en cas de bienveillance du tribu-

(1) Laurent, *Avant-projet*, t. VI. p. 105 et 106.

nal. Malgré cela, il ne faudrait autoriser cette poursuite qu'en cas de plainte de la partie civile ; on sait qu'en matière d'abus de confiance c'est là une réforme que réclame la pratique et, sans approfondir cette idée, il est certain que le seul espoir d'être payé pour le créancier réside dans l'absence de poursuites. Or, sous prétexte de le protéger, il ne faut pas ici encore le ruiner ; qu'on le laisse juge, l'intérêt social n'est engagé que pour le bien propre, si celui-ci est satisfait, à quoi bon prononcer une condamnation au risque de faire un gredin d'un indélicat, d'un affolé peut-être ? L'intérêt social et l'intérêt individuel se réunissent donc pour souhaiter que la poursuite soit subordonnée à la demande de la partie lésée, ce n'est d'ailleurs pas une forme inconnue à notre législation.

A ceux qui ne trouvent pas la pénalité suffisante ou qui la rejettent, il semble qu'on pourrait répondre que la meilleure protection contre le débiteur, le créancier la tient dans sa main : qu'il prenne des renseignements à bonne source sur l'honorabilité, la moralité et la solvabilité de son cocontractant, c'est la plus grande sécurité qu'on puisse se procurer. S'il ne s'informe pas ou que les réponses soient peu favorables, et qu'il contracte quand même, il ne peut s'en prendre qu'à lui ; il a couru des chances, il doit les supporter. En France, on nous reproche parfois, non sans raison peut-être, d'attendre notre salut de l'État, quelque peu d'initiative y serait une chose très nouvelle, en tous cas, excellente. Donc, à l'intérêt privé seul en cause, il faut laisser libre carrière. S'il estime suffisante la garantie d'un gage sans déplacement, les tiers étant

d'autre part protégés par une publicité bien organisée, on ne voit guère pour quelle raison la loi s'ingénierait à maintenir une exigence qui n'est plus en rapport avec la vie sociale actuelle.

La constitution en gage de produits en cours de transformation a fait déjà l'objet de conclusions au chapitre précédent. Comme nous le disions plus haut, nous sommes heureux de trouver en faveur du gage sans dessaisissement de ces produits, un patronage aussi autorisé que celui de M. Léveillé. Si tous les produits ne nous paraissent pas susceptibles de fournir une garantie sérieuse, il nous semble que la circonspection du prêteur saura distinguer, là comme ailleurs, les opérations certaines des affaires aléatoires. Du reste, même pour un produit à peu près assuré, le plus prudent sera de ne prêter que peu. La loi sur les banques coloniales autorise le prêt jusqu'à concurrence du tiers de la valeur; une perte des deux tiers est heureusement assez rare.

Il y a des industries qui plus que toutes les autres ont besoin d'utiliser ce crédit. Certains produits exigent, en effet, de longues préparations, avant de devenir produits manufacturés, c'est ainsi que l'industrie des peaux, mégisserie, tannerie, demandent au minimum dix-huit mois de travail, avant de livrer au commerce le produit transformé. Quelles avances considérables de fonds! A coup sûr les vendeurs ne font pas crédit pendant ce laps de temps, où prendre l'argent nécessaire dans l'impossibilité où est le manufacturier de trouver crédit sur la marchandise qu'il travaille? La réforme servirait aussi beaucoup dans les industries

telles que sucrerie, féculerie, amidonnerie, etc., où les industriels sont obligés de payer comptant la matière première qu'ils transforment, par l'impossibilité où se trouve le vendeur de leur faire crédit et pendant ce temps ils paient les salaires de leurs ouvriers et pourvoient aux frais généraux de l'usine. Le gage sans déplacement leur procurerait facilement les fonds indispensables.

Si maintenant nous concluons en ce qui concerne le nantissement de l'outillage industriel, au lieu des vœux que nous formions tout à l'heure nous pensons qu'il y a nécessité et urgence à admettre le gage sans déplacement. Dans le développement énorme du matériel industriel, des capitaux considérables sont enfouis dans l'installation d'une usine, il n'en faut pas moins pour son fonctionnement.

Nous avons vu combien certaines industries souffrent de l'état actuel des choses. Les capitaux par le crédit sont l'élément indispensable de l'industrie, l'en priver ou tout au moins interdire une de ses sources est mettre des entraves à sa prospérité et à son relèvement qui intéressent au plus haut point le pays tout entier. Les tiers protégés par une publicité efficace ne peuvent qu'y trouver un placement pour les capitaux.

Cela sera surtout utile, à la petite industrie qui n'a pas les moyens dont disposent les grandes entreprises pour faire appel au crédit. Et l'on ne peut ici encore opposer l'insécurité résultant d'un pareil gage; la plupart des petites industries trouvent sur place les capitaux dont elles ont besoin, elles opèrent sous les yeux mêmes de leurs prêteurs qui peuvent surveiller ce

qui se passe. De ce fait, d'ailleurs que l'outillage industriel est difficilement transportable, il résulte une sorte de sécurité matérielle analogue à celle du transport de possession.

Les grandes entreprises pourront, elles aussi, y chercher un aliment à leurs affaires. A l'égard des créanciers cela empêchera les surprises telles que celles occasionnées par la faillite des lignes de l'Eure. En même temps et principalement pour ces Sociétés, on pourrait souhaiter l'organisation d'une protection efficace pour les prêteurs isolés, les porteurs d'obligations, en un mot, les créanciers. Disséminés comme ils le sont, sans cohésion, sans direction, ils sont à la merci de leurs débiteurs.

Nous avons ici encore un exemple à suivre dans le Trustee américain que décrit M. Holdheim (1), intermédiaire (2) chargé de représenter les créanciers dans une émission, et de négocier avec la Société ou Compagnie emprunteuse sur un pied d'égalité lui permettant de n'accepter que des conditions raisonnables, de stipuler telles garanties qu'il juge nécessaires, et pendant la marche des affaires, de les surveiller et de tenir la main à l'exécution des clauses du contrat ; en cas de dissolution de la Société, de cessation ou de cession de l'entreprise, le Trustee se trouve encore là pour défendre les créanciers et les représenter plus efficacement et à moins de frais que nos liquidateurs judiciaires. Si le Trustee avait existé en France, les

(1) Holdheim, Mortgage et Mortgagebonds, article précité paru dans les *Annales du Droit commercial* 1895, p. 126 et 127.

(2) Le plus souvent c'est une banque placée sous le contrôle de l'État ou un Comité.

créanciers y auraient trouvé une protection sérieuse et telle conversion injustifiée n'aurait pu surprendre leur bonne foi. Mais cela nous entraîne un peu en dehors de notre sujet; constatons seulement l'utilité d'un représentant de ce genre en général et spécialement au point de vue des garanties réelles qu'il permettrait de stipuler au profit des créanciers; il faciliterait le gage sans déplacement sur le mobilier industriel, en favorisant la surveillance. Quoi qu'il en soit, et même à son défaut, l'hypothèque mobilière de ce matériel est absolument indispensable. Remarquons cependant qu'il faudrait alors admettre une opposition à l'immobilisation par destination, adressée au conservateur des hypothèques et devant être mentionnée sur les registres.

Le nantissement du fonds de commerce constitue un gage mixte; il comprend à la fois des meubles corporels et incorporels, est-ce là une raison pour la supprimer? Assurément non; ce gage n'est pas encore pratique, surtout s'il n'est pas soumis à une publicité suffisante, mais il n'en rend pas moins de grands services : un individu dénué de ressources, sans passif d'ailleurs, veut-il s'établir, confiant dans sa bonne étoile, il s'adresse à un gros négociant qui lui avance argent et surtout marchandises moyennant constitution en gage du fonds de commerce créé. Est-ce une opération malhonnête? C'est simplement aider un commerçant à s'établir et lui rendre service; mais comme il a peu de surface et moins de crédit, c'est garantir une avance de fonds et de marchandises par les produits remis eux-mêmes. Il y a même là une tentative à encourager, car elle provoque l'activité du commerce;

il lui manque seulement la publicité indispensable aux relations d'affaires.

Quant à l'industrie agricole, là comme précédemment, nous souhaitons une réforme législative posant le principe du gage sans déplacement, de l'outillage industriel, des produits en cours de transformation et des produits transformés, il serait de même à désirer que le projet de loi sur les warrants agricoles prit place dans notre législation; on donnera ainsi satisfaction aux demandes légitimes et réitérées de l'agriculture.

L'idée de gage sans déplacement ou d'hypothèque mobilière a fait son chemin depuis quelques années; la pratique industrielle en avait d'abord réclamé le bénéfice (1). A leur tour, les jurisconsultes sont enclins aujourd'hui à l'accepter, MM. Lyon-Caen et Renault le constatent à plusieurs reprises (2) :

« On peut remarquer, disent ces auteurs, une certaine tendance de notre législation à admettre l'hypothèque des meubles qui peut être considérée selon une expression souvent employée, comme une sorte de gage sans déplacement. »

M. Guillouard (3) dit à son tour :

« Cette condition traditionnelle du contrat de gage, la mise en possession du créancier gagiste, pourrait, à notre avis, dans l'état de la civilisation à notre époque, être très avantageusement remplacée par une publicité

(1) Voir par ex. *Journal la Finance*, nos des 15 nov. et 6 déc. 1877, 24 oct. 1878.

(2) MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. III, p. 217, t. VI, p. 544 et suiv.

(3) Guillemard, *Traité du nantissement et des droits de rétention*, 1895 p. 86 et suiv.

sérieuse donnée au contrat de gage l'objet du gage restant aux mains du débiteur. »

Puis étudiant l'institution de la *Pfandverschreibung* que nous avons déjà rencontrée en Suisse, il ne la trouve pas assez radicale, n'admet pas la préférence du créancier nanti sur le créancier inscrit (1) et recherchant le meilleur système en législation, il l'explique ainsi :

« Pour les contrats de gage dont l'objet serait d'une valeur minime, on maintiendrait la tradition comme moyen d'approprier le créancier, de manière à éviter aux parties les frais et les déplacements que pourrait entraîner le système de l'inscription; mais, lorsque l'objet du gage aurait une certaine importance... la mise en possession serait remplacée par l'inscription du contrat sur un registre spécial et public; et il faudrait tâcher que sa tenue fût cantonale comme l'est d'ailleurs la tenue des actes de l'enregistrement, dans le but d'éviter aux parties des déplacements trop coûteux. »

Il nous semblerait utile de maintenir les deux institutions, quelle que soit l'importance du gage; si la confiance dans l'emprunteur n'est pas suffisante, on

(1) N'est-ce pas à une idée semblable qu'obéit la jurisprudence, lorsqu'elle reconnaît l'efficacité de la possession symbolique, même à l'encontre de la possession matérielle comme en matière de connaissances en cas de pluralité d'exemplaires? Ch. civ., 12 mai 1885, D. 85. 1. 185 et conc. conf. de M. l'avocat général Desjardins, Ch. civ., 31 mai 1892, D. 94. 1. 185. Nous avons critiqué cette solution. Voir note de M. Thaller, *Annales de Droit commercial*, 1890, p. 215, jur.; mais il nous semble que là et dans le cas où la revendication des meubles est admise, il y a une tendance très favorable et très voisine de la jurisprudence, dans tous les cas, un rapprochement à faire.

doit pouvoir cependant lui consentir un prêt sur nantissement. Il est donc préférable de laisser le prêteur libre de se faire attribuer un gage avec déplacement ou une hypothèque mobilière. En 1886, M. Coste (1), dans un remarquable article, propose à la fois la création d'une hypothèque mobilière générale et d'une hypothèque mobilière spéciale. La première aurait l'avantage de laisser, au point de vue de l'aliénation, la libre disposition de sa chose à l'emprunteur. N'est-ce pas un peu dangereux ? N'est-ce pas aussi contraire à la marche des idées qui exige aujourd'hui, plus impérieusement que jamais, la spécialité en matière hypothécaire ? Il n'en est pas moins vrai que le projet qui termine l'article de M. Coste présente le plus grand intérêt ; il envisage les choses de haut et d'une façon très attachante.

A l'opinion de ces éminents auteurs il faut ajouter les précédents législatifs en France. En réalité, l'hypothèque mobilière y existe sous le nom de privilège du propriétaire ; elle y existe aussi en ce qui concerne les actions de la Banque de France et des Canaux du Loing et du Midi ; enfin, elle fonctionne depuis 1874 en matière maritime.

L'idée qu'on ne trouve guère exprimée qu'à l'origine du droit, et le premier fondement du transport de possession dans le gage a été d'abord une sorte d'aiguillon destiné à hâter la libération du débiteur. Ce motif ressort d'une façon très palpable de la coutume

(1) Coste, *Les Questions sociales contemporaines*, 1886. *L'Hypothèque mobilière*, p. 321 et suiv.

primitive des Égyptiens rapportée par Hérodote (1), d'engager le corps de l'ancêtre pour contracter un emprunt; il s'en dégage aussi cette idée que l'emprunt y est vu avec défaveur et considéré comme devant être exceptionnel. Cette idée s'est combinée dans notre ancien droit français à celle de la réalité du contrat, procurant sécurité absolue au créancier. Mais à ces différentes époques, le contrat n'en reste pas moins défavorable.

C'est l'œuvre de la jurisprudence et des faits d'avoir, dans notre siècle, transformé cette opinion sous la pression des nécessités croissantes du crédit pour la Société. Cependant, en 1861, Sauzeau (2) nous dit encore l'influence de cette idée déjà fausse.

La publicité a joué en cette matière un rôle capital. Vers 1840, alors que s'élèvent les premières discussions sur la réforme hypothécaire, le grand mouvement de science qui se produisit à cette époque exerça son influence sur le nantissement, on chercha dans l'article 2076 un but de publicité qui n'y était peut-être pas. Le contrat de gage n'est plus frappé d'ostracisme, l'on commence à envisager avec moindre sévérité le gage tacite des commissionnaires. Le nantissement sur les navires devient de plus en plus fréquent, et la jurisprudence finit par admettre des équivalents à la possession réelle.

En 1848, tentative d'organisation du prêt sur gage

(1) Hérodote. *Histoires*. Euterpe, II, CXXXVI. Traduction Buchon. Paris, 1837, p. 83; Bossuet, *Discours sur l'Histoire universelle*, 3<sup>e</sup> partie, chap. III, p. 273. Éd. 1822.

(2) Sauzeau, *Manuel des Docks et Magasins généraux*. 1861 p. 19 et suiv.

de marchandises; en 1851, réglementation du crédit agricole colonial. Avec l'année 1858, regain de faveur, on réorganise d'une façon pratique les magasins généraux. La loi de 1863 apporte un nouvel élément de crédit au commerce par les facilités qu'elle donne à la constitution du gage; vers la même époque, on cherche à utiliser pour le gage commercial tout ce qui peut être une source de crédit, notamment le droit au bail; mais des résistances se produisent. En 1870, le mouvement de faveur continue, le législateur afin d'amener les capitaux aux marchandises dont la circulation est gênée par la crise terrible qui sévit, permet aux magasins généraux de consentir des prêts sur warrants de marchandises déposées dans l'établissement. En 1874, admission de l'hypothèque mobilière en ce qui concerne les navires. Le commerce et l'industrie font des tentatives restées infructueuses, en général, pour faire admettre sous une forme ou sous une autre, le gage sans déplacement. Plus tard, la jurisprudence civile admet la constitution en gage des fonds de commerce dans leur ensemble comprenant les marchandises et le matériel industriel par les seules formalités du gage des objets incorporels; cela aboutit, en réalité, au gage sans déplacement des meubles corporels, et, ce qui est très grave, sans publicité suffisante.

On croirait assister à l'assaut du Code, on sent le flot monter peu à peu; puis les premières escarmouches s'engagent, l'idée de nantissement sans déplacement remporte d'abord un succès devant le législateur par l'admission de l'hypothèque maritime; malgré l'échec de 1883 par suite d'une fausse manœuvre de la

Commission du Sénat qui a trop généralisé un principe excellent en soi, les positions sont prises et maintenues par la jurisprudence.

Demain la lutte s'engagera de nouveau, sagement concentrée sur un point, dans la discussion du projet de loi sur les warrants agricoles; le succès en est probable, en tout cas souhaitable. Et de concession en concession, on sera tout surpris de se trouver un jour en face d'une théorie complète dans notre législation, malgré les allures sévères mais parfaitement insuffisantes des articles 2076 C. Civ. et 92 C. Com. Souhaitons seulement que ce jour là ne soit pas éloigné. En attendant, il est curieux de constater qu'en France comme à Rome l'agriculture est des premières à donner le branle, à arracher aux législateurs cette hypothèque mobilière que réclament aujourd'hui notre état social et le formidable développement du crédit. L'hypothèque mobilière est donc une innovation de demain, innovation préparée d'ailleurs par des solutions déjà admises, reliée au passé et appelée comme un bienfait par l'industrie et le commerce.

*Vu par le président de la thèse,*  
E. THALLER.

*Vu par le doyen,*  
GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,  
*Le vice-recteur de l'Académie de Paris,*  
CRÉARD.



## BIBLIOGRAPHIE

---

- ANDRIMONT (D'). — Conférence sur les Banques populaires, séance du 7 mai 1888, et  
MICA. — Historique du Crédit agricole en Europe.  
*Annales de Droit commercial.*  
*Annuaire de législation étrangère.*  
AUBRY ET RAU. — Cours de Droit civil français, d'après la méthode Zachariæ (1871).  
BAILLET. — Essai sur le Crédit agricole mobilier, 1887.  
BARRAL ET PASSY. — Enquête sur le Crédit agricole, 1885.  
BAUDRY-LACANTINERIE et DE LOYNES. — Du nantissement des privilégiés et hypothèques, 1896.  
BLAISOT. — De la mise en possession du créancier dans le contrat de gage, thèse, Paris, 1897.  
BLONDEL. — Étude sur les populations rurales de l'Allemagne du Nord et la crise agraire, 1897. Mission du Musée social.  
BOISTEL. — Manuel de Droit commercial, 1887.  
BRODEAU. — Commentaires sur la Coustume de Paris, édition de 1658.  
CAUWÈS. — Cours d'Économie politique, troisième édition, 1893.  
CLAPPIER. — Des conditions de forme nécessaire à la constitution du droit de gage sur les choses incorporelles.  
CONFÉRENCE du Code civil, par un jurisconsulte qui a concouru à la confection du Code, 1805.  
COSTE. — Une lacune dans l'organisation du Crédit. *Journal des Économistes*, avril 1884. — Les questions sociales contemporaines, 1886.  
DALLOZ. — Répertoire de jurisprudence et supplément. — *Codes annotés.*  
*Deutsche Landwirthschaftliche Presse* (Berlin), 1896.

DUBRON. — Étude juridique et économique sur les magasins généraux, les récépissés et les warrants. Thèse, Paris, 1898.

DUFOUR. — Droit maritime.

DURAND. — Crédit agricole en France et à l'étranger, 1891.

DURANTON. — Cours de Droit français, 1844.

FENET. — Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil, 1829.

*Frankfurter Zeitung*, 1897.

*Gaceta Agrícola del Ministerio de Fomento*, 1893.

*Gazette des Tribunaux*.

*Gazette du Palais*.

GIDE ET LYON-CAEN. — Code de Commerce allemand, 1881.

GLASSON. — Histoire des institutions de l'Angleterre, 1883.

GUILLOUARD. — Traité du nantissement et du droit de rétention, 1893.

JARLAUD. — Observations présentées à ses collègues de la Chambre de Commerce de Paris, sur la question des magasins généraux et warrants, 1891.

JOSSEAU. — Rapport sur le Crédit agricole, 1885.

*Journal la Finance*.

*Journal la Loi*.

JOUSSE. — Nouveau commentaire de l'Édit de 1673. Édition de 1761.

LANEYRIE ET DUBOIS. — Code civil portugais, du 1<sup>er</sup> juillet 1867, 1896.

LAURENT. — Principes de Droit civil français, 1876 à 1879, et avant-projet de revision du Code civil belge, 1886.

LAURRIÈRE (de) Corps et compilations de tous les commentateurs anciens et modernes sur la coutume de Paris, 2<sup>e</sup> édition 1714.

LEHR. — Code civil du canton de Zurich traduit et annoté, 1887.

LÉVEILLÉ. — Rapport sur la prorogation du privilège des banques coloniales déposé séance du 19 juin 1897 (Chambre).

LOCRE. — Conférence des procès-verbaux au Conseil d'État, 1829, et Esprit du Code de commerce, 1829.

LOISEL. — Institutes coutumières, édition Dupin.

LYON-CAEN. — Loi anglaise sur la faillite du 25 août 1883.

LYON CAEN ET RENAULT. — Traité de droit commercial.

MARTOU. — Privilèges et hypothèques, 1863.

MÉLINE. — Discours à la Chambre des députés, séance du 20 novembre 1897.

*Musée social*, circulaire, 1897.

Note sur le Crédit agricole mobilier publiée par le ministre de l'Agriculture, 1881. Direction de l'Agriculture.

*Oesterreichische Landwirthschaftliche Wochenblatt* (Vienne).

PARDESSUS. — Droit commercial.

PAUL PONT. — Traité des petits contrats.

POTHIER. — Traité du contrat de nantissement, édition Dupin.

*Revue critique de Législation et de jurisprudence*.

ROCQUIGNY (Comte de). — Rapport au Congrès d'Orléans, 1897. —

Rapport à la séance du Musée social du 31 octobre 1897.

SALEILLES. — Le rôle de la Méthode historique dans l'enseignement du Droit. *Revue internationale de l'enseignement*, 1890, et *Annales de Droit commerciales*, 1892.

SAUZEAU (Alix). — Manuel des docks, warrants, etc., 1861.

SCANSA. — Magasins généraux, 1890.

SCHNEIDER. — Privatrechtliches Gesetzbuch für Kanton Zurich (d'après le commentaire de Bluntschli, 1883).

SIREY. → Recueil général des lois et des arrêts.

THALLER. — A propos du privilège du bailleur dans la faillite. — *Annales de Droit commercial*, 1896.

TROPLONG. — Du nantissement, 1847.

VATERLAND. — Vienne, 1897.



# TABLE DES MATIÈRES

---

## PRÉFACE

|                                                                                                                                                     |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Évolution économique . . . . .                                                                                                                      | 9  |
| Conditions nécessaires à la production des richesses. . . . .                                                                                       | 11 |
| Diverses applications du crédit. . . . .                                                                                                            | 12 |
| Crédit purement personnel. . . . .                                                                                                                  | 13 |
| Crédit personnel (cautionnement). . . . .                                                                                                           | 14 |
| Crédit réel immobilier. . . . .                                                                                                                     | 15 |
| Crédit réel mobilier . . . . .                                                                                                                      | 16 |
| Objets mobiliers incorporels . . . . .                                                                                                              | 17 |
| Objets mobiliers corporels . . . . .                                                                                                                | 17 |
| Prêt à la consommation. . . . .                                                                                                                     | 17 |
| — Monts-de-Piété . . . . .                                                                                                                          | 18 |
| — Prohibition du prêt habituel sur gage d'objets mobiliers corporels. . . . .                                                                       | 19 |
| — Caractère corporel de quelques objets mobiliers (reconnais-<br>sances du Mont-de-Piété, récépissés, warrants, connaisse-<br>ments, etc.). . . . . | 20 |
| Prêt à la production . . . . .                                                                                                                      | 22 |
| — Conditions économiques actuelles. . . . .                                                                                                         | 22 |
| Méthode. . . . .                                                                                                                                    | 24 |
| Plan . . . . .                                                                                                                                      | 27 |

## CHAPITRE PREMIER

### *Transport de possession dans le gage des produits.*

|                                                            |    |
|------------------------------------------------------------|----|
| 1. — Produits insusceptibles de circulation. . . . .       | 29 |
| Possession du créancier, dépossession du débiteur. . . . . | 29 |
| Réalité du contrat de gage . . . . .                       | 30 |
| Publicité . . . . .                                        | 32 |
| 1° Possession personnelle. . . . .                         | 35 |
| Étendue de la règle du transport de possession. . . . .    | 35 |

|                                                            |    |
|------------------------------------------------------------|----|
| Époque du transport de possession . . . . .                | 37 |
| Caractères. . . . .                                        | 38 |
| Mise en possession. . . . .                                | 38 |
| Modes de transport de possession . . . . .                 | 39 |
| Tradition réelle . . . . .                                 | 39 |
| Remise des clés . . . . .                                  | 40 |
| Dépôt dans un local loué par le créancier. . . . .         | 41 |
| Consentement des parties. . . . .                          | 41 |
| Interversion de possession. . . . .                        | 41 |
| Autres procédés . . . . .                                  | 41 |
| Maintien en possession. . . . .                            | 43 |
| Soins à donner à la chose. . . . .                         | 43 |
| Vente par le débiteur . . . . .                            | 44 |
| Remise momentanée . . . . .                                | 45 |
| Tempéraments de fait. . . . .                              | 45 |
| Substitution d'objets. . . . .                             | 48 |
| Perte de la possession. . . . .                            | 49 |
| Possession par mandataire . . . . .                        | 51 |
| Commissionnaire. . . . .                                   | 51 |
| 2° Possession indirecte. . . . .                           | 53 |
| Avantages. . . . .                                         | 53 |
| Tiers convenu. . . . .                                     | 57 |
| Marchandises en cours de voyage. . . . .                   | 57 |
| Lettre de voiture. . . . .                                 | 58 |
| Connaissement, formes . . . . .                            | 59 |
| Marchandises à destination. . . . .                        | 64 |
| Transfert en douane . . . . .                              | 65 |
| Magasins généraux. . . . .                                 | 65 |
| Warrant. . . . .                                           | 66 |
| Récépissé . . . . .                                        | 70 |
| Rôle économique. . . . .                                   | 70 |
| § 2. — Marchandises en cours de transformation. . . . .    | 73 |
| Législation sucrière : mélasses non épuisées . . . . .     | 73 |
| Transformation par un tiers, alors tiers convenu . . . . . | 74 |
| Prêts coloniaux . . . . .                                  | 74 |

## CHAPITRE II

### *Transport de possession dans le gage du matériel industriel valeur sérieuse et sûre.*

|                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|
| § 1. — Essais d'adaptation directe dans les faits et la jurisprudence. . . . .      | 82 |
| Remise momentanée, pierres et planches gravées . . . . .                            | 82 |
| Métiers à tulle. Possession par l'intermédiaire du propriétaire de l'usine. . . . . | 83 |

|                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Créanciers des grandes Sociétés industrielle (Chemins de fer) . . . . .                                            | 89  |
| § 2. — Adaptation directe dans la loi . . . . .                                                                    | 91  |
| Hypothèque mobilière du propriétaire et en matière fluviale et maritime. . . . .                                   | 91  |
| Privilège du propriétaire . . . . .                                                                                | 91  |
| Navires, besoins économiques. — Equivalents à la remise de possession. . . . .                                     | 93  |
| Remise des titres de propriété du navire. . . . .                                                                  | 94  |
| Inscription sur les registres de la Douane. . . . .                                                                | 95  |
| Mention sur l'acte de francisation. . . . .                                                                        | 96  |
| Inconvénients. — Lois de 1874 et de 1885. . . . .                                                                  | 97  |
| § 3. — Essais d'adaptation indirecte . . . . .                                                                     | 98  |
| Moyens d'éviter la nécessité du transport de possession dans le gage. . . . .                                      | 98  |
| Vente déguisée sous condition. . . . .                                                                             | 99  |
| — — résolutoire. . . . .                                                                                           | 99  |
| — — suspensive. . . . .                                                                                            | 100 |
| Hypothèque grevant l'objet immobilisé. . . . .                                                                     | 100 |
| Vente de l'objet sous la condition suspensive du transport de propriété après désintéressement du vendeur. . . . . | 101 |
| Bail avec promesse de vente après un certain nombre de loyers payés . . . . .                                      | 105 |
| Concours sur l'objet immobilisé avec les créanciers hypothécaires. . . . .                                         | 107 |
| Mise en gage du fonds de commerce comprenant marchandises et matériel . . . . .                                    | 109 |

### CHAPITRE III

#### *Quelques solutions de crédit réel mobilier en matière agricole.*

#### *Tentatives étrangères. — Projets français.* 119

|                                                                              |     |
|------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 1. — Principales solutions à l'étranger . . . . .                          | 120 |
| 1° Nantissement sur produits agricoles susceptibles de circulation . . . . . | 120 |
| Avances sur consignation directe. . . . .                                    | 120 |
| Magasins généraux agricoles. . . . .                                         | 121 |
| États-Unis . . . . .                                                         | 122 |
| Allemagne . . . . .                                                          | 123 |
| Autriche . . . . .                                                           | 130 |
| Roumanie . . . . .                                                           | 132 |
| Russie . . . . .                                                             | 133 |
| Espagne . . . . .                                                            | 133 |
| Nantissement sur produits agricoles en cours de transformation . . . . .     | 134 |

|                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------|-----|
| Espagne . . . . .                                                  | 135 |
| Italie . . . . .                                                   | 135 |
| Roumanie . . . . .                                                 | 135 |
| 2 <sup>e</sup> Mobilier industriel. Gage sans déplacement. . . . . | 135 |
| Espagne . . . . .                                                  | 136 |
| Italie, loi du 23 janvier 1887. . . . .                            | 137 |
| Belgique, lois des 15 avril 1884 et 21 juin 1894 . . . . .         | 138 |
| Portugal, loi de 1867 et privilèges spéciaux. . . . .              | 141 |
| Angleterre . . . . .                                               | 143 |
| États-Unis d'Amérique . . . . .                                    | 145 |
| Suisse . . . . .                                                   | 147 |
| Roumanie . . . . .                                                 | 150 |
| § 2. — Projets anciens et nouveaux en France. . . . .              | 153 |
| 1. Historique jusqu'en 1883. . . . .                               | 154 |
| 2. Études de quelques projets postérieurs à 1883. . . . .          | 158 |
| Produits récoltés . . . . .                                        | 158 |
| Engagement à domicile . . . . .                                    | 158 |
| Magasins généraux, warrants . . . . .                              | 159 |
| Warrant à domicile. Proposition et projet de loi 1897. . . . .     | 161 |
| Produits en cours de transformation . . . . .                      | 169 |
| Prêts coloniaux et extensions. . . . .                             | 169 |
| Matériel industriel 1883 et proposition de M. Proust 1891. . . . . | 174 |
| CONCLUSION . . . . .                                               | 177 |
| 1. Synthèse du crédit réel mobilier. . . . .                       | 177 |
| 2. Application aux diverses questions étudiées . . . . .           | 182 |
| 2. Mouvement de faits et d'opinions. . . . .                       | 190 |



